

## Incertitude au Soudan

### De multiples équivoques

Quatre jours après le coup d'État du 6 avril au Soudan, on ignore à peu près tout de l'identité et des véritables orientations des putschistes. Certes, le général Dabab paraît être le chef de la conjuration victorieuse, mais n'était-il pas, la veille encore du pronciement, l'homme lige et le ministre de la défense du maréchal Nemeiry ? Ce dernier, d'ailleurs, ne semble pas lui avoir retiré sa confiance, puisqu'il lui a adressé lundi un message lui souhaitant « pleine réussite dans [sa] mission ».

Contrairement à l'usage en pareilles circonstances, le général Dabab n'a pas rendu publics les noms de ses associés, les membres de la junte qui a rendu possible le succès de l'entreprise. Serait-il, eux aussi, des officiers supérieurs, des « fidèles » du dictateur déchu, ralliés à la « révolution » ? Ou sont-ils, au contraire, comme certains le prétendent, de jeunes officiers « radicaux » qui attendent le moment opportun pour faire tomber le masque ?

Rien dans les proclamations et les déclarations du nouveau pouvoir ne permet encore de répondre à ces questions fondamentales. Sur les deux problèmes cruciaux qu'affronte le Soudan, le général Dabab et ses compagnons ne disent rien, ou presque. Ils ne se prononcent pas sur les mesures à prendre pour juguler la famine, qui frappe pourtant des millions de leurs compatriotes, ou pour résoudre une crise économique qui épuise cruellement l'ensemble de la population. D'autre part, ils évoquent à peine la guerre menée contre les autonomistes, qui contribue largement à la faillite financière de l'État. Les nouveaux dirigeants ont exprimé seulement le vœu de « mettre un terme à l'effusion de sang », sans indiquer comment ils s'y prendraient.

Un flou analogue plane sur les intentions de la junte quant au système politique qui se substituera à celui du maréchal Nemeiry. La Constitution a été suspendue, toutes les Assemblées législatives ont été dissoutes, tous les postes-clés confiés à des officiers, eux aussi anonymes, mais aucun gouvernement, fût-il provisoire, n'a été constitué. Certes, le général Dabab a promis — c'est l'usage après tout coup d'État au Soudan ou ailleurs — de « rendre le gouvernement aux civils », mais il n'a fixé aucun délai et, autant qu'on le sache, n'a pas pris contact avec les formations politiques dissoutes sous l'ancien régime. Le front formé par ces dernières a rendu public, au lendemain du putsch, une charte des « droits démocratiques » dans laquelle elles appellent à l'instauration du multipartisme. Cependant, le général Dabab, sans se référer au document de l'opposition, a accusé lundi « un groupe » de vouloir « confisquer à son profit l'immense victoire obtenue grâce à la solidarité de toutes les couches de la population ».

En matière de politique étrangère, le général Dabab s'est engagé à suivre une « ligne non alignée » — ce qui lui a valu un satisfecit de Moscou — et à consolider « les liens tissés avec les États-Unis », ce qui a incité les Américains à maintenir leur aide multiforme. Mais les deux capitales — et notamment Washington — ne sont manifestement pas rassurées, comme le laissait entendre lundi le porte-parole de la Maison Blanche. Devant ces équivoques, il n'est pas certain que le calme sera rétabli durablement au Soudan.

### La junte est contestée par les partisans du pouvoir civil

La situation n'est pas claire au Soudan et, en dépit du succès du coup d'État, grèves et manifestations se sont poursuivies lundi 8 avril à Khartoum. Des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues et se sont rassemblées devant le quartier général des forces armées, appelant au rétablissement immédiat d'un pouvoir civil confié à plusieurs partis. En outre, ce mardi matin, les liaisons aériennes et télécommunications avec Khartoum restaient interrompues.

En lançant lundi soir un appel à la reprise du travail, le Rassemblement syndical soudanais, qui regroupe les organisations professionnelles, a demandé à ses adhérents de « rester vigilants jusqu'à la satisfaction des revendications populaires ».

« Nous ne serons pas gouvernés par les résidus de la révolution de moi », (allusion au régime du maréchal Nemeiry), déclaraient lundi les manifestants. Le chef de la junte militaire au pouvoir, le général Abdel Rahman Sewar El Dabab, dans une allocution radiotélévisée, a accusé « un groupe », qu'il n'a pas nommé d'« essayer de confisquer à son profit l'immense victoire obtenue grâce à la solidarité de toutes les couches de la population ».

Ce groupe, a ajouté le général Dabab, « jette le doute sur la crédibilité de la victoire obtenue et appelle à la poursuite des grèves ».

(Lire la suite page 4.)

## M. Jospin répond à M. Rocard

L'opposition crie à la trahison de la V<sup>e</sup> République. De nombreux socialistes s'interrogent sur la signification et les conséquences du changement de mode de scrutin prévu par le gouvernement pour les élections législatives de 1986. Certains, comme M. Michel Rocard, s'opposent au choix de la proportionnelle. M. Lionel Jospin, dans un

article adressé au Monde, s'efforce de répondre aux arguments des uns et des autres. Le premier secrétaire du PS évoque brièvement la démission de M. Rocard du gouvernement. Mais ses explications apparaissent comme autant de réponses à l'article de l'ancien ministre de l'Agriculture que nous avons publié dans nos éditions du 6 avril.

### « Nous ne sommes pas les gardiens du temple »

Les débats qui ont précédé et suivi la décision du gouvernement d'instaurer la proportionnelle ont provoqué un foisonnement d'arguments. Hymnes à la V<sup>e</sup> République, critiques de la IV<sup>e</sup>, considérations sur l'union de la gauche ou les alliances à droite, supputations électorales, se sont mêlés dans une certaine confusion.

C'est pourquoi, sans prétendre à exprimer ici le point de vue de tous les socialistes dans un domaine où ils ont fait preuve de diversité, je voudrais contribuer à une certaine clarification. Je le fais avec mes convictions, mais sans excès de subjectivité et en m'inspirant, je pense, dans la tradition socialiste.

Pour la clarté du propos, je répondrai successivement à neuf questions.

1. — Les socialistes doivent-ils défendre les institutions de la V<sup>e</sup> République ? Les réponses, oui, les défendent, non, les changent, si possible. Quelle que soit la part prise à leur naissance par certains dirigeants de la SFIO, les socialistes n'ont pas à se faire les défenseurs des institutions de 1958. Ils n'oublient pas qu'elles sont nées d'un « quasi-coup d'État » légalisé, en tout cas d'une extrême pression exercée sur le pouvoir législatif pour qu'il cède la place. Telle est pour un homme, le général de Gaulle, favori-

sant à l'exercice du pouvoir exécutif, ces institutions sont moins démocratiques que celles qui existent dans les autres pays occidentaux. En outre, le système à visée sans garantie au pouvoir central l'efficacité qui était, paraît-il, sa vertu initiale.

Tout le monde admet qu'un démantèlement ne sera pas remis en cause : l'élection du président de la République au suffrage universel. Le reste — existence d'un premier ministre, durée du mandat du président, droit de dissolution, rôle du Conseil constitutionnel, équilibre entre exécutif et législatif — pourrait bien évoluer.

Le Parti socialiste avait fait en son temps des propositions de réforme de la Constitution. L'absence de majorité au Sénat et d'autres ordres de priorité ne lui ont pas permis d'y songer. Cela ne veut pas dire que cette réforme ne soit plus justifiée. Les socialistes n'ont pas à jouer les « gardiens du temple ». Et si la réforme du mode de scrutin peut donner de la souplesse à l'édifice institutionnel, je ne crois pas qu'ils doivent la refuser. Ce sera marcher de l'avant, aller vers la modernité, et non retourner en arrière.

2. — Les socialistes doivent-ils se joindre à la condamnation sommaire de la IV<sup>e</sup> République ?

Certainement pas. Que la droite en fasse un article de son credo, rien de plus logique. Disqualifier la IV<sup>e</sup> République, c'est rendre respectable l'acte de naissance de la V<sup>e</sup>. C'est même pour elle faire coup double si la gauche, battue durement en 1968, se culpabilise rétrospectivement et développe elle-même la thèse que les débâcles du régime né en 1946 seraient dus au mode de scrutin proportionnel.

Etant venu à l'engagement politique en 1965, à l'âge de dix-huit ans, pour voir l'agorâ politique de la IV<sup>e</sup> République, je ne suis pas suspect de complaisance à son égard. Mais peut-être est-il temps de porter sur cette période une appréciation plus équitable et de rappeler qu'on juge un régime, comme un homme, autant à sa vie qu'à sa façon de mourir.

La IV<sup>e</sup> République n'est pas morte de la proportionnelle, mais de la décolonisation manquée. Aurait-elle su maîtriser l'affaire algérienne qu'il n'y aurait pas de V<sup>e</sup> République. Le régime d'après 1958 a montré ses faiblesses : instabilité ministérielle, attardement excessif, fragilité de l'exécutif.

LIONEL JOSPIN.

(Lire la suite page 7.)

## Rapport sur les sectes

M. Alain Vivien, vice-président de l'Assemblée nationale et député socialiste de Seine-et-Marne, devait rendre public ce mardi 9 avril son rapport sur les sectes en France. Ce texte — dont huit sectes ont tenté, en vain, d'interdire la publication par une demande de référé devant le tribunal administratif de Paris — propose notamment la mise sous tutelle provisoire d'un adepte majeur d'une secte, en cas d'atteinte manifeste à son intégrité.

### Une législation d'exception ?

Le rapport Vivien sur les sectes vient à son heure. Malgré leur désir de se faire oublier des médias, les nouvelles sectes n'ont jamais autant fait parler d'elles. Les pouvoirs publics se montrant enfin décidés à agir face au développement de mouvements le plus souvent pensés maîtres dans l'art d'exploiter, à des fins strictement mercantiles, la crédulité d'enfants trop sages, ou d'adultes ravalés par une société qu'ils jugent de plus en plus matérialiste.

A la fin d'un rapport qui constitue une première photographie des sectes, M. Vivien fait neuf propositions concrètes qui méritent l'attention.

Il y en a une cependant qui ne manquera pas d'être discutée : la suborne proportionnelle du député de Seine-et-Marne vise à étendre la « tutelle » aux « sectes », même mineures. M. Vivien propose d'ajouter un alinéa à l'article 488 du code civil, pour permettre à un « juge de famille » de prononcer une « mise sous tutelle provisoire » d'un adepte majeur d'une secte, « en cas d'atteinte manifeste à son intégrité psychique ou physique », afin qu'il puisse décider, en toute liberté, de confirmer ou infirmer son choix initial d'adhérer à la secte.

Cette proposition est compréhensible, dans la mesure où certaines sectes exercent de telles pressions psychologiques et physiologiques sur l'adepte — isolement et ruptures de toutes relations extérieures, incertitude et crainte, surmenage physique et intellectuel prolongé, étouffement de crânes, privation de sommeil et de nourriture, travail épuisant dans des usines ou sous forme de rackets sur le volet public — que le seul moyen pour permettre à l'adepte de retrouver librement et en dehors de toute pression son adhésion à la secte est de l'en déloger pendant quelque temps.

Proposition redoutable, néanmoins, puisqu'elle va à l'encontre de la législation française actuelle sur la liberté des personnes, et contredit même la dernière proposition de M. Vivien sur le droit de l'enfant — et a fortiori d'une personne majeure — qui n'est pas « le propriété de ceux qui l'ont engendré ». En effet, de quel droit une famille pourra-t-elle décider qu'un de ses enfants est dans une « secte » ? Qui définira ce mot ambigu et subjectif ? L'État sera-t-il habilité à choisir entre les « bonnes » et les « mauvaises » idéologies ? Qui décidera si une doctrine religieuse relève du « levage de cerveau » ?

Ce n'est pas par une législation d'exception — surtout sous un gouvernement socialiste qui a aboli tous les tribunaux d'exception existants — que l'on règlera ce problème quasiment insoluble : comment une démocratie peut-elle empêcher un groupe totalitaire d'exister sans renier ses propres principes sur la liberté ? Si on applique déjà avec rigueur la législation existante, en matière de travail, de couverture sociale, de fiscalité, l'activité des sectes serait singulièrement réduite.

ALAIN WOODROW.

(Lire nos informations page 9.)

## Le savant et le politique

### I. — Universitaires ou bureaucrates

par THOMAS FERENCZI

« L'accusé » : le cri célèbre de Zola ouvre l'un des derniers livres de l'économiste Serge-Christophe Kolm. Sorti de la crise. Son titre en accusation « les gouvernements français successifs », coupables d'avoir été la cause « par incompetence économique ». Est clouée au pilori « la vaste inculture économique et philosophique des milieux dirigeants publics français actuels ». Est dénoncée « la bête du politique » ou, plus exactement, « l'incompréhension arrogante » de ceux qui, dans ce milieu, font profession de connaître l'économie.

Pourtant, nos hommes politiques sont entourés d'experts, de spécialistes. Dans son bureau de l'École nationale des ponts et chaussées, où il dirige le Centre d'enseignement et de recherche en analyse socio-économique, Kolm s'explique : « Il y a une faille du système d'expertise en France ».

Pourquoi cette carence ? Parce que, selon lui, l'économie est devenue une discipline complexe, scientifique et que les gouvernements ne font pas appel à ceux qui la maîtrisent le mieux. Quels sont donc les économistes qui se font entendre des pouvoirs publics ? Réponse : « Il n'y en a pas ». Il se peut que quelques chercheurs, quelques universitaires soient consultés, mais, affirme notre interlocuteur, « ils n'ont aucune influence sur la politique qui se fait ».

Plaidoyer pro domo ? Mauvaise humeur d'un professeur favorable à la gauche dont les thèses ne sont pas reconnues, estime-t-il, à leur juste valeur ? Peut-être. Mais au-delà d'éventuels ressentiments personnels, c'est bien le problème des relations entre les savants et les politiques qui se trouve posé. Les experts dont s'entourent en France les gouvernements ne sont pas, en général, des hommes de science consacrés comme tels par les institutions universitaires, mais plutôt des technocrates, membres de la haute administration ou d'organismes qui en sont proches, comme l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques).

Ancien professeur aux universités américaines Harvard et Stanford, Serge-Christophe Kolm est bien placé pour regretter que la communauté « académique » ne joue pas en France, auprès des pouvoirs publics, le même rôle qu'aux États-Unis. Le

résultat en est, selon lui, que les idées nouvelles attendent quinze ans avant d'être appliquées.

Cette coupure entre deux sortes de spécialistes, tournés les uns vers l'action, les autres vers la réflexion, ne date pas d'aujourd'hui. Au lendemain de la guerre se sont créés, hors de l'Université, plusieurs centres de recherche chargés d'assister les pouvoirs publics. Ce fut le cas de

l'INSEE, déjà cité, de l'INED (Institut national d'études démographiques), de l'ORSTOM (Office de la recherche scientifique et technique outre-mer), de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), mais aussi, d'une autre façon, du Commissariat général du Plan ou de la direction de la prévision au ministère des finances.

C'est cette forme d'expertise, étroitement tributaire d'une

demande administrative et, par voie de conséquence, axée sur le court terme, qui démontre aujourd'hui, comme de note, après bien d'autres, Serge-Christophe Kolm, ses limites.

La réflexion à plus long terme est en effet devenue indispensable au pouvoir politique. Bien des universitaires, revenus d'un discours exclusivement théorique et convertis à l'enquête sur le terrain, sont prêts à prendre le relais des administrateurs. Pour eux, la véritable expertise — même si beaucoup refusent le mot, qui évoque trop l'image du technicien dont ils entendent précisément se distinguer — suppose l'autonomie intellectuelle que seul le champ universitaire — les universités proprement dites et les grands établissements qui leur sont associés — peut garantir aux chercheurs. Encore faudrait-il que s'établissent entre les pouvoirs publics et la communauté scientifique des relations à la mesure des exigences qu'elle s'estime en droit de formuler. Il reste, semble-t-il, beaucoup à faire dans ce voie.

L'expérience de Michel Crozier, après celle de Serge-Christophe Kolm, n'est pas moins significative. « Une expérience qui pourrait être amère », note-t-il avec une souriante courtoisie. Directeur du centre de sociologie des organisations (laboratoire du CNRS), et du cycle supérieur de sociologie de l'Institut d'études politiques de Paris, il publie en 1964 le *Phénomène bureaucratique*, qu'il complète, afin de vérifier ses hypothèses, par une enquête sur les préfets, c'est-à-dire, souligne-t-il, « le saint des saints de la République ». Arrivent les premiers décrets sur la régionalisation. Forts de leur travail précédent, Michel Crozier et son équipe proposent une vaste recherche sur « l'administration face à son propre changement », à partir de deux régions-tests : la Champagne et l'Aquaine.

L'enquête a lieu et, selon Michel Crozier, se révèle riche d'enseignements. Elle convainc notamment ses auteurs qu'une vraie décentralisation est possible dans le cadre de la région et non dans celui du département. L'État, lui, n'est pas convaincu : « Il donnait de l'argent à condition qu'il ne soit pas lié par ces recherches, c'est-à-dire à condition qu'il ne serve à rien... »

(Lire la suite page 8.)

### Le Monde

#### MÉDECINE

### L'arrivée des « mères porteuses »

Les redoutables questions médicales, juridiques et morales posées par cette nouvelle forme de procréation

### Le corps médical croît et se féminise

256 médecins pour 100 000 habitants : la France est un des pays les plus médicalisés du monde

PAGES 11 ET 12

#### LIRE

### 3. LIBAN

Les Israéliens poursuivent la mise en place d'un « couloir chrétien » dans le Sud.

### 5. DIPLOMATIE

Controverse entre Washington et Moscou après les propositions de M. Gorbatchev.

### 9. TERRORISME

Le chef des FARL, en prison à Paris, pourrait être inculpé de deux assassinats.

### 27. AUTOMOBILE

Modernisation et formation à l'usine Talbot de Poissy.

**« UN GAULLISTE DE LA IV<sup>e</sup> »**  
de Raymond Triboulet

## La mémoire longue

**M**EMBRE de l'Académie  
des sciences morales et

**IVI** politiques, Raymond Triboulet nous livre un mémoire

nulement académique, à la fois moral et politique. Un gaulois d'aussi pure souche n'eût point conçu de politique sans morale. « Tout est politique aux politiciens ; tout est morale aux honnêtes gens », déclarait Péguy. Triboulet est un politicien moral, s'il n'est un moraliste politique, espèce en voie de disparition sur les aînés et versus du pouvoir.

« Je frémis en pensant que l'histoire politique que l'ai vécue pourrait n'être fondée que sur les mémoires ou les synthèses *quelsque publiées* », écrit tout de suite à la fin de son livre, le lecteur à venir en effet, sans condition de survie. L'indiscutable avantage dont jouissent les historiens, c'est que les morts ne protestent pas.

De la défense N° République, nos chroniqueurs s'appestantent toujours sur les petits baillots de la République, les ministres et les ministères, c'est-à-dire pas que tout le personnel politique de l'époque. Ils en néglient d'autant plus volontiers l'opposition fondamentale des députés gaullistes et réduisent le combat constitutionnel à une querelle de détail, le schisme du RPF. Etrange régime d'Assemblée, où l'Assemblée ne jouait aucun rôle, et où le régime n'évoquerait que celui de banquets dans les peaux seraient fait glisser dans le ridicule tous nos hommes

Le parti alors présidé par Raymond Bousquet écrivait, au cours de ces « comités Théséule », qui, selon de Gaulle, avaient à décider s'il fallait ou non risquer de mourir pour Dantzig. De fait, c'est encore dans les délibérations à huis clos des parts que se dessine le destin d'une nation. Le général n'avait pas prévu, pas prévu, pas prévu !

Sur le chemin de restauration, le grandeur du parti radical, si d'aucun autre parti, fût-ce celui des gaullistes. N'avait-il point désavoué leur opposition parlementaire au cours de l'année 1953-2 ? *« Je ne suis pas être gaulliste »,* avouait-il d'une voix d'homme de coulline, voire sans aucun doute.

Dix années d'opposition, qui eussent découragé bien des militants, n'ont fait qu'affirmer la volonté d'hommes de caractère, forgés par la Résistance, dont Raymond Triboulet décrit aussi les événements les saennais que les nationaux. Avec un talent de pittoresque, il évoque ses propres tribulations dans la carrière préfectorale, rappelle les conceptions profondément européennes du général, relate ses souvenirs de l'affaire Peaguet, comme le fait de la démission de Raymond Triboulet, ministre des Finances du gouvernement Edgar Faure. Par maintes révélations, cet ouvrage contribuera à convaincre ses lecteurs de ce que la vérité ne s'impose jamais à la vérité officielle, que l'on a intérêt à la dissimuler. A la censure ou à la bâtarde.

**5, RUE DES ITALIENS,  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél: MONDIPAR 658572 F  
Tél. : 246-72-23**

Edité par la S.A.R.L. le Monde.

*Gérant :*  
**André Fontaine,**  
directeur de la publication

*Anciens directeurs :*  
**Hubert Bourne-Milly (1944-1969)**  
**Jacques Bourne (1969-1982)**  
**André Laurens (1982-1985)**

Durée de la société :  
cinquante ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
500.000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Mlle André Fontaine, gérant,  
et Hubert Bourne-Milly, gérant.

*Rédacteur en chef :*  
Daniel Vernez.

*Correspondant en chef :*  
Claudio Salca.

*Reproduction interdite de tout article  
sans accord avec l'administration*

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

**FRANCE**  
341 F 644 F 915 F 1 150 F

**TOUS PAYS ETRANGERS**  
**PAR VOIE NORMALE**  
674 F 1 369 F 1 915 F 2 486 F

**ETRANGER (par expédition)**  
**L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG**  
341 F

**IL - SUISSE, TUNISIE**  
491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne : sur tel demande.

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires (sans remises plus) et  
abonnés sont invités à formuler leur  
demande une semaine au moins avant leur  
départ. Sont seuls la dernière bande d'envoi à  
tenir correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire  
tous les noms, prénoms et capitales  
d'impression.

**PRUX DE VENTE A L'ETRANGER**


Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dh.; Tunisie,  
40 m.; Allemagne, 4,80 DM; Autriche,  
17 sch.; Belgique, 30 F; Canada, 1,50 \$;  
240 m. CFA; Espagne, 120 pes.; Grèce,  
750 dr.; Hongrie, 120 pes.; Italie, 1 \$;  
3,40, 65 p.; Orinco, 30 p.; Uruguay, 85 p.;  
Israël, 1 700 L.; Liban, 900 P.; Libye,  
3,800 DL; Pays-Bas, 30 L.; Norvège,  
9,00 kr.; Pays-Bas, 30 f.; Portugal,  
100 esc.; Royaume, 305 F CFA; Thaïlande,  
8,00 rt.; Soudan, 100 L.; Venezuela, 110 ms.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*  
 Gérant :  
 André Fontaine,  
 directeur de la publication  
 Anciens directeurs :

Hubert Beauvo-Méry (1904-1969)  
 674F 1 309F 1 913F 2 248F 8  
 ÉTRANGER (par renseignements)  
 II - BELGIQUE LUXEMBOURG  
 724F 5  
 386F 7 734F 1 630F 1 330F 3  
 II - SUISSE, TUNISIE  
 491F 1 944F 1 356F 1 750F 1  
 Pour notes additionnelles : voir sur demande  
 Communication d'adresses définies ou  
 provisoires (chez personnes ou public) : non  
 autorisée sans l'autorisation écrite de la  
 direction ou de la commission de la presse  
 demandée sous peine d'une amende avant leur  
 dépôt. Suivre la demande dans l'ordre à  
 l'adresse indiquée.

**Rédacteur en chef :**  
Daniel Vernet.

**Carte de presse en chef :**  
Claude Salca.



**Reproduction interdite de tout article  
sans accord avec l'administration.**

**Commission paritaire des journaux  
et publications :** 57 5137  
ISSN : 0395 - 2037

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les sous-projets en capitales  
d'imprimerie.

**PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER**

Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dr.; Tunisie,  
400 m.; Allemagne, 3,50 DM; Autriche,  
3,50 S; Belgique, 30 fr.; Canada, 3,50 \$;  
Côte d'Ivoire, 335 F CFA; Danemark,  
7,50 kr.; Espagne, 120 pes.; États, 1 \$;  
4-10, 65 ps; Grèce, 90 dr.; Irlande, 50 ps;  
Italie, 3,700 L.; Liban, 500 F.; Libye,  
3,500 L.; Luxembourg, 20 fr.; Norvège,  
9,00 kr.; Pays-Bas, 2 f.; Portugal,  
100 esc.; Royaume, 335 F CFA; Suède,  
8,00 kr.; Suisse, 1,80 L.; Yougoslavie, 710 dn.



# étranger

## PROCHE-ORIENT

### Liban

## Les Israéliens poursuivent la mise en place d'un « couloir chrétien » dans le Sud pour protéger leur frontière

De notre envoyée spéciale

Jezzine. — « Tous ceux qui sont passés par ici y ont gardé des amis. » Dans la salle à manger décorée de longues branches de rameaux de son presbytère, à quelques mètres de l'église, le Père Raymond, la cinquantaine joviale et souriante, paraît serein. « Si les Israéliens se retirent, ils garderont de bons contacts dans la région, comme, de toute façon, un bon souvenir de leur séjour ici. » Même les érudits de Saïda, qui ont fait refleurir vers Jezzine environ quatre cents familles chrétiennes fuyant les combats, ne semblent pas l'inquiéter outre mesure. « Ici, dit-il, c'est particulier. La caza (circonscription) de Jezzine est un carrefour entre différentes régions de toutes confessions, et nous avons de bons contacts avec tout le monde. » Le Père Raymond veut-il tout simplement se persuader que le pire n'est pas toujours sûr ?

Dans son gigantesque maison protégée de la rue par un grand jardin, M. Yves, grand commerçant local dont tout le pays suggère qu'il a particulièrement bien su s'adapter à l'occupation israélienne, est plus direct. « Les habitants d'ici n'ont jamais réellement connu la guerre ; alors, ils ne mesurent pas le danger de l'intégrisme musulman qui les menace. Pis, ils ne sont pas prêts à se battre. » Jezzine, gros bourg chrétien de 40 000 habitants, ramasse ses maisons de pierre grise au fond et sur les flancs d'un vallon comme suspendu au-dessus d'un à-pic où se précipite en cascade l'Ouaddei Jezzine. A 30 kilomètres à l'ouest de Saïda, où les combats opposent toujours les milices libanaises (milices chrétiennes) aux milices musulmanes ou de gauche, la petite station climatique entourée de forêts de pins semble encore un havre de paix.

La région n'est pas soumise au couvre-feu, et, le samedi soir, le Point Rouge, unique restaurant ouvert, fait recette.

Sur les airs languoureux de Sabah, la chanteuse libanaise en vogue, qu'un disc-jockey passe inlassablement, ils sont une vingtaine de jeunes à danser. Le whisky et l'arak coulent à flots pour accompagner les mezzés, et les conversations vont bon train. « Chaque minute à son prix, dit l'un d'eux ; on ne sait pas ce qui peut arriver demain. » Hassan, le chauffeur d'une équipe de télé-

sion, seul chômeur de l'assemblée, murmure : « Ils ont raison. Je me sens bien, mais s'ils savaient que je suis chrétien, ils me mangeraient le cœur. » On n'échappe jamais longtemps à la guerre, au Liban, et ces jeunes dansent au-dessus d'un volcan qui se réveillera au départ de l'armée israélienne.

Strict panalonn gris, blouson de cuir noir, bien calé au fond d'un campé fleur, M. Yves passe sereinement en revue diverses hypothèses : « Supposons qu'une armée libanaise multi-confessionnelle vienne prendre la relève des Israéliens : si elle comporte, comme à Saïda, des éléments intégristes, ce sera comme là-bas la guerre avec les forces libanaises. Si l'armée est exclusivement chrétienne, elle se fera bombarder par les druzes, qui sont à 7 kilomètres au nord. Si les seules milices chrétiennes locales occupent le terrain, elles ne font pas le poids face aux druzes et aux chiites. » Alors, poursuit-il, le plus probable, c'est que l'armée du Liban-Sud (milices créées, financées et armées par Israël) restera ici et verrouillera toutes les entrées de la région.

### La fuite des chiites

En fait, le sort des chrétiens de Jezzine se joue sans doute plus à Jérusalem qu'à Beyrouth. La ville est en effet la sortie nord d'un « couloir chrétien » qu'Israël souhaite créer au Liban. Il descendrait vers le sud jusqu'à la « bande de sécurité » que Jérusalem veut tendre tout le long de sa frontière internationale et vers l'ouest jusqu'à l'entrée de Saïda, avec un passage permettant de rejoindre les milices chrétiennes installées dans l'Iqlim-El-Quarroub. De la sorte, les chrétiens du Sud garderaient un contact par la porte de Jibé avec Beyrouth et Israël, ce qui permettrait de surveiller des éventuelles infiltrations palestiniennes par la Syrie.

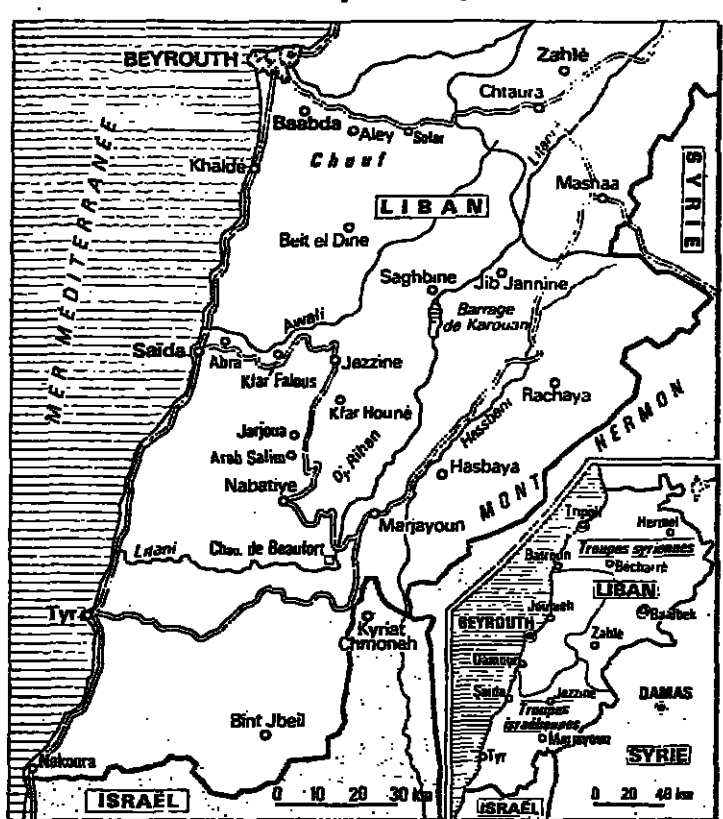
« Ce qui intéresse les Israéliens, affirme M. Yves en connaissance de cause, c'est la route Abra (à la sortie de Saïda), Kfar-Faloua, Jezzine, Kfar-Hout, Marjayoun. Tous les villages chiites le long de cette route ont subi des pressions pour faire

fuir les habitants. » « Pressions » suffisamment persuasives pour que la plupart d'entre-eux soient aujourd'hui abandonnés.

Midi, à Arab-Salim. Le soleil fait briller les toits verts de la mosquée qui domine la ville. Dans les rues désertes, l'inquiétude plane. Soudain, la fusillade éclate on ne sait où. Fendant sorti d'un rocin de porte, une femme en noir accourt nous offrir l'abri de sa cave. Deux matelas y

en tout cas dans ce sens qu'on interprète ici la multiplication des incidents avec les « casques bleus ».

Plus on descend vers le sud, plus l'activité des troupes israéliennes s'intensifie. A chaque rencontre d'un convoi militaire, c'est le même scénario : la jeep de tête lance un appel de phares et les rares voitures s'arrêtent sur le bas-côté de la route. Leurs occupants doivent descendre et se tenir de l'autre côté de la chaussée au passage du convoi. A tous les postes de contrôle de l'ALS



sont posés à même le sol, les soupçons ont été bouchés. Intense, très proche, la fusillade dure une dizaine de minutes. On attend encore une demi-heure, puis Leila se lève : « C'est fini pour ce matin », dit-elle. Que s'est-il passé au juste ? L'ensemble de la rue s'anime. Des femmes sortent précipitamment. « C'est comme ça tous les jours depuis deux mois, dit Leila. Regardez, il ne reste plus que des femmes, des enfants, des vieillards. Ils cherchent à nous terroriser pour nous obliger à partir. Des 7 000 habitants, il n'en reste plus que 500. »

Chaque jour, l'ALS traverse le village en tirant dans tous les sens. Les Israéliens ont volé quinze voitures et dynamité quatre maisons. « Et elle nous montre des amas de pierres dont émergent des barres métalliques.

### « Pour votre bien et le nôtre »

Quelques kilomètres plus haut, à la sortie de Jarjous, à un poste de l'ALS. Deux blindés gris de fabrication israélienne barrent la route. « Il y a des terroristes au-delà », nous dit le milicien en uniforme israélien. Lui aussi a peur. Frontière est du couloir chrétien, le djebel Rihan, succession de collines crayeuses et dénudées, semble abandonné. Les villages, au détour des petites routes escarpées, sont pratiquement vides de toute population. Les chrétiens ont gagné la région côtière. De Beyrouth, les chrétiens ont été appelés par tracts à rejoindre la bande frontalière. Lâchés par hélicoptère au-dessus des villages chrétiens du Sud ou affichés dans les rues de Jezzine, ils sont signés du général Uri Orr, commandant du front nord, et rappellent aux « honorables voisins libanais » que « la région frontalière possède un cachet spécial et privilégié par rapport aux autres régions du Sud ». Après la retraite israélienne, « cette région sera gouvernée par des forces locales, avec l'aide de notre armée ». « Nous allons vivre ensemble éternellement », proclame l'un des tracts, « dans cette région bénie où règneront la paix, le calme et la sécurité fondés sur le respect mutuel, la coopération dans tous les domaines, pour votre bien et aussi pour le nôtre. » Le général Orr indique à ses lecteurs « avec sincérité et franchise » qu'il sera « impossible à des terroristes d'être présents dorénavant dans cette région », et menace de graves sanctions ceux qui leur donneraient asile.

En fait, Israël semble vouloir créer un *no man's land* le long de sa zone de sécurité, ce qui impliquerait d'ailleurs à certains endroits que la FINUL remonte vers le nord. C'est

stationné un Israélien qui, le plus souvent, procède lui-même à la fouille.

Combien de Libanais observeront-ils le « plan israélien » de regroupement confessionnel dans la zone sud ? Il est encore trop tôt pour le dire.

Le député de Jezzine, M. Edmond Risk, proclame la nécessité de la coexistence « sans laquelle il n'y aura pas d'existence ». La formule est belle mais comment la faire triompher ? « Il ne faut pas que se crée un vide après le retrait israélien, dit-il. Alors, si l'armée que nous réclamons ne vient pas, le général Lahad, un patriote, un officier d'élite, doit rester ici. Comment le pourrait-il, face à l'hostilité de la résistance ? Tout dépendra sans doute des intentions de Jérusalem et de Damas. Comme le dit avec philosophie un commerçant de Jezzine : « Si c'est l'intérêt des Israéliens de nous défendre, ils le feront. Sinon, nous nous battons et sans doute devrons-nous partir. »

Jezzine veut profiter jusqu'au bout de ses derniers jours de calme. Mais déjà la tension monte et « les jeunes gens » sont revenus, prêts à défendre leur maison, leur terre.

FRANÇOISE CHIPHAUX.

● Echanges de tirs sur la ligne intersectionnelle de Beyrouth. — Des affrontements entre miliciens chrétiens et musulmans ont entraîné, lundi 8 avril, la fermeture temporaire de trois des cinq points de passage entre les secteurs est et ouest de la capitale libanaise. Ces combats qui ont fait au moins un mort, n'ont pas empêché que se tienne la première réunion du « congrès chrétien », le 9 avril, au siège patriarcal maronite de Bkerké, au nord de Beyrouth. La conférence doit notamment étudier les moyens de mettre fin aux combats, au sud, qui font rage depuis trois semaines (près de soixante personnes ont été tuées et soixante mille habitants ont dû fuir). Une cinquantaine de responsables chrétiens, hommes politiques et chefs de milices, participent à la réunion de Bkerké, organisée à la demande du président Amine Gemayel qui cherche à obtenir un consensus chrétien sur un ensemble de problèmes pressants, et espère ainsi mettre au pas M. Samir Geagea, instigateur depuis le 12 mars de la dissidence antisyrénienne au sein des Forces libanaises (chrétiennes).

Près de Saïda, trois Palestiniens ont été tués et neuf civils libanais et palestiniens blessés au cours des douze dernières heures. Mardi, trois autres Palestiniens ont été tués à la suite d'un raid aérien israélien sur une base palestinienne à Chemlane, dans le Chouf. — (AFP, Reuter.)

### LA GUERRE DU GOLFE

## La mission de conciliation de M. Perez de Cuellar paraît vouée à l'échec

La tentative de médiation qu'a entreprise le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, auprès de l'Irak et de l'Irak se révèle être une « mission impossible » qui ne devrait pas déboucher dans l'immédiat sur un apaisement, estiment les observateurs à Téhéran.

Au cours de son séjour de vingt-quatre heures à Téhéran, M. Perez de Cuellar, qui est arrivé le lundi 8 avril à Bagdad, où il a été reçu par le président Saddam Hussein, a pu prendre connaissance de la position invariable des dirigeants iraniens ; il ne semble pas qu'il ait trouvé à Téhéran des éléments nouveaux susceptibles de sortir la crise actuelle de l'impasse.

Une trêve de facto s'est instaurée, à l'occasion de son passage, depuis samedi soir, aucune opération majeure n'étant signalée par les deux belligérants, même si ces derniers continuent à s'accuser mutuellement de quelques bombardements. Elle ne devrait pas se prolonger après son départ de Bagdad, et l'on s'attend à Téhéran à une reprise rapide de l'escalade.

Le président du Majlis (Parlement iranien), M. Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, a affirmé au secrétaire général de l'ONU que les Iraniens n'accordaient plus de crédit aux instances internationales et en avaient conclu que c'était à eux seuls de défendre leurs droits. Cependant, M. Rafsanjani a remercié M. Perez de Cuellar d'avoir appelé à l'arrêt des bombardements des zones civiles et des navires marchands dans le Golfe, à l'interdiction des armes chimiques et à la protection des avions de ligne.

« S'il y a un moyen de mettre fin au conflit, c'est celui que vous avez choisi (...). Premièrement vous devez empêcher les actions mauvaises et illégales au regard du droit international, ce qui ramènera la confiance de notre peuple en votre institution », a déclaré M. Rafsanjani.

Le chef de la diplomatie iranienne, M. Velayati, a affirmé pour sa part, au micro de Radio-Téhéran : « Le secrétaire général a accepté les conditions que nous avons mises à cette visite. Nous avons accepté qu'elle ait lieu pour empêcher la poursuite des violations des conventions internationales (par l'Irak). Nous avons réaffirmé que la guerre est distincte de ces crimes de guerre. En ce qui concerne la guerre, notre position est claire, nos conditions pour la paix sont toujours les mêmes et nous continuerons cette guerre jusqu'à la victoire finale ou la satisfaction de toutes ces conditions. »

Selon l'agence iranienne Irna, « environ sept mille civils innocents » ont été tués et trente mille blessés dans les raids effectués par les Irakiens sur une quarantaine de villes de la République islamique au cours de ces dernières semaines.

A Bagdad, le président Saddam Hussein a adopté, lui aussi, une position tranchante : l'Irak n'acceptera pas une trêve à moins que celle-ci ne figure dans un plan prévoyant un « règlement global et définitif du conflit ».

Le vice-premier ministre irakien, M. Taha Yassin Ramadan, a déclaré pour sa part : « Le peuple irakien refuse toute tentative de transformer une guerre défensive en guerre d'agression (...). Les Irakiens continueront à infliger des coups décisifs au régime iranien jusqu'à ce que les dirigeants de Téhéran se soumettent à la logique du droit et acceptent une paix juste. »

Devant cette intransigence, la marge de manœuvre de M. Perez de Cuellar est réduite à sa plus simple expression. Il faudra sans doute attendre le retour, ce mardi 9 avril, à New-York, du secrétaire général de l'ONU pour qu'il tire publiquement les conclusions de ces démarches. — (AFP, Reuter, UPI.)

### Syrie

## Le gouvernement a été remanié à la suite du congrès du parti Baas

Un décret du président Assad a rendu public, lundi 8 avril, la liste du nouveau cabinet syrien, toujours présidé par M. Abderrahmane Kassem, et dont la constitution était prévue à la suite du congrès du parti Baas (majoritaire) tenu en janvier. Le nouveau gouvernement comprend trente-quatre membres, dont seize nouveaux ministres. Cinq titulaires changent de portefeuille et trois autres conservent le même, ceci en particulier pour les postes les plus importants (défense, affaires étrangères, etc.). Vingt-deux ministres sont membres du Baas, deux sont communistes, trois unionistes, un membre du Parti socialiste arabe et sept indépendants. Le dernier remaniement du gouvernement Kassem avait eu lieu il y a un an (le Monde du 13 mars 1984).

Voici la composition du nouveau cabinet :

Président du conseil : M. Abderrahmane Kassem ; vice-premier ministre et ministre de la défense : général Moustapha Tlass ; vice-premier ministre pour les services publics : M. Mahmoud Kaddour ; vice-premier ministre pour les affaires économiques : M. Sami Yassin ; affaires étrangères : M. Farouk El-Chareh ; information : M. Yassine Rajjoub ; intérieur : M. Mohamed Ghannouch ; ravitaillement et commerce extérieur : M. Riyad Hajje Khalil ; éducation : M. Mohamed Nagib Sayyid Ahmed ; ministre d'Etat pour les affaires du plan : M. Sabah Bakjaji ; industrie : M. Ali Traboulsi ; administration locale : M. Mohamed Harba ; culture : M. Najah El-Attar ; ministre d'Etat pour les affaires parlementaires, le travail et les affaires sociales par intérim : M. Antoine Gebrano ; économie et commerce extérieur : M. Mohamed Imadi ; finances : M. Kabtane Sloufi ; tourisme : M. Nawras Dakr ; justice : M. Chaabane Chahine ; communications : M. Mourad Knaoui ; habitur : M. Adnane Kouli ; santé : M. Ghosoub Rifaï ; biens religieux : M. Mohamed Khatib ; transports : M. Youssef El-Ahmad ; agriculture et réforme agraire : M. Mahmoud El-Kourdi ; irrigation : M. Aberrahmane Ezz-Madani ; affaires et la présidence de la République : M. Walid El-Fadel ; affaires de la présidence du conseil : M. Abdelnour Hamoui ; enseignement supérieur : M. Kamel Charaf ; électricité : M. Kamel Al-Baba ; pétrole et ressources minières : M. Ghazi Droubi ; construction : M. Riyad Baghdadi ; ministre d'Etat pour les affaires étrangères : M. Issam El-Nayeb ; ministres d'Etat sans portefeuille : MM. Mohamed Joumaa, Abdelhamid Mounajjed et Ghazi Moustapha. — (AFP, Reuter.)

### UN SOLDAT ISRAËLIEN ASSASSINÉ EN CISJORDANIE

Jérusalem (AFP). — Un soldat israélien a été « sauvagement assassiné » par des terroristes en Cisjordanie occupée, a annoncé lundi soir 8 avril la télévision israélienne, citant des sources militaires. Le sergent Akiba Shaltiel, âgé de vingt et un ans, avait été pris en autostop samedi soir, et depuis il avait été porté disparu. Son corps a été découvert lundi dans le Nahal-Shilo, au pied de l'implantation israélienne de Beit-Arich, au centre-ouest de la Cisjordanie. Le soldat avait les mains attachées, une corde autour du cou et portait des traces de blessures au visage et sur le crâne.

La dernière affaire de ce type remonte au 12 août 1984. Ce jour-là, les forces israéliennes avaient découvert près de l'implantation de Neve-Dotah, dans le nord de la Cisjordanie, le corps du soldat Moshe Tamam, dix-neuf ans, abattu d'une balle dans la poitrine. L'assassinat du sergent Akiba Shaltiel est le cinquième survenu dans des circonstances analogues — disparu après avoir été pris en autostop et retrouvé mort par la suite — en l'espace de cinq ans, dans les territoires occupés.

# Escarpit,

## picaresque, suite.

les voyages d'Hazembat

Flammarion

Voici la suite des aventures d'Hazembat, marin gascon, ancêtre d'Escarpit. Amours, batailles, événements de toutes sortes nous tiennent en haleine et nous entraînent, de 1801 à 1818, à travers les mers, dans mille péripéties passionnantes. 32 F.

Rappel : les voyages d'Hazembat - Tome I - Marin de Gascogne. 79 F.

**Flammarion**

مكتبة الامم المتحدة

## EUROPE

### URSS

#### M. Gorbatchev adresse de sévères critiques aux responsables de la gestion économique

De notre correspondant

Moscou. — M. Mikhaïl Gorbatchev a présidé, lundi 8 avril, à Moscou, une réunion de la quasi-totalité des membres du secrétariat du parti consacré aux problèmes économiques. Deux secrétaires sur neuf seulement manquaient à l'appel : M.M. Boris Ponomarev (quarante-huit ans) et Constantin Roussakov (soixante-cinq ans), sans que ces absences aient nécessairement une signification politique. Ni l'un ni l'autre ne s'occupent, en effet, d'économie, le premier régnant depuis trente ans sur les relations internationales du parti, et le second, depuis huit ans, sur les rapports avec les partis communistes au pouvoir dans les « pays frères ». La participation d'un certain nombre de directeurs d'usine, présidents de kolchozes, directeurs de sovkhoses, chefs d'équipe de production, ainsi que de spécialistes et des savants — était destinée sans doute à donner à cette réunion l'apparence d'une large consultation. Le travail a dû y être sérieux puisqu'il n'y avait pas les habitués « ouvriers d'avant-garde », conducteurs de tracteur américains et autres traveuses de choc dont la présence est jugée indispensable aux rencontres de pur apparat.

Le compte rendu officiel publié, ce mardi 9 avril, en première page de la Pravda est assez différent par sa tonalité générale du résumé donné par Tass. Le document officiel, qui émane directement du comité central, est en effet beaucoup plus critique et même sévère à l'égard des responsables de l'économie soviétique. « Dans plusieurs régions », a déclaré M. Gorbatchev, l'année n'a pas facilement commencé. Certes, l'hiver a été rude, mais le manque d'organisation, souvent le laisser-aller et parfois l'irresponsabilité ont pas mal influé sur les résultats du premier trimestre. L'essentiel est à présent de surmonter le retard et de réaliser tout ce qui a été prévu par le plan. » La Pravda, note la « franchise » des propos échangés lors de cette « rencontre », ce qui est, un autre signe que le secrétaire général a choisi le cadre assez exceptionnel d'une réunion entre membres du secrétariat du Parti et agents économiques

d'exécution pour « administrer un savoir » tous azimuts. Les thèmes abordés sont familiers. Il faut, bien sûr, « améliorer la qualité de la production » puisque « plusieurs entreprises produisent des articles tombés en désuétude et des objets de consommation courante dont personne ne veut. Et pourtant cela ne change rien à la situation de ceux qui travaillent comme au bon vieux temps ». L'accent est mis, dans la tradition andropovienne qui est bien celle de M. Gorbatchev, sur l'initiative et la responsabilité.

Fallaient-il cependant faire des concessions aux partisans maniaques de la centralisation à tous crins ? Une phrase publiée par la Pravda est, en tout cas, d'une remarquable ambiguïté et témoigne des possibilités dialectiques exceptionnelles de la langue de bois qui peut tout dire et son contraire : « Tout en consolidant le caractère centralisé de la planification, il faut continuer à implanter méthodiquement l'autofinancement authentique, élargir les droits des entreprises, des kolchozes et des sovkhoses, augmenter leurs responsabilités et leur autonomie économique, ainsi que l'intérêt des équipes et de chaque travailleur individuel aux bénéfices. »

Une grande importance a été accordée à « l'augmentation de l'efficacité de tous les maillons du complexe agro-industriel », un secteur dont M. Gorbatchev avait été responsable sous Brejnev et sous Andropov. Le président d'un kolchoz du territoire de Stavropol, région natale du nouveau secrétaire général, où il a accompli tout le début de sa carrière, notamment dans l'agriculture, était d'ailleurs présent.

L'invite à organiser le « système de gestion de façon moderne » ainsi que les rappels à la « discipline du travail » sont tout à fait conformes à l'héritage andropovien. Pour sa première intervention importante en matière économique, le nouveau secrétaire général se situe donc dans la ligne prudemment réformatrice de Iouri Andropov, tout en donnant le coup de chapeau indispensable aux principes nullement remis en cause de la planification centralisée.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### Pologne

#### LE MASSACRE DE KATYN AU DÉBUT DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

#### Un monument aux officiers « victimes du fascisme hitlérien » a été érigé à Varsovie

Varsovie (AFP, Reuters). — Les autorités de Varsovie viennent d'élever dans la plus totale discrétion un monument à la mémoire de plusieurs milliers d'officiers polonais massacrés à Katyn au début de la seconde guerre mondiale, « victimes du fascisme hitlérien », selon l'inscription figurant sur le socle. Il s'agit là d'un événement, dans la mesure où l'histoire officielle était restée jusqu'à présent discrète sur cet épisode douloureux et controversé. Les autorités communistes, contre l'opinion de la majorité de leurs compatriotes, acceptaient certes la thèse soviétique, selon laquelle la tuerie avait été perpétrée dans l'été 1941 par l'armée allemande ; mais, preuve d'un certain embarras, le nom de Katyn ne figure pas, à ce jour, dans l'Encyclopédie polonaise.

Une mission de la Croix-Rouge effectuée en 1943 près de Smolensk, dans la forêt où avait été perpétré le massacre, avait, au contraire, accepté la validité de la thèse allemande — selon laquelle l'événement avait eu lieu en mai-juin 1940, les responsables de la tuerie étant des unités spéciales du NKVD, la police secrète soviétique de l'époque. Selon cette version aujourd'hui retenue par de nombreux historiens occidentaux (1), les quelque quatre mille cinq cents victimes, retrouvées à Katyn en 1943 par les troupes allemandes, auraient été des officiers, faits prisonniers en compagnie de dix mille soldats, lors de l'invasion soviétique de la Pologne en 1939.

Le monument érigé au cimetière historique de Varsovie est une croix de 4 mètres de haut. Aucune mention n'a été faite dans la presse de cet événement. Selon le gardien du cimetière, il remonte à la fin du mois de mars. Sur la terre-plein encadrant le

monument, des mains anonymes ont gravé ces mots : « Katyn 1940 NKVD ».

D'autre part, l'hebdomadaire Polityka, organe du comité central du PC, reconnaît dans sa livraison de cette semaine qu'une grande partie de l'intelligentsia du pays est opposée au régime communiste. L'article, intitulé « L'aliénation politique en Pologne », estime que l'un des éléments de la frustration sociale que des intellectuels ressentent de façon particulièrement aiguë est le sentiment d'« impuissance de l'individu » à changer quoi que ce soit dans « la mauvaise qualité de la vie et le fonctionnement défectueux des institutions ». Polityka poursuit : « La médiocrité est perceptible partout : à l'usine, au bureau, à l'école, à l'hôpital, dans l'habitat, les loisirs. » La responsabilité de cet état de choses est implicitement rejetée sur les gouvernements. La revue dénonce en particulier le « bas niveau » de la propagande officielle qui, dit-elle, « heurte » les sentiments « nationaux » des Polonais et considère comme « ennemis » tous ceux d'entre eux qui rejettent ses thèses. Polityka plaide pour la recherche de « solutions nouvelles ». Cet article retient l'attention des observateurs de la vie publique polonaise dans la mesure où le prochain plénum du comité central, prévu sous peu, doit être consacré, précisément, au rôle de l'intelligentsia dans le pays.

(1) Le procès de Nuremberg, intenté en 1946 aux anciens dignitaires nazis par les vainqueurs de la seconde guerre mondiale, n'avait pas établi la responsabilité des Allemands dans le massacre de Katyn. Un général polonais passé à l'Ouest en 1981, Leon Dubicki, avait affirmé que les responsables de cette « sale besogne » étaient « des fonctionnaires du NKVD » soviétique.

### Turquie

#### Des artistes se voient interdire de quitter le territoire

De notre correspondant

Ankara. — Les difficultés quotidiennes des intellectuels de gauche en Turquie sont loin d'être terminées. Les restrictions imposées à leurs voyages à l'étranger par certains fonctionnaires zélés en sont un exemple. Ainsi, le célèbre acteur Tarik Akan (le Troupeau, Hazal, la Mère, Yol), qui souhaitait répondre à l'invitation des organisateurs d'un festival de cinéma de la télévision française, s'est vu refuser la sortie du territoire, le 3 avril, par la police de l'aéroport d'Istanbul, sous prétexte que son nom figurait sur la liste des personnes dont le voyage à l'étranger est jugé « isoprotecté ». Déjà, lors du dernier Festival cinématographique de Berlin, M. Akan, qui avait obtenu une mention spéciale du jury, n'avait pas pu se rendre à Berlin, car on lui avait refusé un passeport.

On ignore les motifs de cette interdiction. Tarik Akan a certes si-

gné, avec mille deux cent cinquante personnes, le Manifeste des intellectuels de mai 1984, mais il ne fait pas partie des cinquante-six signataires poursuivis pour cette pétition. D'autre part, M. Bilge Olgaç, réalisatrice du film Ennemis de la cuiller, qui obtint, le 24 mars dernier, le premier prix au septième Festival du cinéma féminin à Créteil, ainsi qu'une mention spéciale de la presse cinématographique française, a eu les mêmes déboires. Elle n'a pu obtenir de passeport, car elle figure parmi les accusés du procès des syndicats des cinéastes, qui est toujours en cours. Comble d'ironie : M. Tascioglu, ministre de la culture, s'est félicité du succès de M. Olgaç et de ses amis et de la place qui est reconnue au cinéma turc sur le plan international.

ARTUN UNSAL

#### Le représentant d'Ankara à l'ONU dénonce les persécutions contre les Turcs de Bulgarie

Nations unies (Reuters). — La Turquie a demandé le lundi 8 avril aux quarante-cinq pays membres de l'Organisation de la conférence islamique de protester contre les « pratiques inhumaines » infligées à la minorité turque de Bulgarie. « Nous avons affaire à une campagne concertée visant à liquider par des

moyens de coercition l'identité ethnique, religieuse et culturelle de la minorité turque de Bulgarie », a déclaré M. Ilter Turkmen, représentant de la Turquie à l'ONU. « Cela concerne un million de Turcs musulmans qui vivent en Bulgarie depuis six siècles », a-t-il ajouté.

### Yougoslavie

#### VINGT « TERRORISTES CROATES » COMPARAISSENT EN JUSTICE

Varazdin (AFP). — Deux procès d'une vingtaine de membres d'un « groupe de terroristes » croates devaient s'ouvrir, le lundi 8 et le jeudi 11 avril, respectivement à Varazdin et à Zagreb, en Croatie.

Ce groupe, dont un membre vient d'être condamné à Osejak (Croatie) à quatorze ans de prison, est accusé d'avoir posé des bombes dans des lieux publics, entre 1981 et 1984. Plusieurs de ces bombes ont pu être désamorçées, selon les autorités locales, et celles qui ont explosé n'ont causé que des dégâts matériels. Certains des membres du groupe sont également accusés d'avoir suivi un entraînement à l'étranger, notamment en Allemagne fédérale.

Il s'agit du groupe d'extrémistes le plus important qui ait été démantelé en Yougoslavie depuis l'indépendance, en juin 1972, d'un commando de dix-neuf extrémistes croates dans l'intention de déclencher une guérilla armée et de proclamer la Croatie Etat indépendant. Cette tentative avait été noyée dans le sang un mois plus tard : dix-huit des dix-neuf extrémistes avaient été tués par les forces de l'ordre qui avaient, pour leur part, perdu treize hommes.

## A TRAVERS LE MONDE

### Irlande du Nord

● UN CATHOLIQUE ASSASSINÉ. — Une organisation paramilitaire protestante, les Combatants de la liberté d'Ulster (UFF), a revendiqué l'assassinat, lundi 8 avril, d'un ouvrier catholique de vingt-six ans, Martin Love, abattu alors qu'il rentrait chez lui à Enniskillen, près de la frontière avec la République d'Irlande. Un soldat de l'Ulster Defence Regiment (UDR), le corps auxiliaire de l'armée britannique, a été arrêté. En revendiquant l'assassinat, l'UFF, organisation interdite, a affirmé que Martin Love était un membre actif de l'IRA, ce que sa famille a démenti. — (AFP.)

### Libéria

● LE COLONEL FLANZAMATON A ÉTÉ EXÉCUTÉ. — Le commandant adjoint de la garde du palais présidentiel de Monrovia, accusé de tentative d'assassinat sur la personne du chef de

l'Etat, M. Samuel K. Doe, le 1<sup>er</sup> avril dernier, a été condamné à mort et exécuté lundi 8 avril. Au cours d'une conférence de presse, M. Doe a annoncé qu'il avait décidé l'exécution publique du colonel Flanzamaton, ainsi que la libération des quatre dirigeants politiques arrêtés la semaine dernière, à la suite des aveux du condamné (le Monde du 6 avril). Les forces de sécurité libériennes n'ont pas trouvé de preuve suffisante pour confirmer l'implication des quatre hommes dans le complot, a indiqué M. Doe. — (AFP, Reuters.)

### Somalie

● MOGADISCIO RÉTABLIT SES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC TRIPOLI. — Le ministre somalien des affaires étrangères a annoncé, lundi 8 avril, cette mesure avec effet immédiat. Les relations avaient été rompues en août 1981, en raison du soutien libyen au Front démocratique du salut somalien

## AFRIQUE

### Maroc

#### UNE MISE AU POINT DU GOUVERNEMENT DE RABAT L'ancien hôpital psychiatrique de Casablanca est un centre de réhabilitation sociale

Nous avons reproduit, dans nos éditions du 4 avril, des informations communiquées par l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM) et faisant état de la « détention » de neuf cents personnes dans un ancien hôpital psychiatrique de Casablanca. A la suite de cette publication, nous avons reçu du docteur Mohamed Assab, chef de cabinet du ministre marocain de l'Intérieur, la mise au point suivante :

« Cet article tendancieux et truffé de contre-vérités jette le discrédit, entre autres, sur une œuvre philanthropique de Casablanca, en l'occurrence le centre social d'El Hank. Il appelle de ce fait la mise au point suivante :

« Construit en 1912, le centre d'El Hank a servi d'hôpital psychiatrique jusqu'en 1973. Depuis, et jusqu'en avril 1983, il a été destiné successivement au traitement antituberculeux et aux examens ophtalmologiques pour l'obtention du permis de conduire sous les auspices du ministère de la santé publique. En avril 1983, les bâtiments ont été réaménagés par les autorités locales pour abriter un centre social.

« Contrairement aux allégations du journal le Monde, il ne s'agit nullement d'un lieu de détention mais d'un véritable centre d'accueil pour la réhabilitation sociale des sans-abri, des personnes abandonnées par leurs familles, des vagabonds et des drogués.

« Le centre abrite actuellement quatre cent cinquante personnes réparties comme suit : 40 % de plus de cinquante-cinq ans ; 50 % de moins de cinquante-cinq ans ; 10 % de mineurs. La répartition par sexe apparaît ainsi : 80 % d'hommes ; 20 % de femmes. De ces chiffres il ressort que, parmi les pensionnaires récupérés par les soins des services sociaux locaux, cinquante ont moins de seize ans et non pas deux cents comme le prétend l'auteur de l'article.

« A leur admission au centre et après un examen médical effectué sur place par des médecins de la santé publique, ils sont pris en charge par des instructeurs et des éducateurs, au nombre de quarante, détachés par le ministère des affaires sociales et de l'artisanat. Durant leur séjour et en vue de leur réinsertion sociale dans les meilleures conditions possibles, trois ateliers leur dispensent une formation manuelle en menuiserie, maroquinerie et tissage, broderie pour les femmes.

### Un lieu d'accueil

« Il est à signaler, par ailleurs, que en ce qui concerne les mineurs, des cours primaires sont organisés sur place à leur intention, et ceux d'entre eux qui répondent aux conditions d'une scolarité normale poursuivent leurs études dans des écoles publiques au même titre que tous les enfants de la ville.

« Par ailleurs, l'article fait part de trente décès des suites de mauvais traitements et de trois femmes violentées. Ces informations pour le moins fantaisistes relèvent de la pure imagination de leur auteur. Le centre

d'El Hank est doté d'une permanence médicale assurée sur les lieux, de jour comme de nuit, et, pour chaque pensionnaire, un dossier est ouvert depuis son admission jusqu'à sa sortie. D'autre part, les pensionnaires sont logés dans des pavillons séparés suivant le sexe et l'âge.

« Selon le même article, l'ASDHOM mentionne également que les pensionnaires sont séquestrés avec interdiction absolue de quitter le centre et que « des disparités politiques figurent parmi eux ». Il faut souligner à ce propos que le centre social d'El Hank est un lieu d'accueil et non un lieu de détention. Qu'il est ouvert à toute personne ayant un lien familial direct ou indirect avec tout pensionnaire, que des visites de plusieurs journalistes et de corps constitués de Casablanca ont été effectuées à plusieurs reprises au centre en vue de faire connaître au public casablancais le rôle éminent social joué par ce centre.

« Il faut préciser enfin que sa gestion est suivie par les élus de la population et que les communes urbaines de Casablanca ont comme plusieurs corps constitués (avocats, médecins, Lyons Club, Royal Golf d'Anfa, Mohamed VI, etc.) lui accordent des subventions importantes afin que les pensionnaires qui y séjournent mènent une vie digne en attendant leur réinsertion sociale.

« En conclusion, le mode de gestion de cet important centre, tel qu'il est mis en place, fait qu'il est non seulement connu à Casablanca et dans d'autres préfectures et provinces du Maroc du fait de la participation à son fonctionnement des élus, des autorités locales, de plusieurs ministères par le biais de leurs services locaux, des corps constitués et de nombreux bénévoles, il est incontestable qu'une telle œuvre ne saurait faire l'objet d'affabulations aussi flagrantes. »

### Incertitude au Soudan

(Suite de la première page.) Ce type d'incitation sera considéré désormais comme une « haute trahison à l'égard de la nation », a-t-il ajouté. Le général Dabab a cependant invité les organisations syndicales à envoyer leurs représentants au quartier général des forces armées pour « discuter de l'avenir du pays ».

L'ancien président Némery, réfugié au Caire, a envoyé lundi un « message de soutien » au nouveau homme fort du Soudan qui vient de le chasser du pouvoir.

Le général Dabab a reçu lundi successivement les chefs des missions diplomatiques de France, d'Italie, de Grande-Bretagne, du Japon, de l'Allemagne fédérale et des Pays-Bas. La veille, il avait eu un entretien avec le chargé d'affaires américain.

Selon l'agence libyenne Jana, le chef de la junte soudanaise et le colonel Kadafi ont, en lundi soir, une conversation téléphonique au cours de laquelle le président libyen a « félicité son interlocuteur pour la victoire de la révolution populaire ». — (AFP, Reuters.)

# PATIO DU GRAND HOTEL

## LE RENDEZ-VOUS DES AFFAIRES PLACE DE L'OPÉRA

Menu 185 F. vins, taxes et service compris

LE GRAND HOTEL - 2, rue Scribe - Paris - Tél. : 268.12.13



## ASIE

LA FIN DE LA VISITE DE M. FABIUS A SÉOUL

## Des incertitudes demeurent sur l'ampleur des commandes sud-coréennes

Séoul. — M. Laurent Fabius devait quitter Séoul mardi 9 avril en fin d'après-midi. Avant son départ, il a tenu une conférence de presse au cours de laquelle il s'est félicité de quitter la capitale sud-coréenne « sous un ciel bleu » car « s'il y avait des malentendus, nous les avons levés ».

Réaffirmant que le volume des échanges entre Paris et Séoul reste insuffisant, M. Fabius a fait état d'un accord avec les autorités coréennes « pour les porter de 600 millions à 1,5 milliard de francs très rapidement ». Il a, d'autre part, fait état de la conclusion de deux accords de coopération portant sur les petites et moyennes entreprises, ainsi que sur le secteur gazier.

Le premier ministre est revenu sur le « malentendu » qui avait opposé la Corée du Sud à la France, dont la position « n'avait pas été bien perçue ». Il a résumé cette position en trois points :

1) La France est un pays souverain, un des cinq membres du Conseil de sécurité et entend œuvrer partout pour la paix ;

2) La division de la Corée est un drame politique et humain. Nous souhaitons la réconciliation et l'unification des deux Corées, mais ces initiatives dépendent des Coréens ;

3) Nous n'entendons pas prendre d'initiative qui ne serait pas approuvée par tous, même si nous sommes favorables au dialogue avec tout le monde.

Mardi matin, le premier ministre avait fait déposer une gerbe au monument du bataillon français de Corée, au sud de Séoul. Il avait ensuite visité l'usine électronique de Samsung, puis avait été l'hôte d'un dé-

## De notre envoyé spécial

jeuner offert en son honneur par la Fédération des industries coréennes.

M. Fabius a gagné la première partie de son pari : parvenir à une description des relations franco-sud-coréennes hypothétiques depuis décembre dernier par les soupçons que Séoul nourrissait à l'égard de la politique française en ce qui concerne la Corée du Nord. Les Sud-Coréens avaient très mal « vécu », en particulier, l'élévation au rang de délégation de la mission commerciale nord-coréenne, à Paris, et avaient voulu y voir l'amorce d'une reconnaissance du régime de M. Kim Il-sung.

Le premier ministre a-t-il pour autant gagné la seconde partie de son pari, c'est-à-dire la relance des relations commerciales entre les deux pays ? On s'en déclarait persuadé, dans l'entourage de M. Fabius, tenant, en particulier, pour acquis l'achat par Séoul de trois Airbus. Si cette transaction paraît plus que probable, il convient, pour le reste, d'attendre et de voir. Les Sud-Coréens sont de bons négociateurs ; un premier ministre, même accompagné de son ministre du commerce extérieur, ne peut pas tout, et rien ne dit que tous les projets en discussion déboucheront sur des contrats : TGV, usine de traitement de l'eau, conditionnement et distribution du gaz, usine d'Air Liquide, etc. Un projet, en tout cas, risque d'être au moins reporté à beaucoup plus tard : la construction de deux centrales nucléaires supplémentaires, les Sud-Coréens ayant décidé de ralentir le rythme de leurs réalisations en ce domaine.

M. Fabius, pourtant, n'a pas ménagé ses efforts pendant deux jours

pour « dissiper tous les nuages ». Outre les assurances qu'il a pu donner en privé au premier ministre sud-coréen, M. Lho Shin-yong, et au président Chun Doo-hwan, c'est une promesse de ne pas reconnaître la Corée du Nord — à moins que Séoul ne soit d'accord — qu'il a faite lundi soir, dans le discours prononcé à l'issue du banquet offert en son honneur par son homologue. Comment, en effet, interpréter autrement ce passage essentiel de son intervention : « Aussi la France approuve-t-elle toute initiative susceptible de rapprocher les deux motifs de votre peuple ; elle approuve tout dialogue qui pourra dégager des solutions pour la réconciliation puis la réunification, à condition que celles-ci soient pacifiques, conformes au vœu des Coréens et élaborées à l'abri des influences étrangères. Certes la France peut faciliter ou appuyer les efforts accomplis en ce sens. Pour cela elle n'est pas démunie. Mais elle se gardera de toute initiative qui ne serait pas acceptable pour les Coréens eux-mêmes. Ma présence parmi vous, celle de plusieurs membres de mon gouvernement, doivent dissiper pour de bon les malentendus qui auraient pu s'élever à ce sujet ».

Apparavant, M. Fabius — qui est le premier chef de gouvernement français à avoir fait le voyage de Séoul — avait regretté que la France ait « sans doute trop longtemps négligé votre pays » et qu'il ait fallu de nouvelles « épreuves » pour « attirer l'attention des Français ». Quelles épreuves ? Outre la guerre de Corée (« notre passé commun »), M. Fabius en cita deux qui ne laissent, et pour cause, jamais indifférent ici : la destruction du Boeing sud-coréen par la chasse soviétique en 1983 et, la même année, « l'odieux attentat de Rangon » organisé par la Corée du Nord et qui coûta la vie à une quinzaine de personnalités sud-coréennes en visite en Birmanie, le général Chun lui-même n'étant épargné que grâce à un retard dans le protocole.

M. Fabius a évoqué ensuite « l'amitié privilégiée et la confiance réciproque » entre les deux pays, la complémentarité des économies française et sud-coréenne qui doit « nous encourager à passer à un nouveau stade de développement de notre coopération vers de nouveaux horizons technologiques et géographiques » et il a regretté que son « pays ne représente que 1 % du commerce coréen ».

## Le président Chun en France l'an prochain ?

En conclusion, le premier ministre, qui avait transmis une invitation de M. Mitterrand au président Chun à se rendre en France — pourquoi pas l'an prochain, lorsqu'on célébrera le centenaire anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays ? — avait exalté les Jeux olympiques que la Corée du Sud va organiser en 1988 et qui prennent, vis d'ici, la dimension d'une ultime reconnaissance.

Dans son discours de bienvenue, le premier ministre sud-coréen avait été beaucoup moins éphémère. Il se contenta de se déclarer « particulièrement satisfait de réaffirmer, avec le premier ministre français, le principe de développer et d'élargir nos liens d'amitié et de coopération sur une base de confiance mutuelle » et de « souhaiter que cette visite marque une étape décisive pour l'approfondissement ultérieur de l'amitié traditionnelle franco-sud-coréenne ».

JACQUES AMALRIC.

APRÈS LE GEL DES SS-20 SOVIÉTIQUES

## Controverse entre Washington et Moscou sur la valeur du moratoire annoncé par M. Gorbatchev

An lendemain des déclarations de M. Gorbatchev, confirmant son accord de principe pour une rencontre avec M. Reagan et annonçant un moratoire jusqu'en novembre prochain sur le déploiement des SS-20, commentaires et prises de position se sont multipliés tant à Washington que dans les capitales alliées.

Dans une réaction plus détaillée formulée par le porte-parole du département d'Etat, M. Bernard Kalb, les Etats-Unis ont jugé « positif » le désir du numéro un soviétique de rencontrer M. Reagan et de s'engager également « satisfaits » que M. Gorbatchev « ait insisté sur l'importance de trouver des moyens communs d'améliorer les relations entre nos deux pays et ait relevé que ces relations doivent être plus constructives et stables. (...) Nous espérons que les déclarations de M. Gorbatchev témoignent de sa volonté d'aller de l'avant » dans les domaines qui intéressent les deux pays, à savoir les droits de l'homme, les conflits régionaux, le désarmement et les relations bilatérales, a dit encore M. Kalb.

En revanche, le porte-parole du département d'Etat s'est refusé à considérer comme un progrès le moratoire annoncé par l'URSS sur le déploiement des armes à portée intermédiaire. « Nous espérons qu'ils auraient proposé du nouveau, a-t-il dit. Au lieu de quoi, leur moratoire ne fait que réitérer une proposition discréditée déjà formulée il y a trois ans, en mars 1982. » Tout gel actuel aurait en effet pour résultat de figer l'avance de l'URSS en matière d'armes à moyenne portée, et qui est « au minimum de un à huit », selon M. Kalb. Comme l'a rappelé celui-

ci, les Soviétiques ont déjà déployé à l'heure actuelle 414 SS-20 à trois ogives nucléaires chacun, dont environ 275 braqués sur l'Europe, alors que les pays de l'OTAN n'ont encore installé qu'un peu plus d'une centaine de missiles de croisière et de fusées Pershing-2 en Europe, avec une ogive nucléaire chacune. Une situation qui a incité M. McFarlane, conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité, à qualifier le moratoire soviétique, dans une intervention télévisée, de « leurre, piège et duperie ».

Cette appréciation est vivement contestée à Moscou, où un commentateur de l'agence Tass, critiquant la première réaction américaine aux déclarations de M. Gorbatchev, l'a qualifiée de « mensonge impudent ». « En ne comparant les forces des parties que du point de vue des missiles basés à terre, le gouvernement américain passe délibérément sous silence les systèmes nucléaires américains de stationnement avancé et ne prend pas en compte les systèmes britanniques et français, comme s'ils n'existaient pas », ajoute l'agence soviétique.

C'est pourtant la thèse américaine qui prévaut chez la plupart des gouvernements alliés des Etats-Unis. En dehors des prises de position de Londres et de La Haye (voir ci-dessous), on relève une déclaration, lundi soir, de M. Tindemans, ministre belge des affaires étrangères, qui « déplore que la proposition soviétique de moratoire reste limitée à la répétition de propositions précédentes, lesquelles reviennent à obtenir un gel de la situation existante ». Cette proposition, ajoute

M. Tindemans, aurait « trouvé une place plus appropriée à la conférence de Genève, où elle aurait pu donner lieu à des contre-propositions et à de sérieuses négociations ».

C'est une position analogue qu'a exposée lundi le porte-parole du gouvernement de Bonn, M. Boenisch : « Les puissances qui négocient à Genève se sont mises d'accord pour que leurs travaux demeurent confidentiels. C'est pourquoi, de notre côté, nous ne prendrons pas officiellement position sur les propositions de négociation de l'une ou l'autre partie ».

Par ailleurs, la délégation du Congrès américain conduite par M. O'Neill, speaker de la Chambre des représentants, qui était arrivé à Moscou dimanche, a eu, lundi, un premier entretien avec M. Tolkounov, président du Soviet de l'Union — l'une des deux chambres du Soviet suprême — qui s'est prononcé « pour le redressement des relations avec les Etats-Unis ainsi qu'une recherche en commun des moyens d'arrêter la course aux armements nucléaires et de prévenir la militarisation de l'espace ». En revanche, quatre sénateurs américains, deux démocrates, MM. Biden et Levin, et deux républicains, MM. Cohen et Rudman, ont annulé une visite qu'ils devaient faire prochainement en URSS à la suite du refus des autorités soviétiques d'accorder un visa à l'un de leurs assistants, M. John Rich. La raison de ce refus serait un article que M. Rich avait écrit pour dénoncer les exactions soviétiques en Afghanistan. — (AFP, UPI.)

## La Haye : une prudence plutôt bienveillante...

De notre correspondant

Amsterdam. — C'est avec une prudence plutôt bienveillante que les milieux parlementaires de La Haye ont accueilli l'offre de M. Gorbatchev d'un gel du déploiement des SS-20 jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre prochain.

Cette date est également celle à laquelle le gouvernement de centre droite néerlandais prendra une décision, après plus de cinq ans d'hésitation, sur l'installation de 48 missiles de croisière aux Pays-Bas.

Si, le 1<sup>er</sup> novembre, le nombre des SS-20 est supérieur à 378, les Pays-Bas procéderont au déploiement. Si le nombre est le même ou inférieur à cette date, l'installation n'aura pas lieu. Tel est le sens de la décision prise par La Haye le 1<sup>er</sup> juin 1984, lorsque, selon les chiffres américains, le nombre des SS-20 était de 378 (il serait actuellement de 414).

Dans une réaction au geste de M. Gorbatchev, le ministre des affaires étrangères s'est borné à dire que La Haye ne se prononcera pas avant le 1<sup>er</sup> novembre. Les spécialistes des principaux groupes parlementaires des partis gouvernementaux comme de l'opposition socialiste ont décelé « un certain mouvement » dans la position de l'URSS. Malgré la coïncidence des dates, les parlementaires ne croient pas que M. Gorbatchev ait voulu établir un lien entre sa proposition et l'ultimatum « néerlandais. Parmi les cinq pays européens invités par l'OTAN à accueillir les nouveaux missiles américains de moyenne portée, les Pays-Bas sont les seuls qui ne se soient pas encore prononcés.

Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, se rend à Moscou ce mardi 9 avril. Après la proposition de M. Gorbatchev, La Haye attend les résultats de cette visite avec un intérêt particulier.

RENÉ TER STEEGE.

M<sup>me</sup> Thatcher : des propositions « inacceptables »

De notre correspondant

Londres. — M<sup>me</sup> Thatcher a rejeté de la manière la plus nette les dernières propositions faites par M. Gorbatchev. Celles-ci, selon elle, sont « inacceptables », parce qu'elles auraient pour effet de « geler » en Europe une situation dans laquelle les Soviétiques bénéficient actuellement d'une grande supériorité. Le premier ministre britannique a fait ce commentaire, le 8 avril, à Singapour, deuxième étape d'un voyage dans le Sud-Est asiatique. Après avoir déclaré assez récemment que la place des négociations était à Genève et non pas dans les colonnes d'un journal, M<sup>me</sup> Thatcher a ajouté que tout accord en matière de limitation des armements nucléaires devait reposer sur une possibilité de vérification réciproque, et a souligné que cela devait être le « fondement indispensable de la confiance nécessaire ».

Dans l'entourage du premier ministre, on continue de faire remarquer que les alliés occidentaux doivent manifester leur unité face aux Soviétiques pour que des progrès puissent être réalisés à Genève, et on laisse entendre que l'offre de M. Gorbatchev est surtout destinée à diviser le camp occidental. Ainsi s'explique que M<sup>me</sup> Thatcher ait paru, une fois de plus, s'aligner immédiatement sur la position américaine, ce que lui reprochent vivement les dirigeants de l'opposition, pour qui une attitude plus critique à l'égard de Washington serait plus constructive. M. Neil Kinnock, leader du Parti travailliste, a déclaré qu'il était « pathétique de voir M<sup>me</sup> Thatcher se mettre à la remorque de la Maison Blanche ». M. David Steele, leader du Parti libéral, considère que le gouvernement devrait au moins donner l'impression de vouloir examiner la proposition du Kremlin avant de la dénoncer.

L'initiative soviétique a semblé donner un surcroît de justification à la manifestation organisée le 8 avril par le CND (Campaign for Nuclear Disarmament) : elle fut à donné, en tout cas, un caractère d'actualité, bien que les responsables du mouve-

ment aient eu le souci d'éviter de se référer aux propos de M. Gorbatchev, sachant qu'on les accuse souvent de faire le jeu de l'URSS. C'était le rassemblement le plus important depuis l'automne 1983, au moment de l'installation des premiers missiles de croisière en Grande-Bretagne, sur la base de Greenham Common. Malgré des trombes d'eau, de vingt mille à trente mille personnes se sont réunies autour du site de Molesworth, à quatre-vingts kilomètres au nord de Londres, là où seront disposés soixante-quatre autres engins Cruise, à partir de 1988.

Pour les dirigeants du CND, il s'agit incontestablement d'un succès, d'autant que la manifestation a eu lieu sans incident notable, contrairement à ce qui s'est irrégulièrement produit dans le passé aux abords de Greenham Common. Les deux mille policiers qui avaient été mobilisés pour l'occasion n'ont guère eu à intervenir. Il était d'ailleurs clair qu'ils avaient reçu des consignes pour faire preuve de discrétion. A l'avenir, les manifestants disposeront d'un périmètre « réservé » qui leur a été alloué par le ministère de la défense.

FRANCIS CORNU.

## Inde

## Le gouvernement intente un procès à la firme Union Carbide

au nom des victimes de la catastrophe de Bhopal

Nouvel acte dans la bataille juridique qui fait rage depuis la catastrophe de Bhopal, la ville indienne où quelque deux mille personnes ont trouvé la mort en décembre dernier à la suite de fuites d'un gaz toxique, l'isocyanate de méthyle, dans une usine appartenant à la firme américaine, Union Carbide. Franchissant le pas, après mûre réflexion, le gouvernement indien a engagé, lundi 8 avril, des poursuites contre la société multinationale au nom de l'ensemble des victimes de la catastrophe. La plainte a été déposée devant un tribunal de Manhattan, à New-York, au nom des autorités de New-Delhi par un cabinet d'avocats de Minneapolis.

La démarche de l'Inde s'appuie sur la Constitution de ce pays, qui fait du gouvernement « le protecteur de la santé et du bien-être de ses citoyens ». Elle se réfère aussi à une loi spécifique, adoptée le 29 mars à New-Delhi et qui fait du gouvernement indien le représentant légal exclusif des victimes de Bhopal. L'action ainsi intentée pourrait donc éteindre, si la justice américaine en décide ainsi, les dizaines de procès déjà engagés contre Union Carbide par une trentaine de firmes d'avocats aux Etats-Unis au nom de plaignants individuels. Le montant cumulé des dommages-intérêts réclamés de la sorte par les victimes de la catastrophe s'élève à environ 15 milliards de dollars.

La plainte du gouvernement indien ne précise pas, pour sa part, les sommes que ce dernier réclame à la société américaine. Elle se contente d'indiquer qu'il n'est pas possible de fournir un montant chiffré des dom-

mages et intérêts exigés « en raison de l'incertitude du désastre ». Le document demande toutefois au tribunal que ces dommages soient « d'un montant suffisant pour empêcher Union Carbide et les autres firmes multinationales d'ignorer délibérément, et avec légèreté, les droits et la sécurité des citoyens des pays dans lesquels elles opèrent ». La plainte reproche à Union Carbide d'avoir fait preuve de négligence dans le stockage d'importants quantités de gaz toxique, dans le respect des normes de sécurité et dans l'absence d'informations du personnel en cas de contact avec le gaz en question. La société aurait aussi omis d'avertir l'Inde des dangers possibles de cette installation industrielle.

Les représentants de la firme américaine se sont refusés, en l'attente d'informations plus précises, à tout commentaire. La décision de New-Delhi d'ouvrir officiellement une action judiciaire marque, cependant, l'échec, pour le moment, des tentatives d'arrangement à l'amiable menées en coulisses par les dirigeants d'Union Carbide. La semaine dernière, le vice-président de la société, M. Rolf Tove, s'était vu refuser cette fin à New-Delhi. Et, aujourd'hui encore, les représentants de la multinationale semblent toujours estimer, si l'on en croit le Wall Street Journal, que la négociation serait « la voie la plus rapide pour obtenir des compensations équitables pour toutes les parties concernées ».

M.L.

## "Finis les châteaux en Espagne, je crée une franchise Entré."

Jean Marc Egan, 41 ans, Nouveau franchisé Montpellier



"Qui n'a pas, un jour ou l'autre, bâti des châteaux en Espagne ? L'Espagne, j'y étais déjà comme directeur financier d'une société Import-Export. Mais ce que je voulais, c'était créer mon entreprise."

Le plus difficile dans ce cas-là, c'est trouver l'opportunité. De retour à Paris, j'ai cherché jusqu'à ce qu'une piste me paraisse vraiment sérieuse : Entré Computer Centers. Leur succès aux Etats-Unis et en Europe est surprenant. Tout vient d'un grand concept : créer des centres franchisés qui soient distributeurs en matériel micro-informatique professionnel mais aussi responsables de service après-vente, centres de formation et conseil pour

PME et PMI... bref, des centres entièrement au service de la clientèle.

La suite ? La transition du rêve à la réalité. Peter Fitzsimon d'Entré France ne rêve pas, il veut du concret : un million de francs pour devenir franchisé, une solide expérience marketing et le désir d'adhérer totalement à la philosophie Entré. En contrepartie, il donne beaucoup : l'expérience de la réussite, le soutien d'un grand groupe, le bénéfice d'une image de marque valorisante, d'une publicité nationale, l'assistance complète pour la conception et l'ouverture du centre.

Résultat ? J'ouvre mon centre à Montpellier,

10 employés et 15 millions de CA en prévision pour la première année.

Montpellier avait déjà l'usine européenne d'IBM et plusieurs grandes sociétés spécialisées dans la micro-informatique. Avec Entré, j'ai vraiment l'impression de m'installer à Silicon Valley."

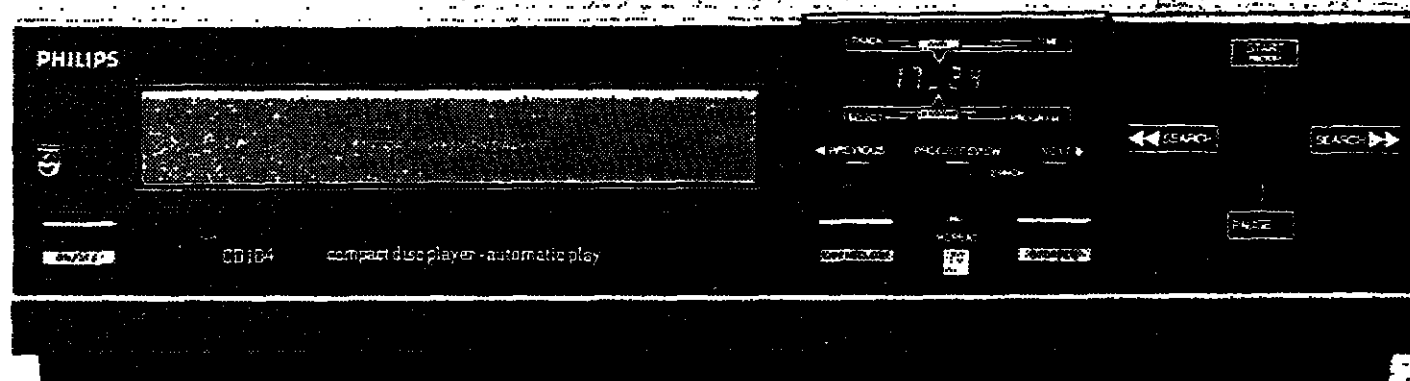
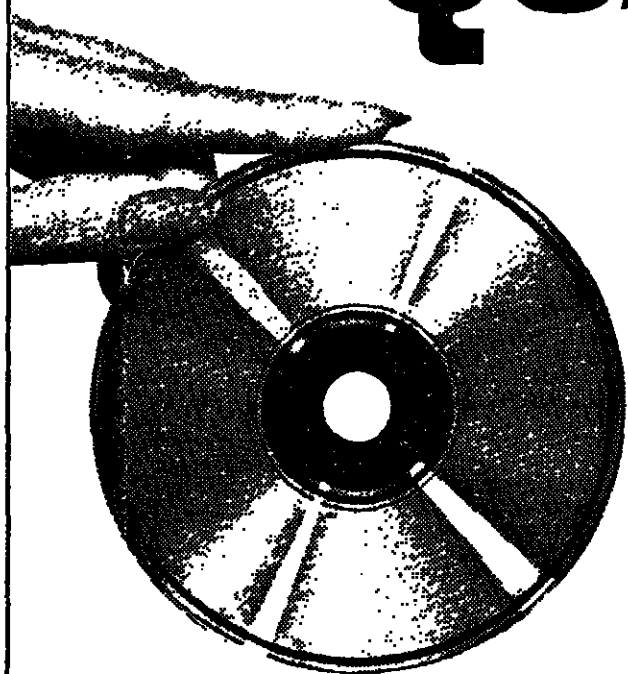
Vous voulez devenir franchisé ou associé d'un franchisé Entré, appelez Entré France au (1) 574.97.77.

**ENTRÉ** COMPUTER CENTERS

مركزنا من الأصل

# ...TRES NETTEMENT EN 1<sup>re</sup> PLACE POUR LE RAPPORT QUALITE/PRIX."

**Diapason**  
HARMONIE  
MARS 1985  
Banc d'essai.



## Lecteur Compact-Disc CD 104 Philips

La presse spécialisée unanime  
plébiscite le Compact-Disc CD 104  
Philips pour ses performances  
exceptionnelles et son prix :  
moins de 4 300 F.

**Télérama** 6 mars 85  
essai comparatif.

« Philips CD 104 : l'écoute est somptueuse sans une once d'agressivité, les plans sonores sont nets, le timbre des instruments fidèle. »

**HARMONIE** décembre 84  
HIFI Conseil — banc d'essai

« Finalement, cette petite machine offre des qualités supérieures à celles de lecteurs valant deux fois plus cher ! Philips nous offre ici un appareil excellent, aux performances souvent inégalées et

au prix compétitif... Il s'affirme comme le plus performant du moment »

**Le Monde de la Musique** décembre 84

« Sélection : Philips CD 104 pour ses qualités acoustiques, sa maniabilité et son extrême versatilité devant toutes les situations ordinaires et surtout extraordinaires, provoquées par les disques ou leur possesseur. »

**LH** décembre 84  
Spécial Compact-Disc  
dossier comparatif.

« Philips CD 104 : de tous, c'est peut-être celui qui nous a semblé le plus subtil, respectant de façon assez exceptionnelle les phasés des voix, les différents touchers de piano, etc. ... L'image est bonne et en un mot le Philips donne une excellente impression d'équilibre. »

**SON VIDEO** novembre 84  
essai comparatif.

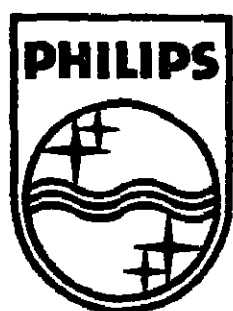
« Le CD 104 Philips s'avère être, encore une fois, un des meilleurs du marché. »

**LA HAUTE PAROLE** septembre 84  
banc d'essai.

« Le CD 104 Philips se tire à merveille des épreuves difficiles de nos disques-tests et permet, pour un prix de revient accessible, d'écouter dans les meilleures conditions les disques compacts. »

**Laser** mars 85  
essai comparatif.

« Bilan très favorable pour le CD 104 Philips. Prestations techniques parfaites ; il se situe incontestablement dans le peloton de tête. »



# PHILIPS



# politique

## LE DÉBAT SUR LA PROPORTIONNELLE

POINT DE VUE

### Dérive institutionnelle

par HUGUES PORTELLI (\*)

« Les partis ne peuvent pas gouverner la France, c'est trop dur », répète le général de Gaulle durant la campagne présidentielle de 1965. Pourtant, avec l'introduction de la représentation proportionnelle au Palais-Bourbon, c'est un processus de dérive des institutions qui arrive à son terme, par une sorte de dérive que nul, à commencer par le fondateur de la V<sup>e</sup> République, n'a réussi à enrayer. Et qui fait apparaître la réforme électorale actuelle comme presque inévitable.

Trois phases successives ont caractérisé cette dérive : une première marquée par la restauration de l'Etat et les tentatives de démocratie semi-directe ; une seconde, où triomphe la bipartition et la loi de la majorité ; et la troisième, où le parti présidentielisme règne sans partage.

Le plus surprenant, c'est que ces mutations étaient contenues, en germe dans le projet constitutionnel initial et qu'elles se sont opérées presque naturellement.

Lorsqu'en 1958, le général de Gaulle veut restaurer l'Etat et mettre fin à la partition, il s'en remet à la France des notables, d'un part, au référendum de l'autre. A la France des notables, il confie le rétablissement du Sénat, l'élection du président par le collège électoral sénatorial et le scrutin d'arrondissement pour l'Assemblée. Faute de briser les partis, on démantèle leurs appareils. Et, pour donner au président, chef de l'Etat, l'indépendance populaire, on lui laisse le recours au référendum. Le conflit avec les notables, du Sénat et d'ailleurs, et la volonté de donner une assise plus forte à l'action populaire conduisent à l'élection présidentielle au suffrage universel.

#### Partis modernisés

C'est faisant, la réforme de 1962 achevait l'unification des modes de scrutin et faisait de la coïncidence entre majorité présidentielle et majorité parlementaire (via la dissolution, utilisée en ce sens dès 1962) la pierre d'angle des institutions révisées. Dans cette seconde phase, de l'histoire de la V<sup>e</sup> République, la bipartition est devenue totale : achevée en 1973, avec le ralliement des centristes au second tour des législatives, elle avait déjà été faite au général de Gaulle, devenu en 1965 chef d'une majorité et, en 1968, d'une majorité conservatrice.

Dans un système aussi rigide, la mise au point des programmes électoraux et le choix des candidats présidentiels sont devenus les actes politiques décisifs, ceux sur lesquels s'opère le choix des citoyens. Or, pour cela, il était nécessaire que réintervenent les partis. Non les vieux partis, oligarchiques parlementaires qui s'étaient tout au long des années 60, mais des machines électorales modernes, tendues vers la promotion, et la candidature d'un aspirant président de la République. Sans ces auxiliaires, point de campagne possible, comme le prouvent par défaut Alain Poirer, Gaston Defferre ou Michel Debré. Ces partis seront des instruments dévoués entre les mains du candidat puis du président, de l'UNR, première version du « parti godillot », à tous les partis présidentiels qui naîtront dans les années 70, PS en tête.

Ce poids décisif des partis modernisés a été sensible depuis une dizaine d'années. Sous le septennat giscardien on le sentait rapidement. Faute d'un puissant parti du président, Valéry Giscard d'Estaing demeura sous l'épée de Damoclès du RPR. C'est sous son septennat que l'on vit les partis réapparaître en tant que tels au gouvernement, les coalitions bipolaires se dissolurent (de la crise de la majorité à celle du pro-

gramme commun), tandis que les premiers signes de népotisme et de clientélisme partisans étaient perceptibles dans l'administration.

Le phénomène n'a fait qu'empirer depuis 1981 : le poids accru des partis dans les sommets de l'Etat et le gouvernement (des ministres d'Etat représentant les courants au cabinet : « mitterrandomitterrandistes »), l'essor remarquable du clientélisme, la participation du parti gouvernemental en tant que tel à la décision, l'absence de majorité politique sous l'effet de l'autonomisation des partis sont devenus des éléments constitutifs du régime. Il était dans la nature des choses que cette nouvelle phase des institutions fût mise en harmonie avec le système électoral, qu'elle soit en quelque sorte légitimée : c'est ce que les réformes électorales proportionnelles ont réalisé depuis 1982. Peu importe qu'il s'agisse de l'une des 110 propositions : n'y eût-elle pas figuré qu'elle était dans la logique d'une évolution.

On parlera bien entendu à son propos d'un retour au « régime des partis ». Ce n'est que partiellement exact car les partis d'aujourd'hui sont bien différents de ceux d'hier : machines électorales et clientélisme au service d'un candidat à la « monarchie républicaine », dont l'avenir est lié à son succès et à sa capacité d'assurer fonctions et prébendes, ces partis n'ont qu'un souci : amener leur leader au pouvoir sans partage dans les meilleurs délais, ce qui les rend sceptiques sur une cohabitation ou un néopatrimonialisme auxquels ces partis ne sont plus préparés.

Cette insubordination entre monarchie présidentielle et partiocratie est donc bien le trait dominant de la troisième phase des institutions de la V<sup>e</sup> République. Reposant sur un pouvoir sans partage du président face à un Parlement émietté et sans capacité constructive (faute de traduire un choix majoritaire du pays) et sur la liquidation progressive de la séparation entre Etat et partis, cette nouvelle mutation est lourde de conséquences négatives : comment assurer l'autorité et l'indépendance de l'Etat ; comment lui faire tenir, lorsque les partis le pénètrent de part en part ? Comment se reposer sur des partis dont la puissance n'est guère supérieure à celle d'hier, puis-que leur avenir est lié à la carrière d'un homme et que leur prégnance dans l'opinion est plus faible que jamais ? (C'est la question des idéologues comme des effectifs ?) Comment croire que des hommes d'Etat puissent surgir d'un tel système : car si l'on a vu de grands hommes devenir chefs de parti, on ne vit jamais de partis susciter des hommes d'Etat dans ce pays ?

En fait, l'alternative semble être la suivante : ou prendre son parti de cette dérive, comme la réforme électorale proposée le fait, et confirmer un système par lequel on verrait le président de la République gouverner la France comme il avait gouverné son parti (suivant le modèle mitterrandien) ; ou bien opérer un retour courageux à certains principes fondamentaux de la V<sup>e</sup> République, à commencer par celui de la souveraineté populaire. C'est lui qui commande le maintien du scrutin majoritaire, s'incarne devant tout choix clair du pays (électoral ou référendaire). Cette lecture démocratique de la Constitution doit être la vraie ligne de partage entre ceux, à gauche comme à droite, qui acceptent le déclin des institutions comme une fatalité (voire la souhaitant), et ceux qui résisteront clairement à un engrenage qu'ils ne veulent pas irréversible.

(\*) Professeur de sciences politiques à l'université de Paris-X-Nevers.

(Suite de la première page.)

Mais il a montré aussi ses réussites : la reconstruction rapide du pays, la Sécurité sociale et de vastes réformes, un secteur public audacieux, une planification intelligente, un fort taux d'investissement, la croissance économique, la part de l'énergie nucléaire.

Ne nous laissons pas dicter par la droite le jugement historique à porter sur cette période. Quand une partie d'entre elle parle de 1958, n'est-ce pas 1945 et la Libération qu'elle veut oublier ? Car le retour à la IV<sup>e</sup>, personne ne le croit possible.

#### 3. — Les socialistes devraient-ils défendre le système majoritaire à deux tours ?

Rappelons d'abord d'où vient ce mode de scrutin. Il est celui des notables modérés de la III<sup>e</sup> République, qu'il n'a d'ailleurs pas guéri à l'époque de leurs vices familiaux : la combinaison politique et l'instabilité ministérielle.

Est-il utilisé dans les autres démocraties occidentales ? Absolument pas, puisque la proportionnelle y domine. Et là où elle n'existe pas, c'est le scrutin majoritaire à un tour qui prend sa place, mais dans les pays anglo-saxons qui ne connaissent que deux grands partis. Loin d'être le système idéal, le scrutin majoritaire à deux tours est donc une singularité française.

Alors pourquoi a-t-il été restauré en France, en 1958, par le général de Gaulle, qui avait pourtant promis de garder la proportionnelle ? Pour obliger la droite française, dispersée, à se regrouper et pour faire surgir en son sein un parti dominant lié au pouvoir présidentiel. L'autre objectif était naturellement de maintenir la gauche, supposée incapable de s'unir, en situation de minorité permanente. L'inégalité démographique des circonscriptions était d'ailleurs faite pour rendre ce résultat plus certain. C'est pourquoi la gauche, si elle s'est adaptée au mécanisme électoral qui lui était imposé, s'était toujours promis de le modifier.

#### 4. — Le mode de scrutin majoritaire est-il adapté à la situation politique actuelle ?

Je ne le crois pas. Certes, par un paradoxe de l'histoire et dans une situation exceptionnelle, ce mode de scrutin a donné au Parti socialiste la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Cette situation a sûrement facilité l'alternance, mais elle a également créé beaucoup d'illusions sur notre force véritable.

Et puis le temps s'est accéléré. Le déclin du Parti communiste et son tournant de juillet 1984 créent une situation impossible. Le mode de scrutin oblige — du moins en principe — les deux partis de gauche à l'union électorale qu'il faut hâtivement nouer à l'échelle, alors que l'un des deux, le Parti communiste, passe son temps à dénoncer l'autre, avant et après. Je crois illusoire à long terme, et peut-être dangereux à court terme, de prétendre ligoter le PCF dans les banalités d'un mode de scrutin. Je veux que celui-ci prenne librement et clairement, devant la gauche et le monde du travail, ses responsabilités. C'est pourquoi je préfère l'union libre politique au mariage blanc électoral. Quant à l'électorat de gauche, et notam-

ment du PC, rien ne nous empêche de parler et d'agir pour lui.

Et puis l'obligation du désistement interdit toute différenciation dans le magma sans principe que constitue désormais la droite française. Il pourrait exister trois droites : la première, plus autoritaire, plus populiste, plus nationaliste ; la seconde, plus libérale, plus conservatrice, plus atlantiste ; la dernière, plus chrétienne, plus sociale et sentimentale. On nous propose à la place, pour cause d'opportunité électorale, des rassemblements ou des nébuleuses politiques qui ne se distinguent pas par les valeurs ou les programmes mais par les habitudes de groupes, les clientélismes et les allégeances à des présidents virtuels. Quand M<sup>me</sup> Veil marche avec M. Gaudin et M. Séguin avec M. Pasqua, c'est la démocratie qui boite.

Enfin, ce mode de scrutin crée la connivence entre la droite et l'extrême droite, puisque la première peut espérer convertir en sièges les voix conquises par la seconde. La proportionnelle mettra la droite classique face à ses responsabilités vis-à-vis de l'extrême droite. Si elle continue à le nourrir, elle se fera mordre la main.

Il est temps en effet de réintroduire la clarté et l'honnêteté dans les relations à l'intérieur de la gauche et à l'extérieur de la droite. Si la réforme du mode de scrutin peut y contribuer, ce sera un élément de santé démocratique.

#### 5. — Pourquoi les socialistes se sont-ils prononcés, en 1971, pour la proportionnelle ?

Parce que — faut-il le rappeler ? — celle-ci appartient à la tradition socialiste et démocratique. Pour la gauche, le suffrage doit être juste et égal. Pour la gauche, le mode de scrutin doit favoriser la vote pour de grands courants politiques, pour les idées qu'ils portent et non le vote pour les notables.

J'entends dire que, dans la proportionnelle, les candidats seraient désignés par les partis et non par les électeurs. Mais, à ma connaissance, si les électeurs élisent les députés, ils ne désignent pas les candidats. Et puis, quel est le sens de cette critique permanente des partis ? Si cette idée vient de quelque part, ce n'est pas de la culture socialiste, ni même de la culture démocratique. Faudrait-il désormais préférer les notables ? Voudrait-on confier la vie politique aux hommes providentiels ou aux groupes de pression ?

Alors, le risque tiendrait-il au rôle néfaste des « appareils de partis » ? L'appareil du PS, c'est cent trente permanents au siège national et cent cinquante de plus dans les fédérations. Or ces hommes et ces femmes, ces militants dévoués, ne passent pas plus demain qu'hier sur les désignations des candidats. Elles ne sont pas de leur ressort. Vise-t-on alors la direction nationale et les directions des fédérations départementales ? Ce ne sont pas des « appareils » mais des directions claires et représentatives des militants. D'ailleurs, les adhérents du Parti socialiste, sous des formes adaptées à un cadre géographique différent (le département au lieu de l'ancienne circonscription) participent directement à la désignation des candidats.

### M. Jospin répond à M. Rocard

Dans l'esprit des initiateurs de cette stratégie, il est clair que ce n'était pas le cas. En effet, en 1972, quand cette stratégie a été officialisée par la signature du programme commun, celui-ci prévoyait au contraire... le retour à la proportionnelle.

De fait, un mode de scrutin ne fait pas une stratégie. Si la désunion, à gauche, est telle qu'elle conduit le PC au refus du désistement (tactique dite « classe contre classe » de 1928) le scrutin majoritaire peut reformer les mâchoires du mécanisme électoral sur les reins brisés de la gauche. A l'inverse, sous l'égide de la proportionnelle, si le PC et le PS sont unifiés, ils peuvent aller séparément à l'élection et être d'accord ensuite pour gouverner ensemble... s'ils gagnent. Après tout, le désistement du PC aux élections cantonales n'a persuadé personne que l'union de la gauche était revenue.

Mais le mode de scrutin ne peut-il rendre plus facile une évolution stratégique ? La question mérite d'être posée. Elle le sera d'ailleurs dans notre prochain congrès. Mais il faut considérer que le problème de la majorité ou des alliances se pose pour le PS, quel que soit le mode de scrutin, si le PC décide de tourner le dos à la gauche.

Rien ne peut obliger pour autant le PS à passer des alliances à droite, à renoncer à ses valeurs, à tourner le dos au rassemblement des forces populaires. Rien, si ce n'est lui-même. Le mode de scrutin est un moyen et non une fin. Je suis de ceux qui pensent que la proportionnelle peut nous ouvrir un passage. Je ne suis pas de ceux qui veulent qu'elle nous détourne du chemin.

#### 7. — Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas retenu un système mixte ?

A une ou deux exceptions près, on peut dire que tout le monde était d'accord pour une réforme électorale. C'est vrai que nous avons pensé à un système combinant la majoritaire et la proportionnelle. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas retenu un système mixte ?

Pour des raisons de simplicité : un système mixte est plus complexe.

Pour des raisons de faisabilité : un système mixte offrirait davantage de prises à nos adversaires politiques dans le débat parlementaire.

Pour des raisons politiques : la logique proportionnelle et la logique majoritaire. Quitte à changer, ne fallait-il pas changer vraiment ? C'est le choix qu'a fait le gouvernement. Comme tout choix, il peut se discuter.

#### 8. — Le Parti socialiste a-t-il joué pleinement son rôle dans le processus de décision ?

LIONEL JOSPIN.

Le parti majoritaire à l'Assemblée et son groupe parlementaire ont été constamment associés au processus d'élaboration de la réforme. Fallait-il conclure ce débat dans une convention du Parti socialiste ? Il y a à cette question, formelle, une réponse formelle. La position officielle du Parti socialiste, jamais démentie depuis 1972 et confirmée en 1981, était le choix de la proportionnelle. Il n'était donc pas nécessaire de réunir une convention pour décider de sa mise en œuvre.

Mais la réponse apportée par la direction du Parti socialiste et par moi-même a surtout été politique.

Car si tout le monde était d'accord pour changer le mode de scrutin, il y avait une grande diversité dans le choix du système de remplacement. Diversité qui traversait les différents courants du parti et parfois même les individus. Entre ceux qui voulaient introduire de la proportionnelle et ceux qui voulaient instaurer pleinement la proportionnelle, la balance était, au bureau exécutif du Parti socialiste (et, je crois, au comité directeur) pratiquement égale.

En l'absence de sentiment dominant, il est clair qu'un vote acquis de justesse n'aurait pas aidé le Parti socialiste à peser vraiment sur la décision qui restait à prendre et qui relevait du gouvernement. En ne votant pas sur un système précis, mais en faisant connaître la diversité de ses points de vue, le Parti socialiste ménageait sa capacité ultérieure de peser, le jour où il aurait eu à le faire, à partir d'une position unanime ou largement majoritaire, sur une autre question de fond, de tout son poids et de toute sa conviction. Ce qui a décidé respectivement et à une écrasante majorité le bureau exécutif était de l'intérêt du Parti socialiste.

#### 9. — Que faut-il penser de la démission d'un membre du gouvernement ?

En tant qu'individu et que responsable politique, Michel Rocard a revendiqué sa liberté de démissionner du gouvernement. Je ne discute pas sa décision.

Ce qui m'intéresse désormais, en tant que premier secrétaire du Parti socialiste, c'est de savoir comment il prendra en compte, dans les semaines et les mois qui viennent, les intérêts du mouvement et du parti auxquels il appartient. C'est sous cet angle que, personnellement, je porterai jugement. Car sur les arguments de fond, qui concernent la réforme électorale, il me semble que je viens de donner ici mon sentiment.

Un projet de mode de scrutin sera bientôt soumis aux Assemblées, puis, amendé ou non, il sera voté. Dès lors, la question qui sera devant nous ne sera plus de savoir comment voter, mais comment gagner. Comment répondre aux questions des gens, comment aider à résoudre leurs problèmes, comment convaincre et entraîner. Sur cette question fondamentale, la diversité des socialistes cédera le pas à l'unité.

LIONEL JOSPIN.

**PSL** L'Anglais aux couleurs de la vie  
U.S.A. - ANGLETERRE  
JEUNES 9 - 17 ans : séjours en famille, cours, sports, activités, summer camps  
ADULTES : stages intensifs : séjours en famille, université, circuits  
13, rue de Grenelle - 75007 PARIS - Tél. (1) 544.62.20 M 94



## 50 % de croissance par an, ça vous intéresse ? Alors Entré.

A qui demandait encore de l'opportunité exceptionnelle qu'offre le marché micro-informatique, il suffit de lire les études d'IDC Europe.

En 1984, il a été vendu en France près de 120 000 micro-ordinateurs professionnels et l'on prévoit, pour les 5 années à venir, une progression en volume du marché de plus de 50 % par an.

Porté par ce marché, Entré Computer Centers réalise la croissance mondiale la plus rapide en distribution micro-informatique.

Trois spécialisées et assistées par un grand groupe, les franchises Entré connaissent un véritable succès. Entré doit sa réussite au total de

vouement à sa clientèle. Conseil, vente, installation et service après-vente, nous nous occupons de tout.

Ce succès nous a permis, déjà, d'accorder plus de 300 franchises (USA, Canada, Europe).

Aujourd'hui, Entré accorde des franchises en France. Douze viennent d'être créées et nous sommes prêts à en accorder 44 autres.

Notre équipe vous apporte l'assistance dans la recherche, la conception, l'aménagement du centre, une formation permanente, la publicité, un marketing multi-directionnel, une gamme éprouvée de micro-ordinateurs. Par exemple, à ce jour, nos centres sont

tous distributeurs agréés ordinateur personnel IBM.

Vous avez un million de francs, une solide expérience dans la direction, la vente ou le marketing et vous souhaitez entreprendre dans la micro-informatique en devenant propriétaire gérant.

Vous connaissez parfaitement l'informatique et vous voulez devenir directeur des ventes ou directeur support clientèle (formation, technique, service après-vente) et détenir 200 000 francs d'actions.

Vous voulez investir 500 000 francs d'actions sans participation active dans un centre.

Entré vous ouvre la grande porte des affaires en micro-informatique.

Contactez-nous dès aujourd'hui à : Entré Computer Centers-France S.A. Tél. (1) 574.9777.

Si vous désirez un conseil en micro-informatique professionnelle, téléphonez à notre premier centre à Paris au (1) 574.9939, ou à notre premier centre à Lyon au (7) 862.62.00.

**ENTRÉ COMPUTER CENTERS**

12 franchises déjà accordées : Paris 17<sup>e</sup>, La Défense, Versailles, Evry, Suresne, Epiais, Caen, Lyon 3<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup>, Bordeaux, Montpellier et Marseille.

مركز الحاسب

# POLITIQUE

## DANS LES DOM-TOM

### La situation en Nouvelle-Calédonie après la mort d'une métropolitaine

Dans un communiqué commun, le gouvernement du territoire, le bureau de l'Assemblée territoriale et le président du RPR, M. Jacques Lafleur ont fait part de leur « indignation » après la mort de Simone Heurtault, provoquée lundi 8 avril par des jets de pierres. Les signataires affirment : « La démonstration est dramatiquement faite de l'échec de la politique mise en œuvre depuis des mois sur le territoire. La violence continue de s'y exercer. Le FLNKS n'a plus que la violence pour s'imposer. La population calédonienne ne tolérera pas d'être prise en otage pas plus que d'être la victime consentante des desseins de M. Pisani. »

Le SNI-PEGC a condamné « la violence qui a débouché sur la mort d'une enseignante » et a convoqué une assemblée générale de ses adhérents à Nouméa. Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC), qui rappelle que « les représentants de l'Etat sont responsables de la sécurité des fonctionnaires placés sous leurs ordres », estime que les « circonstances » de cette mort « faisaient entrevoir des défaillances graves et prolongées de la part des pouvoirs publics ».

D'autre part, la reprise des activités à la mine de nickel de Thio, après quatre mois d'interruption de l'exploitation, s'est confirmée mardi matin 9 avril. Un accord était intervenu vendredi dernier entre la direction de la société et les employés mélanésiens.

### Les « incontrôlés » de Houaïlou

Nouméa. — On ne contrôle pratiquement rien à Houaïlou, dit-on en substance au FLNKS, mardi, après l'agression de la veille qui a coûté la vie à une enseignante de Poinindimi. Bien qu'au siège du mouvement on n'ose employer le mot, ce dramatique incident s'apparente à une « bavure » et en aucune façon à la concrétisation d'une quelconque reprise des activités sur le terrain. A un moment où les forces politiques de Nouvelle-Calédonie sont dans l'attente des décisions parisiennes sur la suite ou au contraire sur la suspension du plan Pisani, on se serait bien passé dans les rangs indépendantistes d'une telle contre-publicité.

Le FLNKS a lui aussi ses incontrôlés. Ce sont eux qui, lundi soir vers 17 h 30, se trouvent aux abords de la tribu de Nediwin. Simone Heurtault, professeur d'éducation physique à Poinindimi, a quitté le littoral au volant de sa voiture pour prendre la route territoriale n° 6 qui franchit la chaîne et serpente au milieu des plantations de café. Elle ne se méfie pas car, habituellement, les jets de pierres sont à redouter aux environs de la tribu de Coula, à une vingtaine de kilomètres plus loin. Depuis vendredi, une trentaine de voitures ont été touchées de la sorte et cinq de leurs occupants blessés. Mais cette fois c'est à Nediwin que la voiture de Simone Heurtault est prise sous une grêle de pierres. L'une d'elles vise le pare-brise qui résiste malgré tout. Une

#### De notre correspondant

autre, vraisemblablement lancée avec une fronde, atteint la conductrice en pleine tête, provoquant une blessure mortelle.

Cet attentat est survenu alors que, dans la population de Coula, le gendarmier menait une opération pour tenter d'arrêter vingt-trois personnes faisant l'objet d'un mandat d'arrêt à la suite d'excès divers, notamment le dynamitage de trois pilotes électriques au lendemain du boycottage actif des élections du 18 novembre.

Deux jeunes Canaques ont été appréhendés à Nediwin, près des lieux de l'agression. Bien qu'étant, selon les gendarmes, fumeurs des jets de pierres, rien n'indiquait, vingt-quatre heures après le drame, qu'ils en soient responsables.

#### « Ils ne respectent plus rien »

Pour la communauté canaque de Houaïlou, ils appartiennent en tout cas aux fauteurs de troubles qui ont transformé les tribus de Coula et de Nediwin en terrains d'affrontement permanents entre clans. « Ils ne respectent plus rien », soupire le ministre territorial de l'enseignement, M. Wema Delin, lui-même natif de la tribu de Coula. Ni l'autorité de la coutume, ni celle de la religion, ni même celle de la politique. » Ni

même celle du kipi, renchérit un gendarme.

Dans la région de Houaïlou où le FLNKS est très mal implanté, — bien que les sympathies indépendantistes rallient la majorité, — les conflits claniques violents ont pris le pas sur la revendication politique. Ils trouvent leur origine, comme dans tous les conflits en milieu mélanésien, dans les problèmes de répartition des terres. A Coula, les familles se contestent telle ou telle partie de la réserve sous prétexte qu'un clan est d'implantation plus récente qu'un autre. Lors de la redistribution par l'Office foncier des terres rachetées aux colons, chaque clan se dispute les parcelles, arguant du droit de préemption que confèrent les ancêtres. Dans ce type de différend, la médiation devient de plus en plus difficile et les palabres où l'on discute pendant des heures jusqu'à l'obtention de l'unanimité sont illusoires.

« Beaucoup de jeunes se sont rendus en métropole, remarque-t-on au FLNKS, et reviennent ici très remontés contre les anciens. Ils considèrent que l'autorité du clan est née de la colonisation et que par conséquent elle est contestable. » Même au gouvernement territorial, certains reconnaissent que cette affirmation n'est pas sans fondement.

En attendant un improbable — au moins à court terme — règlement coutumier, l'administration s'efforce de rétablir l'ordre.

FREDERIC FILLOUX.

### Deux partis se disputent le contrôle du mouvement indépendantiste en Martinique

Pointe-à-Pitre. — Chaque congrès a sa petite histoire. La conférence indépendantiste, réunie en Guadeloupe du 5 au 7 avril, n'a pas failli à cette règle. Derrière l'unanimité affichée par les délégations présentes, les coulisses ont bruisé de la rivalité fratricide opposant les quatre représentants du Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM) aux quatre émissaires du Conseil national des comités populaires de la Martinique (CNCP).

Le chef du MIM, M. Alfred Marie-Jeanne, maire et conseiller général de Rivière-Pilote, fait figure de patriarche parmi les indépendantistes de la France d'outre-mer. Son parti existe depuis 1974 et s'il n'apparaît guère propulsé en son département par le activisme de la centrale syndicale qui lui est rattachée — la Confédération syndicale des travailleurs martiniquais (CSTM) — il possède une image de pionnier de la « cause patriotique », accentuée par une barbe grise de missionnaire et un visage ascétique qui le font ressembler à un vieil initiateur sorti tout droit des archives de la IIP République.

Très théâtral, M. Marie-Jeanne a dérivé à la conférence un discours magistral émaillé de références littéraires. Il a été le seul à citer Marx pour évoquer le recours éventuel à la violence dans la lutte d'émancipation des descendants des anciens esclaves : « Les peuples qui se lèvent tard, qui sont au trop complaisants ou trop hospitaliers ou trop pusillanimes ont du mal à gagner, a-t-il déclaré solennellement. Il se fait tard pour nous. Mais il n'est pas trop tard pour gagner la bataille de la décolonisation. Le seul de l'irréductible n'est pas vaincu (...). La lutte armée n'est pas un objectif en soi. Il reste que, face à des ennemis haineux et armés jusqu'aux dents et prêts à tous moments à écraser par la violence les patriotes, le recours aux armes par ces derniers devient également légitime et salvateur. Cela ne va pas sans contradictions, sans problèmes, ni sans bavures. Les patriotes doivent les surmonter, les gérer, les digérer sans fausse honte ».

RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à « la guerre des Vergès et des Virapoulés » (le Monde du 9 avril), nous avons fait une confusion sur le prénom du fils aîné de M. Paul Vergès, secrétaire général du Parti communiste réunionnais. Le prénom du fils de M. Vergès est Laurent et non Vincent.

#### De notre envoyé spécial

car, comme le disait Marx, la violence révolutionnaire est l'accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs. »

A l'inverse, le conseil national des comités populaires de la Martinique, créé en août 1983, est l'émulation d'un mouvement qui dénonce « le mythe des sages suprêmes » et refuse soigneusement tout ce qui peut s'apparenter au culte de la personnalité. Au discours doctrinal, les intellectuels et les ouvriers qui l'animent préfèrent l'action sur le terrain car leur objectif est « la mobilisation constante des masses ». Ils effectuent, à travers la Martinique, un travail d'alphabétisation, de prévention sanitaire, de lutte contre la drogue et l'alcoolisme. Ils soutiennent aussi les luttes syndicales par l'intermédiaire de l'Union générale des travailleurs de la Martinique (UGTM), concurrente de la CSTM en procédant à des « mobilisations de quartier ». Ils s'efforcent d'installer dans la plupart des communes des « contre-pouvoirs pour développer l'esprit d'indépendance ». Dans la pratique, leur démarche pragmatique semble s'inspirer des premiers marxistes et leur sens de la collégialité contraste en Martinique avec le style très personnel de M. Marie-Jeanne. Ce dernier considère les dirigeants du CNCP avec condescendance : « Qu'ils fassent leurs preuves ! » dit-il.

#### Manceuvres de couloir

Les animateurs du CNCP rétorquent en souriant : « Où est le MIM sur le terrain ? ». Ils soulignent qu'ils disposent, eux, d'un mensuel, d'une radio libre, d'une organisation de jeunesse. Leur structure est pyramidale : chacun des onze comités populaires locaux élit des délégués à raison d'un délégué pour vingt membres. Certains de ces délégués sont désignés pour représenter le comité populaire au Conseil national des comités populaires composé d'une trentaine de membres. C'est une jeune ouvrière, M<sup>lle</sup> Josette Massolia, élue pour deux ans, qui préside actuellement ce Conseil national. L'ensemble des activités de ce mouvement est coordonné par un parti clandestin, le Parti des travailleurs de la Martinique, qui souligne volontiers que c'est grâce à l'efficacité de son « travail d'éducation des masses » que le département a

résisté jusqu'à présent à la tentation du terrorisme existant en Guadeloupe.

Pendant toute la durée de la conférence, le MIM et le CNCP ont multiplié les manœuvres de couloir, chacun essayant de ravir la vedette à l'autre. M. Marie-Jeanne et ses amis semblant à ce petit jeu plus susceptibles que leurs concurrents. Ils n'ont fait cause commune qu'en une seule circonstance, le dimanche de Pâques, quand les drapeaux des organisations participantes ont été hissés l'un après l'autre pour célébrer symboliquement « l'enterrement du colonialisme français » (le Monde du 9 avril).

Comme les organisateurs n'avaient prévu un seul maître pour les couleurs martiniquaises, les drapeaux du MIM et du CNCP ont été hissés au même mât. Un plaqet contre l'autre... Car, bien entendu, il ne pouvait être question de placer l'un au-dessus de l'autre...

ALAIN ROLLAT.

### POUR LE CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE

#### M. François-Poncet (UDF) propose une « présidence alternée »

A quelques jours de l'élection du président et du bureau du conseil régional d'Aquitaine où majorité et opposition se retrouvent à égalité de sièges, aucune solution susceptible de satisfaire chacune des parties en présence ne semble avoir été trouvée. Le Parti socialiste, le RPR et l'UDF pourraient accepter une composition paritaire du bureau mais ne paraissent pas prêts à céder sur la question de la présidence.

Pour éviter le recours au doyen d'âge, prévu par la loi, M. Jean François-Poncet, président du conseil général de Lot-et-Garonne et de l'Union pour le développement de l'Aquitaine (UDA), a formulé à son tour une proposition. Dans un communiqué rendu public le 5 avril, il remarque : « Tout indique qu'en l'absence de discussions sérieuses, le conseil régional procèdera, à la désignation de doyens d'âge non seulement pour la présidence mais aussi pour les vingt et un membres de son bureau. Un tel résultat est inacceptable, affirme-t-il. »

Il tournerait le dos aux intérêts les plus évidents de l'Aquitaine au moment où elle se débat dans une

(Suite de la première page.)

Vient le projet Jeanneney, qui aboutira au référendum de 1969. Michel Crozier est de nouveau mis à contribution, mais au moment décisif, « Jeanneney a dit non, parce qu'il soupçonnait que nous avions des idées ». En 1973, Alain Peyrefitte est nommé ministre des réformes administratives. Voici l'équipe Crozier encore sollicitée. Les relations sont « assez bonnes » et le ministre « fait play ». Une étude est menée dans les trois départements-témoins : la Somme, l'Allier, l'Hérault, qui, entre autres conclusions, renforce l'idée qu'on ne peut pas décentraliser sérieusement à partir du département.

Un groupe de travail est créé pour tirer les leçons de la recherche. Hâtas ! Alain Peyrefitte change de portefeuille, puis Georges Pompidou meurt. C'est dire, observe gentiment notre interlocuteur, « la grande difficulté du contact avec l'expert ».

Le paradoxe est que, parvenue au pouvoir, la gauche va à son tour tenter de décentraliser au profit du département, non de la région, et elle désigne pour rapporter à l'Assemblée nationale, un ancien de l'équipe de Michel Crozier, qui dit aujourd'hui celui-ci, « a oublié ce qu'il avait appris ».

Conclusion de Michel Crozier : « Les administrations ne connaissent pas la réalité. Tout le concret leur échappe. Elles savent ce qui devrait se passer, mais elles ne savent pas ce qui se passe vraiment. »

Le géographe-ethnologue Jean Malaurie a lancé dans le Monde (daté 20-21 janvier) un cri d'alarme. « A quel servent les sciences sociales ? » demande-t-il. « Sans doute à rien puisque l'appareil qui sur la plan politique les décisions sont prises sans tenir compte, le plus souvent, de leurs travaux et recommandations. »

#### Le cas de la Nouvelle-Calédonie

Depuis qu'a éclaté la crise calédonienne, les pouvoirs publics ont-ils négligé les travaux des ethnologues ? « Il y a cent ans qu'il fallait y réfléchir », répond Jean Malaurie. Ce qui est en cause est moins l'attitude du gouvernement dans les trois dernières années que celle de l'administration au cours des décennies écoulées. Son instrument de recherche, en effet, était l'ORSTOM, déjà cité, qui, comme l'INSEE en économie, s'est constitué à l'écart du champ universitaire, en liaison étroite avec le pouvoir.

« En Nouvelle-Calédonie, l'ORSTOM est longtemps apparu comme un outil des pouvoirs en place, au service, quand au problème canaque, d'une politique en apparence assimilationniste », explique Jean Malaurie, maître-assistant à l'université Paris-V et chercheur pour le CNRS. Dans les vingt dernières années, les experts de l'ORSTOM ont été plutôt des géographes que des ethnologues, des linguistes ou des sociologues, c'est-à-dire des spécialistes moins attentifs au discours et à la culture des Canaques qu'à l'analyse quantitative ou cartographique.

En retour, héritière de ce qu'Alban Bensa appelle l'« ethnologie missionnaire » (le Monde daté 20-21 janvier), qui attribue aux Mélanésiens une mentalité « prélogique », l'administration locale n'était pas en mesure de percevoir l'émancipation d'un peuple canaque. Il a fallu attendre la fin des années 70, avec M. Paul Dijoud d'abord, avec la gauche ensuite, pour que cette

### Le savant et le politique

idée s'impose, sous la pression des revendications canaques. Alors, face à l'urgence, l'administration, selon Alain Bensa, s'est peut-être « mais rien n'est moins sûr ! » portée intérêt aux travaux de fond menés depuis longtemps, et en toute liberté, par quelques chercheurs en sciences humaines ; travaux pouvant éclairer les problèmes de l'heure, puisqu'ils montrent, dit Alban Bensa, « que la société canaque (ses langues, ses structures, son histoire) constitue une force originale qu'on ne peut méconnaître sans risque en la considérant comme résiduelle ou en parlant de société calédonienne mélanésienne ».

La parole des savants a sans doute fini par être en partie entendue, mais, affirme Jean Malaurie, l'indispensable réflexion sur l'histoire des post-colonisations et des décolonisations ou sur les relations entre les communautés qui se partagent le territoire de la Nouvelle-Calédonie, n'a pas été menée, comme elle aurait dû l'être, avec le concours d'historiens, de sociologues, de psychologues, etc.

#### Contre le « méti-méti »

L'administration est-elle donc incapable de s'ouvrir à la recherche en sciences sociales pour éclairer son action ? Il est incontestable que des progrès ont été faits. La plupart des ministères se sont dotés de services d'études et de « prospective », dont le travail est souvent d'un bon niveau. Le centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, par exemple, fait appel aux chercheurs les plus qualifiés. Des organismes comme l'INSEE et l'ORSTOM, lieux privilégiés de l'expertise en économie et en ethnologie, accueillent désormais des sociologues et commencent à s'intéresser à la théorie. « Dans une première phase », explique Nicolas Herpin, maître-assistant de sociologie à l'université de Saint-Denis (ex-Vincennes) et mis par le CNRS à la disposition de l'INSEE pour diriger une enquête sur l'habillage des Français, « ces institutions se sont contentées de produire des données, aujourd'hui elles les interprètent ».

De son côté, le CNRS (Centre national de la recherche scientifique) se préoccupe de développer la recherche appliquée. Pierre Papon, son directeur général, cite le cas du PIRTEM (Programme interdisciplinaire de recherche sur la technologie, le travail, l'emploi et les modes de vie), lancé en avril 1984.

L'inconvénient de ces formules, selon beaucoup d'universitaires, est qu'elles risquent de soumettre la

recherche à la logique de la bureaucratie. Michel Crozier s'interroge de la « routinisation » de l'expertise si elle s'effectue à l'intérieur de l'administration, débâcle la « politisation » de l'INSEE et critique le système « corrompu » du CNRS, où des comités décident de tout. Alain Touraine, qui dirige, à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, le centre d'analyse et d'intervention sociologique, s'en prend vivement au « méti-méti » qui réunit, selon lui, des compétences pensées entre chercheurs et administrateurs afin de « maîtriser les tensions », et qui ne produit, à 95 %, « ni effet pratique ni effet de connaissance ». A cette « confusion des genres », qui favorise « une recherche à court terme, incapable de poser les vrais problèmes », il oppose la séparation des fonctions, qui passe par un renforcement du pôle universitaire.

Certains pensent qu'il est bien tard pour aller contre l'échec actuel et que les universités sont trop faibles pour imposer leurs exigences. Seules des institutions liées à l'administration, comme l'INSEE, offrent, selon Nicolas Herpin, une structure assurée, outre le financement, la permanence et le suivi d'un travail de recherche. Aussi, affirme-t-il, « le dialogue entre le savant et le politique se fera-t-il par l'intermédiaire de ces organismes ».

D'autres cherchent au contraire les moyens de remettre les centres de recherche universitaires en position de force face à l'administration. Alain Touraine demande des présidents d'universités dotés d'un réel pouvoir pour « gérer les relations » avec l'administration et négocier sans complexe. Jean Malaurie suggère que les institutions universitaires produisent, en tant que corps constitués, et non par chercheurs individuels improvisés, des Livres blancs sur les grands problèmes que leur soumettent le gouvernement.

On peut voir une première illustration de cette idée dans les « Propositions pour l'enseignement de l'avenir », élaborées par le Collège de France, à la demande du président de la République, et sous l'impulsion de Pierre Bourdieu, dont les travaux de sociologie de l'éducation font autorité. L'objet de ces débats n'est pas mineur, puisqu'il y va probablement du destin des universités françaises.

THOMAS FERRACCI.

#### Prochain article :

#### REAGAN CONTRE LES EXPERTS

### Expertise diplomatique

Créé par Michel Jobert, alors ministre des affaires étrangères, en 1973, le Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay est considéré comme un bon exemple d'ouverture de l'administration vers des experts extérieurs, même s'il lui a fallu, à ses débuts, vaincre la résistance des services et si, aujourd'hui encore, son influence dépend beaucoup des relations personnelles qu'entretiennent ses responsables avec les décideurs.

« Avant la création du CAP », explique Jean-Louis Gargorin, qui vient d'en quitter la direction, le Quai d'Orsay disposait, comme sources d'information, des postes diplomatiques et des services de renseignements. Nous y avons ajouté les sources académiques, soit en recrutant, au sein de l'équipe, des chercheurs venus du CNRS ou de la Fondation nationale des sciences politiques, soit en passant des contrats avec des centres de recherche, soit encore en consultant des groupes plus ou moins permanents, que nous consultons en temps de crise (par exemple, les soviétologues, les spécialistes de la Chine ou de l'Islam, etc.). »

Jean-Louis Gargorin considère comme un symbole de « l'absurdité » de la situation antérieure le cas d'Alexandre Benigne, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales et le meilleur connaisseur des mélanges soviétiques. Depuis de longues années consultant du département d'Etat américain, il n'avait jamais eu de contacts avec le Quai d'Orsay avant 1980.

Jean-Louis Gargorin insiste sur les bonnes relations du CAP avec les conseillers du président de la République, condition indispensable dans un régime où la politique étrangère se décide, pour l'essentiel, à l'Elysée.

Il semble donc que, dans ces cas précis, un canal efficace, quoique fragile, existe entre les hommes de savoir et les hommes de pouvoir.

Pourtant, si l'on met en parallèle le rôle des chercheurs dans la préparation des décisions politiques en France et celui qu'ils jouent aux Etats-Unis (le CAP ne s'est-il pas inspiré du Policy Planning Staff du département d'Etat ?), le vrai problème paraît être l'absence en France de centres de recherche « comparables aux grandes institutions américaines capables d'alimenter en rapports de toutes sortes les dirigeants politiques. » Chez nous, souligne un diplomate, un seul chercheur fait le travail qui est fait aux Etats-Unis par vingt-cinq personnes.

Quelques engagements s'efforcent de combler ce retard, notamment l'Institut français des relations internationales (IFRI), créé par Thierry de Montbrial, qui fut le premier directeur du CAP.

T.F.

« La Revue française de science politique » a consacré une étude au CAP, en décembre 1982, sous la signature de Samy Cohen.

### Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

### UNE ÉDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande



# société

## LA DÉCOUVERTE D'UN ARSENAL TERRORISTE A PARIS

### Le chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises pourrait être inculpé de deux assassinats

La Direction de la surveillance du territoire (DST) vient de marquer un point important dans l'enquête qu'elle conduit, depuis l'automne 1984, sur les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), responsables de six attentats sur le territoire français de 1981 à 1984. Désormais les convictions de ses conquêtes pourraient devenir des preuves judiciaires accablantes à l'encontre d'Abdallah Georges Ibrahim, considéré comme le responsable des FARL en Europe, arrêté à Lyon le 24 octobre 1984 et transféré à Paris. C'est la libération de celui que les FARL, ou ce qu'il en reste au Liban, avaient vainement tenté d'obtenir, en enlevant, le 23 mars, M. Gilles Sidney Peyroles, directeur du Centre culturel français à Tripoli, finalement libéré sans motif d'échange le 1<sup>er</sup> avril.

Il y a quelques jours en effet — le mardi 2 avril exactement — les policiers de la DST, agissant sur commission rogatoire délivrée par un juge d'instruction lyonnais, M<sup>re</sup> Marie Kleinmann, ont perquisitionné dans un appartement du 18, rue Lacroix, à Paris (17<sup>e</sup>), qui était l'une des « planques » d'Abdallah Georges Ibrahim. Ils y ont découvert une vingtaine de kilogrammes d'explosifs, deux lance-roquettes, des pistolets, des revolvers, des armes de poing. L'une de celles-ci, un pistolet télécommandé CZ-70 VSOR de calibre 7,65 pouvait, selon les premières vérifications policières, être l'arme qui a servi lors de deux assassinats revendiqués par les FARL. Le premier est celui du lieutenant-colonel Charles Ray, attaché militaire de l'ambassade américaine, le 18 janvier 1982 à Paris. Le second est celui de Yacov Barsimantov, deuxième secrétaire de l'ambassade d'Israël à Paris, le 3 avril 1982, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

#### Charges judiciaires

Cette hypothèse policière devra évidemment être confirmée par l'expertise officielle de l'arme, réalisée par les services de police scientifique. Si tel était le cas, Abdallah Georges Ibrahim, qui n'était jusqu'ici inculpé que d'association de malfaiteurs et d'usage de faux documents administratifs, pourrait se retrouver, désormais, sous une double inculpation d'assassinat. L'instruction le concernant, jusqu'ici confiée à M<sup>re</sup> Kleinmann, juge d'instruction lyonnais, pourrait alors être confiée aux juges d'instruction chargés de l'assassinat de Charles Ray — M<sup>re</sup> Martine Anzani du tribunal de Paris — et de Yacov Barsimantov — M. Jacques Ponsard du tribunal de Nanterre.

D'une conviction policière, l'on risque donc de passer à de lourdes charges judiciaires. Abdallah Georges Ibrahim pouvait, jusqu'ici,

espérer une condamnation légère, faute de preuves matérielles suffisantes. Ce jeune homme barbu, âgé d'environ vingt-cinq ans, titulaire d'un diplôme d'ingénieur d'une université de Beyrouth, est resté muet devant le juge d'instruction lyonnais, bien qu'il parle fort bien le français, et l'on ne pouvait jusqu'à cette perquisition invoquer à son encontre que la possession de fausses identités (un passeport algérien authentique au nom d'Abdelkader Saadi et un faux passeport marocain).

Ce rebondissement de l'enquête menée par la DST est le fruit d'un long travail, selon les méthodes classiques de police judiciaire. Tout démarre avec l'arrestation, le 6 août 1984, à Trieste, dans le train Orient-Express, d'un jeune Libanais, Abdallah Mansouri, par la police italienne. Il est porteur de 7 à 8 kilogrammes de Sektex, un explosif de fabrication tchécoslovaque fréquemment utilisé par les terroristes du Proche-Orient. Détenteur d'un faux passeport marocain, il se rendait à Paris et venait de Ljubljana, en Yougoslavie.

#### Logistique française

La DST est informée, tandis que les policiers italiens et yougoslaves remontent jusqu'à une jeune Libanaise, Dahar Ferial, qui parageait la chambre de Mansouri à Ljubljana. Elle est fille, repérée à Paris, et ainsi la DST découvre l'existence d'Abdallah Georges Ibrahim et l'une de ses « planques » lyonnaises. C'est alors qu'il allait tout simplement réviser, le 24 octobre 1984, la location de cet appartement et repérer sa caution que celui que les policiers français considéraient comme le chef militaire des FARL en Europe est interpellé par la DST. Dans la foulée, les policiers italiens interpellent à Ostie, près de Rome, une autre militante des FARL, Joséphine Abdo Sarkis, le 19 décembre 1984.

Commence alors un patient travail d'exploitation des renseignements obtenus et des documents découverts par les policiers, notamment l'agenda d'Abdallah Georges Ibrahim. Les enquêteurs de la DST se rendent à la DST, puis en Belgique, à Madrid et aux Baléares. L'Office d'Europe, Genève, où les policiers identifient un compte bancaire utilisé par Abdallah

Georges Ibrahim. C'est cette découverte qui permettra de remonter jusqu'à l'appartement de la rue Lacroix.

Cette enquête risque de réserver de nouvelles surprises. Les FARL, en effet, un groupe très particulier, dont l'une des caractéristiques, est d'avoir noué des contacts très étroits avec la noria terroriste européenne : Action directe en France, la Fraction armée rouge en RFA (la similitude de sigle est, de ce point de vue, significative), les Cellules communistes combattantes en Belgique. Les policiers savaient, avant l'arrestation d'Abdallah Georges Ibrahim, que plusieurs attentats des FARL en France — notamment ceux de l'été 1982 — avaient bénéficié d'une logistique française, notamment pour la diffusion des revendications, les coups de téléphone à la presse et la sécurité des membres du groupe. Ils en savent beaucoup plus aujourd'hui.

Cette imbrication du terrorisme ultra-gauche français et européen, que l'enquête actuelle confirme, s'explique par l'origine particulière de ce petit groupe. Les FARL sont composées de jeunes chrétiens libanais, originaires d'un même village du Liban du Nord, en zone contrôlée par les troupes syriennes, Koubeysat. Ces militants d'extrême gauche — guère plus d'une trentaine, moins sans doute — sont issus du Parti populaire syrien (PPS), organisation libanaise à l'orientation « pan-arabe » et de ce fait alignée sur la Syrie. Basculant dans le terrorisme, ils parlent tout parfaitement le français et, pour certains, connaissent déjà notre pays — ont ainsi tissé des liens avec le FPLP de Georges Habache, lui aussi lié à la Syrie.

Tous ces éléments, qui pourraient révéler sur d'autres dossiers criminels concernant des terroristes français ou européens, sont confirmés par le témoignage de Gilles Peyroles qui, durant ses neuf jours de détention, a discuté en français avec des interlocuteurs non masqués, qui faisaient état de leur parfaite connaissance de la mouvance terroriste européenne. Nul doute que la DST saura entendre le témoignage du diplomate français.

EDWY PLENEL

## LE RAPPORT VIVIEN SUR LES SECTES

### Une première « photographie »

Le rapport de M. Alain Vivien, publié mardi 9 avril, avait été demandé en 1982 par M. Pierre Mauroy, alors premier ministre. Il est une première photographie, quoique incomplète, du phénomène des sectes en France. Rappelant qu'au moins six questions parlementaires posées avant juin 1981 étaient demeurées sans réponse, et que, même depuis le changement de gouvernement, « aucune réflexion d'ensemble n'avait été conduite », le député socialiste présente une « enquête géographique » des sectes en France réalisée fin 1982 par l'ensemble des directions régionales et départementales des renseignements généraux du ministère de l'Intérieur. Laissant de côté les nombreux petits groupes, qui s'élevaient à huit cents, cette enquête a répertorié quelque cent seize associations ou groupes, dont plus de 80 % ont été déclarés officiellement.

Selon l'enquête, il y a 48 groupes dans la « mouvance orientale » avec 15 398 adeptes, 45 groupes « syncretiques et ésotériques » avec 10 532 adeptes, et 23 groupes « racistes, fascistes et divers » avec 6 038 adeptes.

Le rapport souligne la provenance étrangère de la plupart des sectes. Krishna, par exemple, est dirigée par un gourou américain ; Moon est Sud-Coréen ; la Nichiren Shoshu a des liens avec la secte japonaise Sokka Gakki ; les Témoins du Graal sont dirigés par un Polonais ; la Scientologie a été fondée par un Américain ; la Nouvelle Acropole a son siège en Argentine. Selon l'étude, quelques départements polarisent l'installation des sectes, notamment le Bas-Rhin, les Bouches-du-Rhône, l'Indre-et-Loire et la Haute-Savoie.

Après une description des pratiques des principales sectes actives en France (Moon, les Enfants de Dieu, Iso-Zen, les Trois Saints-Cœurs, la Scientologie, Krishna, la Méditation transcendante, la Nouvelle Acropole et le Nichiren Shoshu), le rapport consacre deux chapitres bien documentés aux sectes devant la loi française, puis à des comparaisons avec des pays étrangers. En France, reconnaît l'auteur, les sectes n'ont fait l'objet d'aucune législation particulière. Comparées aux associations déclarées (selon la loi de 1901) ou cultuelles (loi de 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat) (1), elles sont uniquement soumises aux règles du droit commun. Mais les sectes peuvent faire l'objet d'actions répressives en cas : a) d'infraction au code pénal (séquestration de personnes, proxénétisme, débauchage de mineurs, escroquerie et abus de confiance... (2) ; b) de règlements spécifiques à différentes administrations (organisation de manifestations culturelles, quêtes sur la voie publique, législation douanière et fiscale, obligation scolaire, Sécurité sociale, exercice

illégal de la médecine, code du travail, etc.).

Le chapitre sur les pays étrangers montre que la majorité des Etats n'ont pas élaboré de législation spécifique concernant les sectes. Les régimes communistes ont généralement une attitude très répressive face aux sectes, alors que les Etats-Unis, où on compte près de 3 000 sectes regroupant environ 3 millions de membres, se distinguent par leur grand libéralisme. Mais la législation fédérale, particulièrement libérale, se voit contrecarrée par des dispositions beaucoup plus répressives adoptées par certains Etats. L'Etat de New-York, par exemple, propose un dispositif législatif nouveau autorisant la mise sous tutelle temporaire — pendant quelques semaines — d'un adepte majeur à la demande de sa famille afin de lui permettre, une fois sous-

trait aux pressions de son entourage religieux, de déclarer au terme de sa tutelle qu'il infirme ou confirme son choix initial.

A. W.

## Les neuf propositions

Le rapport se termine par neuf propositions formulées par M. Alain Vivien, pour répondre à la demande initiale de M. Mauroy : « Proposer des mesures propres à garantir la liberté d'association au sein des sectes, tout en préservant les libertés fondamentales de l'individu. »

1. — Créer une structure interministérielle de coordination qui aura pour tâche de suivre le problème des sectes, sous la direction d'un haut fonctionnaire désigné auprès du premier ministre.

2. — Prévenir et informer avec impartialité sur le phénomène sectaire. Cette information devrait être à la disposition des travailleurs sociaux, du corps enseignant, des associations de parents et de jeunes.

3. — Promouvoir une laïcité ouverte, qui devrait permettre, un exposé et, le cas échéant, une confrontation des diverses idéologies religieuses ou philosophiques à l'école ; développer une pédagogie des droits de l'homme, afin que l'enfant ou l'adolescent dispose d'instruments moraux et spirituels qui lui permettent des choix idéologiques avec les meilleures garanties de leur libre examen et de leur propre autonomie intellectuelle.

4. — Dépenser le cadre national en favorisant le regroupement des associations et institutions qui suivent spécialement ces problèmes et que cette confédération internationale obtienne le statut d'organisation internationale non gouvernementale.

5. — Mieux informer le grand public. La Haute Autorité audiovisuelle doit alerter les médias sur les événements d'actualité liés aux sectes, qui ne devraient jamais être isolés de leur contexte afin que l'on puisse identifier avec la plus grande impartialité la nature et l'objet réel de la secte.

6. — Médiation. — Instituer dans chaque région un organisme de type associatif composé de quelques personnes bénévoles à compétence pluridisciplinaire — membres du corps enseignant, travailleurs sociaux, psychologues, représentants d'Eglises — qui tenteront de maintenir un contact avec la famille et l'adepte d'une secte. Dans l'hypothèse où cette médiation se révélerait impossible, M. Alain Vivien propose que « la famille, à l'instar de la législation américaine en cours d'élaboration, puisse saisir un juge

de la famille » des problèmes posés par la rupture, non médiée, constatée entre elle-même et l'adepte de la secte ».

Ce juge de la famille pourrait « diligenter une enquête au sein de la secte afin de déterminer si la liberté de choix de l'adepte n'a fait l'objet d'aucune manipulation, et prononcer une mise sous tutelle provisoire conformément à un nouvel alinéa qui pourrait être ajouté à l'article 488 du code civil et dont la rédaction pourrait être la suivante : « Le majeur peut pareillement être protégé en cas d'atteinte manifeste portée à son intégrité psychique ou physique, par quelque groupement que ce soit (...) ».

Dans ce cas, « l'adepte pourrait être tenu de quitter provisoirement la secte dans laquelle il est entré pour une durée brève, de quelques semaines au maximum ». Libre de toute pression, soit de sa famille, soit de la secte, l'adepte confirmerait ou infirmerait son choix.

7. — Adapter le code de la Sécurité sociale pour permettre la prise en charge par le régime général, à titre exceptionnel, de personnes issues volontairement des sectes, qui ne bénéficient ni d'une couverture sociale ni de revenus suffisants pour régler les cotisations du régime volontaire.

8. — Venir en aide aux Français expatriés. — Depuis 1981, les consulats français ont été habilités à faciliter le retour des nationaux, et des notes d'information ont été rédigées à l'intention de nos représentations diplomatiques sur les principales sectes internationales. Ces initiatives doivent être encouragées et poursuivies.

9. — Affirmer les droits de l'enfant en tant que personne humaine, qui n'est pas la propriété absolue de ceux qui l'ont engendré, même s'il vit dans leur dépendance immédiate et même si l'éducation familiale est un droit et une responsabilité primordiale des parents. M. Vivien propose que chaque enfant, à partir d'un an, ne figure plus sur le passeport de l'un ou de l'autre de ses parents mais dispose d'une carte d'identité ou d'un passeport individuel.

Pour respecter le droit de l'enfant à l'école, enfin, les écoles des sectes qui entraînent les élèves dans un « milieu univoque » doivent disparaître « dans le cadre de la réflexion actuelle conduite sur le système éducatif français, sur le base de la laïcité ouverte et du pluralisme des convictions et des projets pédagogiques ».

RECTIFICATIF. — Le tableau illustrant les conclusions de l'enquête nationale sur les liens entre la consommation abusive d'alcool et les accidents (Le Monde du 28 mars) comportait une erreur : les chiffres de la quatrième colonne ne concernaient pas les policiers. D'autre part, l'étude est disponible au siège du Haut Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme, 57, rue de Varenne 75007, Paris, (tél. : 556-80-00).

## ROUMANIE UNE TERRE UNE MER

Cet été, pour changer, que diriez-vous d'un autre voyage, d'une autre terre, d'une autre mer ?

La Roumanie vous attend, multiple, riche, étonnante.

Celle des profondeurs avec son Danube vert, ses Carpates, son folklore et celle de la Mer Noire avec son bronzage intense, son farniente absolu et ses hôtels confortables.

Les prix ? Pas plus gros que ça.

N'hésitez pas.

1 semaine entre Danube et

Carpates, avion compris, à

partir de 3.410 F.

2 semaines de farniente

au bord de la Mer

Noire, avion compris, à partir de

2.610 F.

742 50 50  
OFFICE NATIONAL  
DU TOURISME ROUMAIN  
88, avenue de l'Opéra  
75002 PARIS  
742 23 32

Je désire recevoir gratuitement votre documentation sur la Roumanie.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse complète \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_



Indubitablement intensifs ces stages crash de 60 heures !  
4 semaines à mi-temps du 29 avril au 31 mai...  
On sera par petits groupes de 3 ou 4 personnes au maximum, avec un prof Anglais, Allemand ou Espagnol...  
On croit rêver ! Vive le dialogue !  
Choisissez votre centre :

**BERLITZ**  
les langues très vivantes.

Boulogne ..... 60915 10  
Champs-Élysées ..... 72041 60  
La Défense ..... 77368 16  
Nation ..... 37111 34  
Étoile Victor-Hugo ..... 50008 68  
Opéra ..... 74213 39  
Panthéon ..... 63398 77  
St Lazare ..... 52222 23  
St-Germain-en-Laye ..... 97375 00  
Versailles ..... 95008 70  
Service Entreprises :  
74290 10

Gratuit le test d'orientation sans engagement de votre part.



**BERLITZ**  
les langues très vivantes.

## Dans la collection Repères

La formation professionnelle continue



N° 28

31 F

Trois millions de stagiaires par an.

Qui, pourquoi, comment ?

aux Editions

La Découverte

مكتبة الأصل





## Le Monde MEDECINE

# L'arrivée des « mères porteuses »

**Cette nouvelle forme de procréation, encore marginale, pose de redoutables questions médicales, juridiques et morales.**

**P**OUR la première fois en France, un large débat national va, dans les semaines et les mois à venir, être organisé autour des nouvelles méthodes de reproduction artificielle. Cette initiative gouvernementale fait suite à la proposition récemment formulée sur ce thème par le comité consultatif national d'éthique. La mise en œuvre de cette consultation a été confiée à un petit groupe de travail. Elle a fleuveusement coïncidé avec les propos récemment tenus à Vienne par M. Robert Badinter devant le Conseil de l'Europe.

La procréation artificielle, en pratique, se résume aujourd'hui à l'insémination artificielle (avec donneurs ou après conservation du sperme) et depuis peu, concerne également la fécondation *in vitro* (bébé éprouvette).

Reste le vaste chapitre des « mères porteuses », procédé encore très marginal en France (seules quelques grossesses de ce type sont annoncées), mais qui par l'ampleur des mythes qu'il véhicule et des polémiques qu'il soulève, rencontre un écho sans précédent.

Sans doute conviendrait-il de ne pas parler de « mère porteuse », et de ne réserver cette formule qu'à la femme qui accepterait de porter un embryon né de la fécondation par un spermatozoïde d'un ovule qui ne serait pas le sien. Un « embryon éprouvette », en somme, qui lui serait étranger et dont elle assurerait la seule gestation. Or, celle qu'on nomme « mère porteuse » aujourd'hui est une femme fécondée par le sperme du mari d'un couple demandeur. Elle porte l'enfant pendant la grossesse et s'engage à le « donner » dès sa

naissance. Outre la gestation, elle donne aussi son ovule et son patrimoine génétique qui pour moitié est présent chez l'enfant. « Elle est donc à la fois, résume le professeur Emile Papiernik (hôpital Antoine-Béclère, Clamart) *mère porteuse, mère génétique et mère utérine.* »

En principe, il s'agit là d'une forme de réponse non médicale au problème de la stérilité féminine. La femme demandeuse ne peut avoir d'enfant. Il n'existe néanmoins aucune règle, et rien n'interdit d'imaginer que des femmes fertiles, mariées ou non, mais refusant l'idée d'être enceintes, fassent porter, moyennant salaire, « leur » enfant par une femme porteuse, sorte de nourrice par anticipation.

### Large consensus

De la même manière, le recours à la technique de l'insémination artificielle n'est bien évidemment pas obligatoire. S'il est vrai qu'elle permet de préserver une forme d'anonymat, rien n'interdit de penser que la fécondation puisse, dans certains cas, être le fruit de méthodes moins sophistiquées. Enfin, si on accepte le principe de la légitimité de la demande d'une femme seule, on voit mal comment on pourrait s'opposer à une demande émanant d'un couple d'homosexuels (hommes ou femmes) ou *a fortiori* d'un homme seul. A moins d'avancer l'argument de l'intérêt de l'enfant.

Mais qui, dès lors que la société n'aurait aucun droit de regard sur de tels échanges, pourrait s'interroger sur le pour et le contre ? D'autant que l'enfant

serait né, vivant, donné d'un côté et demandé de l'autre. C'est en cela, déjà, qu'il y a quelque illusion à assimiler le « portage » à la simple adoption par anticipation.

Au-delà des difficiles questions posées par les mères porteuses, il existe, semble-t-il, un large consensus sur quelques points précis. C'est, par exemple, la nullité, au regard du droit, du contrat passé entre la demandeuse et la donneuse, qui ne pourrait donc en aucune manière être utilisée en cas de litige. En d'autres termes, si, après son accouchement, la mère biologique désire garder son enfant, nul ne peut l'empêcher. Nul ne peut non plus la contraindre à ne pas l'abandonner, même lorsque (en cas de malformation génétique) la demandeuse refusera de l'accueillir. Dès lors, on aurait fabriqué de toutes pièces un orphelin.

L'autre accord porte sur l'interdiction faite à des individus ou à des associations de se constituer en intermédiaires à des fins lucratives ou non. Reste à définir la notion d'intermédiaire : les médecins qui portent le diagnostic de stérilité, qui réalisent l'insémination artificielle et l'accouchement de l'enfant, tombent-ils sous le coup de la loi pénale ? Reste aussi à mesurer l'effet « pervers » d'une telle interdiction qui sera, soit de nature à développer un marché clandestin et rémunérateur de la gestation par ailleurs, soit à créer une totale inégalité entre ceux qui auront des « relations » et ceux qui, privés d'un large cercle de famille ou d'amis, ne trouveraient aucun remède à leur détresse.

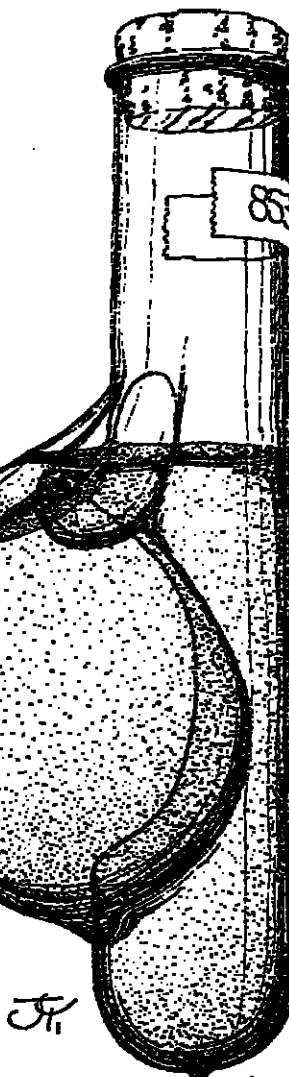
De manière tout à fait curieuse, le débat sur les mères porteuses a jusqu'à présent trop souvent gommé les aspects biologiques et médicaux. Et tout se passe comme si on avait établi comme postulat que la grossesse était une période neutre pendant laquelle la femme et l'enfant qu'elle porte n'établissent aucun échange, aucun dialogue. Comme si, en

résumé, il ne s'agissait là que d'un simple « portage » mécanique, ce qui à l'évidence est soit un mensonge, soit une illusion supplémentaire.

De la même manière, les partisans d'une telle pratique n'évoquent nullement les dangers encourus par la femme enceinte. Or, si la grossesse n'est pas *a priori* un état pathologique, elle n'en est pas moins toujours une période à risques. Risques immédiats (phlébites, accidents cardiaques, césarienne, etc.). Risques ultérieurs aussi, (avenir obstétrical plus difficile).

A ces différents éléments, il faudrait ajouter d'autres menaces : on n'exerce pas « un droit à procréer » sans voir immédiatement poindre d'un côté le vieux démon de l'eugénisme, de l'autre le spectre du commerce des corps humains. « Il existe une belle unité de principe entre la commercialisation, explique le professeur René Frydman (hôpital Antoine-Béclère) : *cependant celle-ci est dans la pratique contraignante. Aux Etats-Unis, les prix ont non seulement doublé depuis 1979 (20 000 à 40 000 dollars), mais ils varient selon les qualités demandées à la mère de substitution (beauté, don pour la musique, diplômes, etc.)* A quand les salons où l'on pourra venir choisir, comparer les qualités des candidates ? »

Tout cela sera-t-il suffisant pour s'opposer au mouvement qui semble aujourd'hui se dessiner en faveur d'une telle pratique, en dépit des condamnations sans équivoque du comité consultatif national d'éthique, du conseil



national de l'ordre des médecins, ainsi que de diverses familles spirituelles ?

Depuis ceux qui ne veulent pas s'opposer par crainte d'être traités de réactionnaires (le parallèle est ici souvent fait avec l'avortement) jusqu'à la nouvelle expression politique d'un ancien féminisme, les arguments ne manquent pas pour justifier ou revendiquer la légitimité des mères porteuses. Beaucoup voient là l'expression d'un nouveau partage, d'une générosité féminine, d'une revanche volontaire et partagée sur le destin. « La générosité n'est pourtant le plus souvent qu'un alibi, confie un membre du comité national d'éthique. *Souvent, les porteuses sont des femmes qui ont été abandonnées par leur mère, ou des chômeuses en mal d'argent. Il y a là de toute évidence une formidable violence en puissance, en même temps qu'un risque majeur de conflits.* »

Vers quoi s'oriente-t-on ? Avant que la consultation nationale soit achevée, plusieurs grossesses seront arrivées à terme. De toute évidence, et en dépit de l'article 345 du code pénal punissant le crime de substitution d'enfant, aucun parquet ne jugera opportun d'engager des poursuites. Après

accouchement anonyme, les enfants seront reconnus par leur père (à moins qu'ils ne l'aient déjà été par acte notarié pendant la grossesse) et on facilitera le mécanisme d'adoption par la mère. Un tel dispositif ne peut néanmoins être que temporaire. Ira-t-on, comme le souhaite le garde des sceaux, jusqu'à aménager la loi sur l'adoption de manière à organiser pour la donneuse un « droit au repentir » similaire à celui dont dispose, pendant trois mois, une femme qui a accouché anonymement, droit qui lui permet de réclamer son enfant et établir ainsi la filiation ?

### Nouvelle illusion

« Certes, reconnaît M. Badinter, pour l'enfant, deux parents valent sans doute mieux qu'un. Mais que pèse cette sage observation dans nos sociétés où le divorce est commun, où la mère peut être célibataire et vouloir tout ignorer de son partenaire, où l'on ne s'émue pas du sort des enfants à naître d'une femme hétéro épousant un homme alcoolique », ajoutant : « Et il y a sans doute quelque paradoxe à invoquer l'intérêt de l'enfant pour lui interdire de naître. » Double et extraordinaire paradoxe, à vrai dire, quand on se souvient que ce même type d'argument était, il y a peu, avancé par les plus chauds partisans de la légalisation de l'avortement.

Le débat sur les mères porteuses dépasse et de loin la seule question de la légitimité de l'adoption par anticipation. Il s'inscrit dans un contexte plus large, où les progrès médicaux aidant, la stérilité devient un état insupportable en même temps que se dessine une nouvelle illusion : celle du droit à la procréation individuelle, alors qu'il ne s'agit le plus souvent que de formes différentes d'adultère biologique.

« Jusqu'où les structures juridiques et sociales de la parenté pourront-elles être manipulées par les intéressés ? », interroge M<sup>me</sup> Catherine Labrousse, professeur de droit (Paris-Sud). Jusqu'où faudra-t-il aller avant de pouvoir faire le partage entre le possible, le raisonnable et ce qui devrait demeurer un chapelet de désirs et d'illusions en souffrance ?

JEAN-YVES NAUL

Les actes du colloque « Génétique, procréation et droit », qui s'est tenu à la Maison de la Chimie, à Paris, les 18 et 19 janvier dernier, viennent d'être publiés.

\* « Génétique, procréation et droit. 1985. » Actes Sud, Hubert Nyssen, éditeur, 569 pages, 195 F.

## Ne créons pas d'enfants thérapeutiques !

par le docteur CYRILLE KOUERNIK (\*)

**M**ÊME chez l'enfant conçu dans les conditions les plus prosaïques, c'est-à-dire celles de l'union d'un homme et d'une femme unis par les liens du mariage, il peut y avoir une inquiétude concernant le mystère de sa procréation. Les auteurs psychanalytiques nous ont appris que l'enfant ne réveille-t-il pas en lui-même l'idée d'un père et d'une mère identifiables à tendance, dans ses fantasmes, à s'imaginer que ses parents réels, naturels et légaux ne sont pas ses vrais parents. Et notre société avait fini par adopter un gentil conte d'enfants, destiné précisément à rassurer celui-ci sur ses origines.

De graves personnes barbares de composition et de science lui apprenaient ainsi qu'il était né dans le ventre de sa mère et qu'une graine, obligatoirement apportée par son père, avait également joué un rôle important dans cette grande première. On omettait simplement de signaler que l'apport de cette graine s'accompagnait, dans les cas heureux, pour les deux partenaires d'une sensation fort agréable.

Quand il s'agit d'un enfant adopté, la situation est déjà plus complexe. Là aussi, de nombreux travaux ont fini par nous faire admettre qu'il fallait dire la vérité à l'enfant, à savoir qu'il avait eu une vraie mère. Mais, pour les besoins de la cause, afin que cet enfant, découvrant qu'il était adopté et non pas naturel, ne se mette à la recherche de sa mère

biologique, on avait décidé d'un commun accord de déclarer celle-ci morte, dans le double but de la déculpabiliser (de l'abandon) et d'éviter que l'enfant ne se mette réellement en quête de cette mère.

### Un grand risque

On peut dire que, dans l'ensemble, les résultats de l'adoption ont été satisfaisants. Il me paraît néanmoins de rappeler qu'il y a entre l'adoption et les procréations de la procréation moderne, une différence essentielle. L'enfant qu'on adopte a le mérite d'exister ; il est en état de danger de mort sociale. Les parents qui l'adoptent ne cèdent pas à un désir, après tout égoïste, de voir perpétuer leur espèce et parfois de combler par un enfant à venir leur vide existentiel ; ils opèrent un sauvetage.

L'enfant qu'on va bâtir, un peu à la façon dont Frankenstein a tiré son robot du néant, n'existe pas et, manifestement, ne demande rien quand on le crée ; quand, à l'aide d'un jeu subtil de transport de sperme, d'implantation d'ovule, on le crée de toutes pièces, on prend envers lui des engagements qu'on ne saura peut-être pas tenir.

Loin de moi l'idée d'accuser les parents tourmentés par leur incapacité à se reproduire d'être uniquement des égoïstes. Néanmoins, ils

le sont jusqu'à un certain point. L'enfant qu'ils veulent est une théorie, un fantasme, qu'une extraordinaire virtuosité des ingénieurs de la reproduction va tirer du néant à la vie. Mais cet enfant naîtra avec un large point d'interrogation marqué sur le front. Pourra-t-on, à l'instar du conte genêt et aseptique raconté à l'enfant né véritablement de papa et de maman, lui dire qu'il est bien né de la graine de papa mais que celle-ci a été remplacée dans le ventre d'une dame autre que maman ? Quand on a eu l'occasion de s'entretenir de leur naissance avec des enfants de quatre ans ou plus, on conçoit l'extraordinaire importance que revêt pour eux ce mystère de leur propre venue au monde.

Ce n'est pas sans douleur ni sans hésitation qu'on a finalement décidé de recommander aux parents adoptants de dire la vérité à leurs enfants. Les choses se passent infiniment mieux maintenant, même dans le cas d'insémination artificielle, procédé beaucoup moins complexe et troublant qu'un séjour en colonie utérine. Je crois pourtant que cette vérité, qui trouble le père légal mais non biologique en l'empêchant de considérer cet enfant qui porte son nom comme la chair de sa chair, sera encore plus boulever-

(\*) Neuropsychiatre. Professeur honoraire au collège de médecine des hôpitaux de Paris.

sante pour l'enfant né d'un rap- quage utérin.

En ayant recours à une mère transitoire consentante et éventuellement rémunérée pour ses fatigues, considérée au fond comme un bouillon de culture sur lequel on repique une colonie bactérienne qu'on transporterait ailleurs après, on fait courir un risque qui est difficilement appréciable à un enfant qui n'a pas encore d'existence. Nous avons, pendant très longtemps, accepté le dogme d'un déterminisme génétique inflexible. Ce dogme est, à l'heure actuelle, largement contesté.

Puis, sous l'influence de la pensée freudienne, nous avons pensé qu'on pouvait modeler le passé en l'évoquant, et nous avons incité des dizaines, voire des centaines de milliers de nos concitoyens à se complaire dans une introspection stérile. Le moment est venu peut-être d'essayer de faire de la prospective. Nous avons étudié assez de destinées infantiles pour pouvoir dire que cette façon de concevoir de pièces et de morceaux une existence humaine nouvelle, façon qui tient du billard électrique plus que du déroulement normal des choses, peut grever lourdement l'avenir de l'enfant.

Quel que soit le désir d'avoir des enfants, que ce soit dans le but de perpétuer sa race, de jouer le rôle de mère, ou de combler un vide fait de l'enfant, ne créons pas d'enfants thérapeutiques ; ce sont eux qui paieront plus tard le prix de cette étrange médication.

### Pan Am.

## 15 jours en Californie à partir de 7610 F.

Prix par personne pour une famille de 2 adultes et 2 enfants de moins de 12 ans en chambre quadruple pour 14 nuits, comprenant aussi le transport aérien Paris-Los Angeles - Paris ou Paris - San Francisco - Paris et une voiture avec kilométrage illimité.

### VACANCES FABULEUSES

Demandez la brochure à votre agent de voyages ou à Vacances Fabuleuses : 1, rue Scribe, 75009 Paris.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Lic. 1004 A

**PAN AM**

ملء اسمك الأول

« MÈRES PORTEUSES »

# Les défis du docteur Geller

« Je suis fondamentalement un insoumis. L'œil brille derrière les lunettes. Le geste enveloppe l'interlocuteur. Il n'est pas mécontent, le docteur Sacha Geller, d'être depuis l'an dernier dans le collimateur du secrétariat d'État à la santé, à propos des mères porteuses. Il ne déteste pas qu'on parle de lui, même en mal.

Depuis vingt ans, cet ancien marin (officier de la marine marchande avant d'entreprendre des études médicales) s'embarque sur tous les bateaux porteurs de l'endocrinologie en les prenant à l'abordage. La pilule, l'avortement, les banques de sperme, la ménopause, et maintenant les mères porteuses, rien ne lui a échappé. Depuis vingt ans, il agace, il provoque, il conteste, il polémise et passe outre. La majorité du corps médical regarde ce vilain petit canard avec des yeux de reproche. Lui se sent supérieurement armé pour débattre, appelant à sa ressource — non sans coquetterie — les ressources d'une culture qui ne se limite pas à son bagage scientifique.

Au détour d'une phrase, il cite Sartre ou Picasso, Malraux ou Apollinaire, Hugo ou Juvénal. Jusqu'à ce que l'interlocuteur rende les armes. (Le Posez-moi des questions vachardes, je ne crains rien). Les réponses sont simplement noyées sous une argumentation triomphante qui s'achève par : « On me conteste ? La belle affaire ! On me conteste, donc je suis ! ». Et tout à coup, l'émotion, la corde sensible, dont il joue en virtuose : « Si je suis ce que je suis, je le dois à ma mère. Une

femme admirable qui s'est sacrifiée pour ses enfants. L'amour maternel, croyez-moi, je sais ce que c'est. C'est peut-être là, d'ailleurs, inconsciemment, une explication de mon combat actuel. »

Dans ses tiroirs, il y a quelques trois cents dossiers de couples qui le pressent pour le Bon Dieu et lui écrivent des lettres bouleversantes. Certains le croient gynécologue. Il préfère se définir comme spécialiste de l'exploration fonctionnelle des glandes endocrines.

C'est à sa rencontre en 1954 avec le professeur Max Jayle, qui avait mis au point des méthodes de dosage des hormones, que le docteur Geller attribue sa vocation.

## Trente volontaires

Né sur les bords de la Neva en 1922, Sacha Geller a suivi sa mère, médecin, fuyant le régime soviétique pour se réfugier à Marseille. « Ses diplômes n'avaient pas de valeur ici, explique-t-il, elle a dû recommencer toutes ses études en exerçant le métier de sage-femme.

« Moi, je voulais être officier de marine. Puis la guerre est arrivée, je suis entré dans la Résistance, mais la mort de mon frère jeune a orienté différemment ma vie. D'abord, je me suis jeté avec bousillage dans les études pour oublier : licences en droit, en lettres, en sciences. J'avais des facilités. Ensuite, pour ne pas abandonner ma mère, j'ai entrepris des études médicales en 1947. Je suis parti, Boursier à la Fulbright, j'ai passé un an

aux États-Unis, et à mon retour j'ai rencontré avec Jayle a décidé de mon orientation. Je me suis coupé de tout avenir local, mais ce que j'ai fait, j'ai fait tout seul et contre tous. On peut penser que je suis un emmerdeur, mais on ne peut pas me reprocher mon incompétence. »

Ce qu'a fait le docteur Geller ? Il a créé le CEFER (Centre d'exploration fonctionnelle et d'études de la reproduction) (1).



« Un laboratoire qui fait le pont entre la clinique et le chimiste, à la fois laboratoire d'endocrinologie et centre de recherche. A cela s'est bientôt ajoutée une banque de sperme. « Créée, affirme-t-il, pour aider une femme à concevoir une thèse de doctorat en sciences sur les mitochondries du sperme. »

Le docteur en sciences achevé, le docteur Geller n'a pas

fermé sa banque. Au contraire, il en a profité pour partir en guerre ouverte contre les CECOS (Centres d'études et de conservation du sperme). « Quand j'ai su comment ils fonctionnaient, dit-il, je me suis dit que c'était une mascarade. Ils ne veulent que des couples, on ne peut pas être donneur célibataire et on passe devant un tribunal qui juge si la femme stérile peut être inséminée. On vous délivre un permis d'enfant. En outre, il n'y a pas assez de sperme, et il faut attendre deux ou trois ans. Moi je rémunère les donneurs (140 F), j'accepte les célibataires. »

Il y a un peu plus d'un an, le docteur Geller a enfoncé un nouveau cheval de bataille : les « mères d'accueil ». « Tout cela s'inscrit dans la même logique, affirme-t-il. Je me bats depuis vingt ans pour que la femme soit libre. Libre de refuser les enfants non désirés, mais libre d'en avoir avec les moyens dont la science dispose quand la nature les lui refuse. »

Cela lui vaut les foudres du secrétariat d'État à la santé, qui a demandé la dissolution de l'association « Mères d'accueil ». C'est fait depuis le 16 septembre 1984. Moyennant une indemnité forfaitaire de 50 000 F, cette association se proposait de mettre en rapport un couple stérile avec une « mère porteuse » volontaire pour un « prêt d'utérus », le temps d'une grossesse provoquée à l'aide d'une insémination artificielle avec le sperme du mari. « C'est en officialisant la pratique qu'on évite tous les trafics », affirme le docteur Geller.

C'est un leitmotiv chez le docteur Geller : il ne touche pas d'argent et le proclame à toutes les occasions. C'est à se demander de quoi il vit. Il répond : « De mon cabinet libéral, parbleu ! Je suis un spécialiste connu. On vient de loin pour me consulter. » Et ça coûte cher. Entre 500 F et 750 F la visite. « Bien sûr, reconnaît le docteur Geller, si quelqu'un arrive de Londres, je ne vais tout de même pas lui demander 200 F, c'est ridicule. Mais, croyez-moi, l'argent, pas plus que les honneurs, ne m'intéresse. »

## Six grossesses en cours

Passant outre aux mises en garde, le docteur Geller a procédé aux premières inséminations de « mères porteuses ». Parmi les trente volontaires qui ont fait des offres de services, six grossesses sont en cours. Il proclame : « J'ai en prison s'il le faut. »

Le bouillonnant endocrinologue, après avoir polémiqué avec le professeur Roux, directeur général de la santé, vient d'adresser une lettre ouverte au professeur Jean Bernard, président du comité national d'éthique. Déplorant le refus du dialogue, il cite le mot cruel d'Eisenstein : « Les idées nouvelles finissent par s'imposer, non parce qu'elles sont meilleures, mais parce que ceux qui les combattent finissent par mourir. »

JEAN CONTRUCCI.

(1) 21, rue Edmond-Rostand, 13005 Marseille.

## L'escroquerie des crèmes rajeunissantes

par le Pr ANDRÉ LWOFF (\*)

L'ADN, l'acide désoxyribonucléique, support de l'hérédité, substrat de l'évolution, a été depuis un quart de siècle l'objet de travaux remarquables qui lui ont conféré une grande notoriété. Une molécule aussi célèbre ne pouvait manquer d'être exploitée commercialement.

C'est ainsi qu'un ADN de bonif est censé pénétrer dans la cellule humaine et venir remplacer l'ADN vieillissant. On imagine ce qui pourrait advenir si la réalité était en accord avec la publicité ! Telle crème vendue à un prix exorbitant renfermerait des « cellules fraîches ». Lorsque dans une cellule vivante est introduite dans une « crème », elle meurt immédiatement. La crème en question renferme donc des cellules mortes depuis des semaines, des mois, ou des années, et en voie de décomposition plus ou moins avancée. Qualifier ces cellules de « fraîches » est une escroquerie pure et simple. Voici qu'apparaît sur le marché des médicaments un « ADN intégral ». Cet ADN, « ayant conservé son intégrité moléculaire », est censé, après injections répétées, supprimer les rides. On souhaiterait que les lois et règlements qui interdisent les publicités frauduleuses soient un jour appliquées. On souhaiterait aussi que les journaux de mode — dont les plus prestigieux — ne publient pas de prétendues interviews sur la thérapeutique du cancer, qui sont de simples — et inadmissibles — articles de publicité pour des produits non définis, dont l'efficacité n'a jamais été démontrée.

(\*) Prix Nobel.

# Le corps médical croît et se féminise

Avec 256 médecins pour 100 000 habitants, la France est un des pays les plus médicalisés du monde. Une densité médicale qui devrait s'accroître jusqu'en... 2010.

Au mois de juillet 1984, la France comptait 141 500 médecins en activité. Au début de 1974, le tableau du conseil de l'ordre ne comportait que 78 000 noms. En dix ans, l'effectif du corps médical a donc doublé. Et même si, depuis 1979, cet accroissement se fait à un rythme moins rapide, la densité médicale est tout de même passée de 200 praticiens pour 100 000 habitants en 1979, à 256 pour 100 000 en 1984. Et ce n'est pas fini, puisque le nombre des médecins devrait augmenter d'environ 22 % dans les cinq prochaines années, soit à un rythme beaucoup plus rapide que celui de l'accroissement de la population générale.

Deux rapports publiés par le conseil national de l'ordre des médecins (1), qui révèlent ces statistiques, montrent que la France est dans le peloton de tête des pays les plus médicalisés du monde.

## Rajeunissement

Les rapports ne laissent aucune illusion : le nombre des médecins ne diminuera, en chiffres absolus, qu'à partir de... 2010. D'ici là, le taux de saturation sera largement dépassé. Il faudra donc plus de vingt-cinq ans de sélection drastique, au début des études de médecine, pour arriver à juguler les effets inflationnistes de quelques années « laxistes » au cours desquelles on avait ouvert toutes grandes les vannes de la filière médicale.

Cet extraordinaire accroissement du nombre des médecins s'accompagne d'une très nette féminisation du corps médical. Entre 1979 et 1984, le nombre de femmes médecins a augmenté de 61 %. En 1984, 26 % des médecins étaient des femmes contre à peine 13 % il y a vingt ans.

Autre fait frappant, le rajeunissement : plus de 50 % des médecins actuellement en exercice sont sortis de faculté depuis 1974. A la

date du 1<sup>er</sup> juillet 1984, 31 000 médecins avaient moins de cinq ans d'ancienneté et 66 exerçaient depuis plus de soixante ans.

L'étude du mode d'exercice des médecins révèle une catégorie en très nette augmentation, celle des médecins « potentiellement actifs ».

Il s'agit de ceux qui, lorsqu'ils s'inscrivent au tableau du conseil de l'ordre, ne spécifient pas leur mode d'exercice, soit parce qu'ils

s'installent, soit parce qu'ils sont encore en période de remplacement, soit parce qu'ils sont à la recherche d'un emploi ou en voie de spécialisation. Ces médecins, qui étaient 9 800 en 1979, sont aujourd'hui 19 600.

Cette forte augmentation ne fait que traduire en termes statistiques les difficultés éprouvées, ces dernières années, par les jeunes diplômés. A la date du 1<sup>er</sup> février 1985, 1 009 médecins — dont 486 femmes — étaient inscrits à l'ANPE.

Restent donc les médecins ayant spécifié leur mode d'exercice — les médecins « actifs », — que l'on peut classer en trois catégories :

— Ceux qui exercent à titre privé, en cabinet ou clinique

(exercice libéral) : en 1984, 71 % des médecins appartenaient à cette catégorie ;

— Ceux qui ont une pratique hospitalière : 37 % des médecins ;

— Ceux qui ont une activité salariée (autre que celle qui a pour cadre le cabinet, la clinique privée ou l'hôpital public) : 28 % des médecins.

## Davantage de salariat

Le total dépasse 100 %, du fait du « multi-exercice » de nombreux médecins. Un phénomène majoritaire à l'hôpital et en médecine salariée, tandis que le « mono-exercice » reste prédominant en pratique libérale, avec une distinction très nette entre généralistes (26 % ont un exercice multiple) et spécialistes (58 % ont un exercice multiple). Mais, globalement, du fait de la rarefaction des postes à temps partiel en médecine salariée et de l'extension du plein temps hospitalier, le mono-exercice tend à gagner du terrain. Quant au taux de spécialisation, on constate que, de 1979 à 1984, il progresse légèrement, passant de 48,8 spécialistes pour 100 médecins à 49,3 %.

En ce qui concerne le mode d'exercice, l'étude de ces cinq dernières années fait apparaître une relative stabilité, la proportion des médecins libéraux ne variant pas, celle des hospitaliers augmentant légèrement et celle

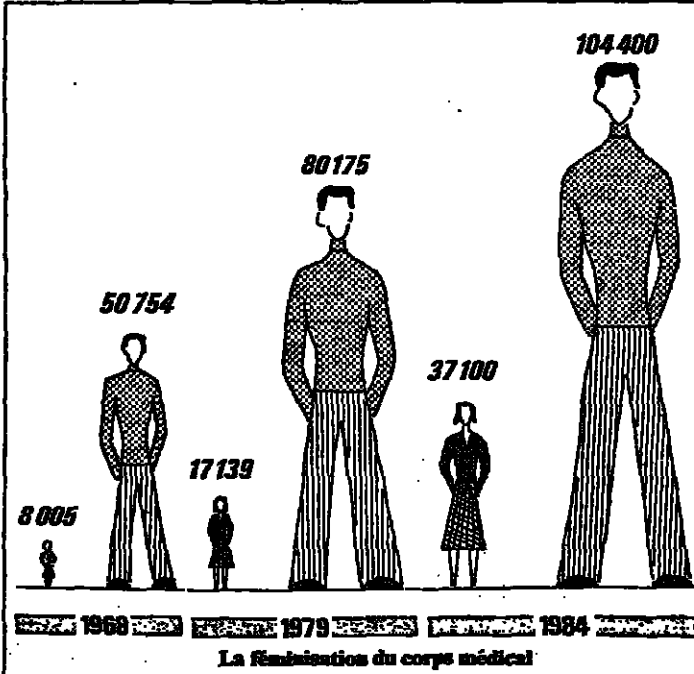
des salariés diminuant un peu (33 % en 1979 contre 28 % en 1984).

On retrouve un taux de féminisation croissant quel que soit le mode d'exercice. En 1984, il y avait 18 % de femmes dans le cadre de la médecine libérale (contre 12 % en 1979), et 25 % dans le cadre de la pratique hospitalière (contre 21 % cinq ans plus tôt). Proportionnellement, il y a plus de femmes spécialistes (26 %) que généralistes (16 %). Pour la première fois dans l'histoire de la démographie médicale, le choix de la médecine libérale est devenu majoritaire dans le corps médical féminin.

Mais c'est la proportion de femmes parmi les médecins salariés qui est la plus frappante : 39 % en 1984 contre 29 % en 1979. Des chiffres à rapprocher des quelque 46 % de femmes qui composent le groupe des praticiens ne spécifiant pas leur mode d'exercice. Il semble bien que les nombreuses femmes médecins à la recherche d'un emploi se dirigent en masse vers le salariat. Un mouvement qui, s'il se confirmait, pourrait constituer l'une des clés du système sanitaire français de demain.

FRANCK NOUACHE.

(1) Ces deux rapports : « Cinq ans d'évolution démographique de la profession médicale (1979-1984) » et « Le corps médical français en 1984 » sont disponibles au siège du conseil national de l'ordre des médecins, 60, boulevard Lazare-Mandrou, 75007 Paris.



## Au milieu du peloton européen

Globalement, avec une densité de 256 médecins pour 100 000 habitants, la France se situe au même niveau que le Danemark et la République fédérale d'Allemagne. En revanche, la densité médicale est plus forte en Belgique et en Italie et moins élevée au Royaume-Uni et en Irlande. A titre

d'exemple, il y avait en 1984 210 300 médecins en activité en Italie et 155 800 en RFA, soit des densités de 210 et 156 pour 100 000 habitants, de l'ordre de 255 en RFA et de 368 en Italie (il faut néanmoins tenir compte de l'intégration des docteurs en odontologie dans la profession médicale italienne).

## Notes de lecture

### Economie du médicament

de M. Tisseiro-Berry et J.-R. Soucarré

Tout sur la sécurité sociale, l'industrie pharmaceutique, ses recherches, la distribution, la consommation et le bon usage du médicament. Il s'agit de la deuxième édition de cette « bible du médicament », qui représente, pour tous ceux qui concernent cet aspect majeur de la politique de santé, un ouvrage de référence indispensable.

\* Masson, 115 p., 80 F.

## Pour les médecins

### Les maladies systémiques

de M. F. Kahn et A. P. Peltier

Il s'agit de la deuxième édition, revue et augmentée, de ce qu'il est convenu d'appeler un « monument » de la littérature médicale. Un séminaire de présentation et une rigueur du commentaire qui ne sont pas sans rappeler le légendaire « Harrison » bien connu du monde médical. Cet ouvrage a obtenu le « Caduceus d'or » du premier Festival du livre médical 1985.

\* Editions Flammarion Médecine-Sciences, 850 pages, 5 645 références bibliographiques, Prix : 780 Francs.

ICL FRANCE

Filiale d'un groupe européen de 50 000 personnes avec un chiffre d'affaires de 25 milliards de francs dans L'INFORMATIQUE et les COMMUNICATIONS. 12 agences, 60 points de maintenance en France.

ICL, 16, cours Albert 1<sup>er</sup>, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 - poste 288)



# INÉGALITÉ DÉLIBÉRÉE

**Pourquoi le Gouvernement commet-il des injustices ?**

- **5,7%** de hausse aux hôpitaux publics du 1<sup>er</sup> janvier 1985...  
... contre **4%** aux cliniques privées au 1<sup>er</sup> avril.

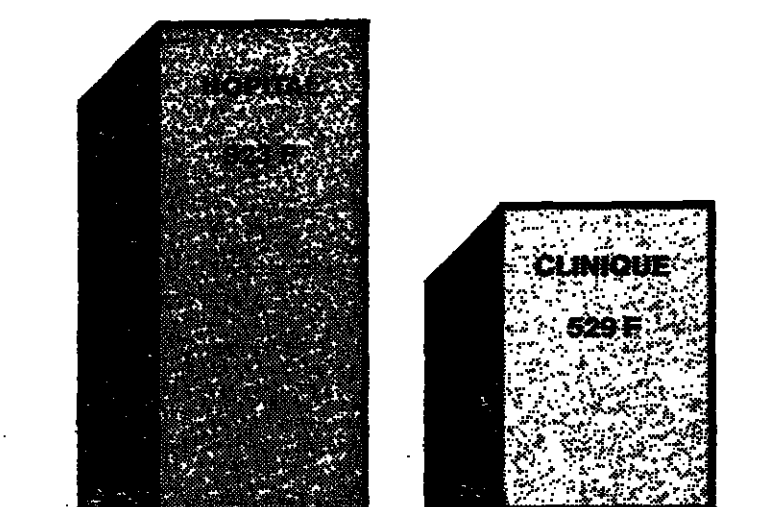
- Cela s'appelle : **PRIVILÈGE** au secteur public,  
**MASSACRE** du secteur privé.

- Cette politique est aberrante :

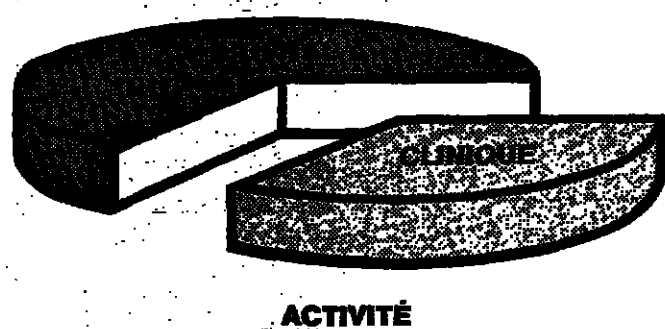
- Pour un jour d'hospitalisation,  
la Sécurité Sociale paie en moyenne :

**823 F** H.T. à l'hôpital,

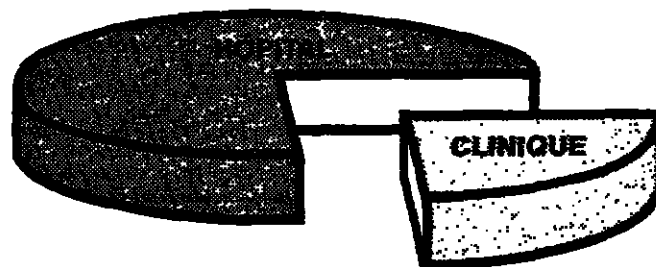
**529 F** H.T. à la clinique.



- Sur l'enveloppe de la Sécurité Sociale destinée à l'hospitalisation :
  - les hôpitaux reçoivent **75,3%** des fonds pour **62,7%** de l'activité.
  - les cliniques reçoivent **24,7%** des fonds pour **37,3%** de l'activité.



ACTIVITÉ



FONDS VERSÉS

**ASSURÉS SOCIAUX,  
LE BUDGET SOCIAL EST MAL GÉRÉ !**



**UNION HOSPITALIÈRE PRIVÉE**

148, BOULEVARD MALESHERBES 75017 PARIS

مكتبة الامانة العامة





# Maitrise de l'ENERGIE

LETTRE D'INFORMATION DE L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE

NUMÉRO 21

Maitrise de l'énergie est réalisée sous la responsabilité de l'AFME. Elle est publiée périodiquement sur quatre pages achetées au journal Le Monde.

## JOUER L'EXPORTATION

**L**e catalogue de présentation de l'offre française en matière de maîtrise de l'énergie, réalisé récemment par l'AFME, montre qu'il y a dans notre pays 2500 producteurs dont les matériels et services sont susceptibles d'être exportés, et cela dans tous les secteurs d'activité. Naturellement, cela ne veut pas dire que tous les 2500 producteurs en question sont disposés à partir immédiatement à la conquête des marchés étrangers. Mais le succès remporté par le premier Salon de la Maîtrise de l'énergie dans l'industrie (MEI 84), que nous avons organisé en novembre dernier, a montré qu'il y avait d'ores et déjà une demande étrangère forte et que, d'ores et déjà aussi, il se trouvait — au moins parmi les 150 exposants de ce Salon — des industriels français prêts à répondre à cette demande. Il s'agit là d'une donnée non négligeable car elle est l'un des moyens permettant d'améliorer sensiblement les chiffres de notre commerce extérieur, dont on a vu récemment — certes en contrepoint d'une vague de froid assez exceptionnelle — combien ils étaient tributaires de nos besoins énergétiques. Parallèlement donc à la réduction des consommations, au recours à des énergies nationales qui permettent de limiter nos importations, cette possibilité d'augmenter nos exportations est à suivre sérieusement. D'autant que là encore — et comme toujours lorsqu'il s'agit de maîtrise de l'énergie — l'intérêt national rejoint celui de tout le monde, l'augmentation de la production ainsi induite étant bien évidemment bénéfique à l'activité économique et à l'emploi.

Reste que vouloir "conquérir le monde" n'est pas forcément aussi simple ; qu'il ne suffit pas de vouloir pour arriver. Tout cela nécessite de s'organiser un peu, et demande notamment que les candidats puissent se mouvoir dans un environnement favorable. Cet aspect n'a pas échappé à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, qui s'est engagée sur la voie de la création — avec les partenaires utiles — d'une association spécifique, au service des entreprises qui veulent tenter l'aventure.

**MICHEL BOLANT,**  
président de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie

## Les comportements des consommateurs et leurs motivations

Deux fois par an, l'AFME fait procéder à une étude sur la température des logements, l'attitude à l'égard des économies d'énergie, les travaux réalisés. Un échantillon représentatif de 1000 foyers est ainsi interrogé depuis 1982, d'abord en début de période de chauffe (décembre), puis en fin de période (mars).

La première phase de l'étude 1984-1985, dont les résultats viennent d'être publiés, apporte plusieurs éléments intéressants sur le comportement de nos concitoyens. On y constate ainsi que, après avoir baissé entre novembre 1982 et mars 1983, la température moyenne des logements est en train de remonter régulièrement : 19,1°C en novembre 1982, 18,7°C en mars 1983, 18,9°C en novembre 1983, 19°C en mars 1984, 19,1°C en décembre 1984 (températures moyennes corrigées des variations de la température extérieure).

son de chauffe 1984-1985, lorsque les comptes auront été faits, les frustres risquent d'être un peu plus nombreux encore car, à besoins identiques, toutes les factures ne seront pas les mêmes selon que des travaux d'isolation, d'entretien des chauffages, de régulation auront ou n'auront pas été entrepris.

Que les deux tiers de nos concitoyens se déclarent décidés à augmenter le chauffage lorsqu'ils ont froid, voilà qui mérite attention ; d'autant que ce chiffre est corroboré par le scepticisme de plus en plus grand avec lequel les sondés accueillent l'affirmation contraire : « Ne pas dépasser 19°C, c'est indispensable. » Ils étaient 57% à adhérer à cet impératif catégorique en mars 1984, mais plus que 51% neuf mois plus tard. La poursuite d'une telle évolution peut sembler préoccupante. Si, du fait du relâchement des comportements, la consommation

voilà dix ans, au moment précis où la population les accueille avec de plus en plus de scepticisme ? Ce serait inefficace. Mieux vaut regarder d'un peu plus près ce qu'expriment les personnes interrogées. Faut-il vraiment s'inquiéter de ce que les Français considèrent le confort thermique comme un bien désirable, l'énergie comme un moyen pour des fins... qui ne regardent qu'eux ?

### GÉRER SES CONSOMMATIONS

Il y a de la rationalité dans cette démarche-là ! Et donc l'annonce d'une réceptivité plus grande à un discours renouvelé. En effet, si les personnes interrogées manifestent clairement leur volonté de conserver en matière de besoins un strict quant-à-soi, l'optimisation des moyens suscite au contraire une adhésion croissante. En un mot, considérés comme majeurs, nos concitoyens sont peut-être de plus en plus nombreux à souhaiter gérer leur confort thermique. Heureuse évolution ! Les systèmes d'aides mis en place par les pouvoirs publics trouvent du même coup une justification nouvelle : aide à la décision, aide à l'investissement, conseils correspondant à une demande que le dernier rude hiver a rendue pressante.

Si nos concitoyens sont de plus en plus nombreux à vouloir gérer leur chauffage, il n'en va sans doute pas de même de leurs déplacements ! Appuyer sur l'accélérateur apporte tellement plus de sensations fortes que de tourner le thermostat ! Et l'on sait pourtant combien le comportement des automobilistes, l'état des véhicules, le choix des modes de transport peuvent influencer sur les consommations des produits pétroliers. Là encore, tout en sachant combien la rationalité du discours des automobilistes doit être relativisée, l'AFME peut conseiller, démontrer (par exemple que la conduite brusque, en plus d'être gloutonne, est moins rapide que la conduite sou-



### POULET-FRITES

« Avec l'énergie... On mange du poulet avec des frites », écrit dans un poème un élève du cours moyen dont la classe appartient aux lauréats d'un jeu interclasse organisé par l'AFME (page 2).

L'énergie, ou la clé des songes... Mais comment s'en servir ?

Faut-il, pour un poulet-frites, dépenser tout le bois qu'on avait rentré en prévision de l'hiver ?

Faut-il se priver de poulet-frites pour économiser son bois ?

Pourtant, on sait comment faire le poulet le plus doré, les frites les plus croustillantes avec le moins de bois possible... On sait optimiser les consommations d'énergie. Mais le fait-on suffisamment (pages 1 et 3) ?

### DOSSIER La maîtrise de l'énergie et les consommateurs LIRE PAGE 3

### LES OPINIONS

	NOV. 1982	NOV. 1983	DÉC. 1984
<input type="checkbox"/> Sont « plutôt d'accord » avec les expressions suivantes :			
Ces conseils sont bien raisonnables	74 %	71 %	69 %
En restant à 19 °C, on fait des économies de chauffage	72 %	68 %	68 %
Les pouvoirs publics ont raison de fixer une température maximale	64 %	59 %	59 %
Ne pas dépasser 19 °C, c'est indispensable	56 %	48 %	51 %
La maison est aussi confortable, même un peu moins chaude	33 %	30 %	27 %
Les 19 °C n'ont pas beaucoup d'intérêt pour moi	32 %	49 %	32 %
Si j'ai froid, tant pis pour les 19 °C, je chauffe	59 %	61 %	66 %
Le vrai confort, c'est d'avoir la température dont j'ai besoin	79 %	81 %	77 %
<input type="checkbox"/> Une température de 19 °C dans cette pièce, c'est :			
Nettement ou un peu insuffisant	36 %	42 %	38 %

### LES MOYENS ET LA FIN

On s'aperçoit également que 16% des ménages interrogés ont fait réaliser des travaux de maîtrise de l'énergie, ce qui représente un taux stable par rapport à 1982. Cette stabilité est d'autant plus intéressante que la crédibilité des solutions techniques destinées à économiser le chauffage s'est nettement améliorée dans le même laps de temps. En décembre 1984, 36% des personnes interrogées considéraient qu'il était efficace de réaliser des travaux pour faire des économies de chauffage, alors qu'elles n'étaient que 25% en mars 1982. La conviction croît, le passage à l'acte stagne : qu'en est-il de la frustration ?

« Le vrai confort, affirment 77% des personnes interrogées, c'est d'avoir la température dont j'ai besoin » ; « Alors, déclarent-elles encore à 66% (le taux le plus fort depuis mars 1982), si j'ai froid, tant pis pour les 19°C : je chauffe. » A la fin de la sai-

son d'énergie dans le secteur résidentiel — 44% de la consommation finale en 1984 — fait un bond en avant, gare à la facture ! Les résultats du commerce extérieur de février viennent d'en apporter une preuve indiscutable : tout dérapage dans la consommation des produits pétroliers se traduit inmanquablement par une remise en cause des grands équilibres.

Comment réagir, dans ce cas ? En réaffirmant avec force des mots d'ordre à caractère normatif lancés

### LES COMPORTEMENTS

	NOV. 1982	NOV. 1983	DÉC. 1984
<input type="checkbox"/> Ce que l'on fait « toujours » :			
Ne pas aller au-delà des 19 °C	39 %	34 %	32 %
Arrêter les radiateurs quand on ouvre les fenêtres	32 %	29 %	32 %
Peu utiliser les radiateurs d'appoint	50 %	39 %	44 %
Porter des vêtements plus chauds	34 %	33 %	33 %
Moins chauffer les pièces inoccupées	57 %	55 %	51 %
Baisser la température la nuit	57 %	58 %	54 %
Baisser le chauffage quand on s'absente plus de 48 heures	70 %	63 %	64 %
<input type="checkbox"/> Ont effectué des travaux d'économie d'énergie depuis un an :	16 %	16 %	16 %

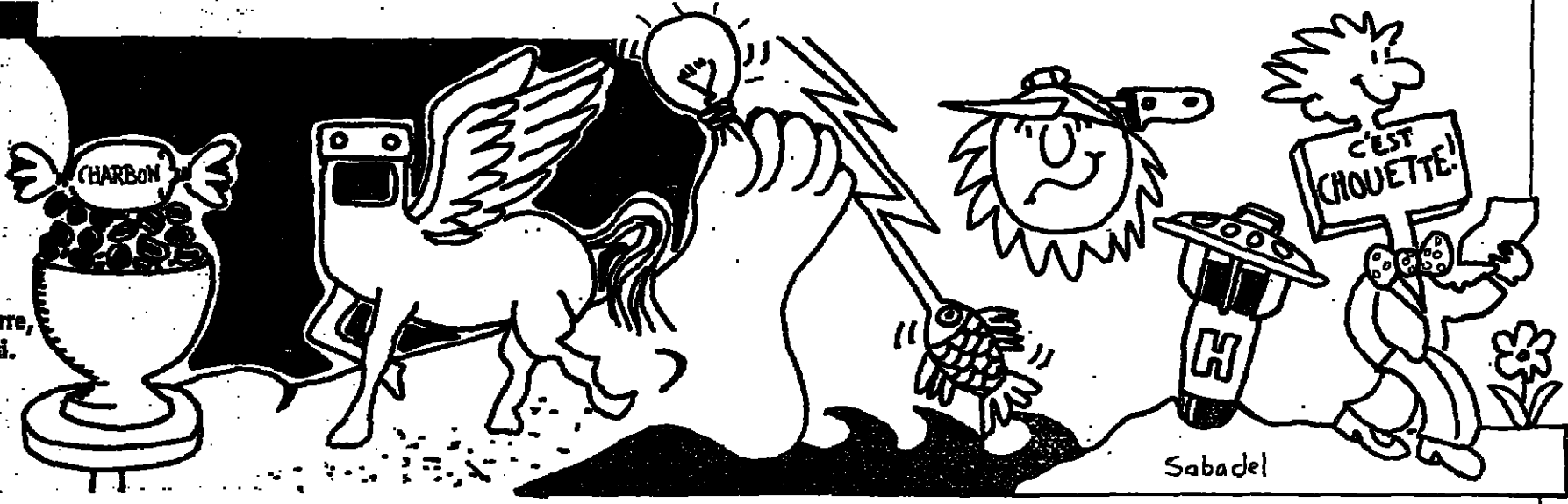
ple), aider. Mais sans être plus normative que le Code de la route ! Dans ce secteur comme dans l'habitat, il est vital, pour inciter les Français à maîtriser leurs consommations d'énergie, de ne pas aller délibérément à l'encontre de leurs aspirations. Il importe donc de les connaître. C'est dire à quel point l'apport des sciences humaines, dont ce numéro de *Maîtrise de l'énergie* s'efforce de rendre compte, doit être considéré avec la plus extrême attention.

Michaël Gheerbrant

### ÉNERGIES

L'extraction du charbon, c'est bonbon, et pour le pétrole, ras le bol. Le gaz, c'est pépasse et l'électricité, c'est le pied. L'énergie hydraulique, c'est fantastique. Quant à la mer, c'est du tonnerre. Le solaire, c'est dur à faire et le nucléaire ça tombe par terre, mais la géothermie, c'est pas fini. La biomasse, ça se ramasse. L'énergie photovoltaïque, c'est maléfique. Et l'énergie du poète, c'est chouette !

**Louise Azzamoun**



مكتبة الأستاذ





# ETUDES

# La maîtrise de l'énergie et les consommateurs

## Comment nous comportons-nous?

Une enquête du CREDOC sur les conditions de vie et aspirations des Français donne de précieuses indications concernant le comportement de nos concitoyens vis-à-vis de l'énergie. En 1984, un peu plus des deux tiers des personnes interrogées ont déclaré avoir fait des efforts personnels pour économiser l'énergie. Quels efforts ? Se chauffer un peu moins (70% de ceux qui ont fait un effort), réduire les consommations d'éclairage ou d'électroménager (65%), rouler moins (44%) et faire des dépenses d'isolation (43%). On note que les Français préfèrent se priver sur leur chauffage ou leurs dépenses d'électricité plutôt que sur leur voiture ; ce que l'évaluation comparée des consommations de produits pétroliers dans ces deux secteurs depuis 1973 confirme pleinement.

Une autre confirmation apparaît, dans la même enquête, à propos des opinions sur ce qu'il est encore possible de réaliser en matière d'économies d'énergie : seules 32% des personnes interrogées pensent qu'il est possible d'aller plus loin dans ce domaine ; parmi ces 32%, 59% pensent faire des économies d'électricité, mais seulement 39% des économies de carburant. Une analyse plus détaillée met en évidence des

**Le propriétaire,  
le gestionnaire,  
le jouisseur...  
et les autres**

**Le joueur** révèle, dans son comportement, une stratégie de croissances. Pas touche à l'énergie, qui est un moyen d'accéder au bien-être plus ou en consommation, mieux cela vaut. Evidemment, la contrainte budgétaire existe, qui oblige à temporiser. Mais cette contrainte est mal vécue, et l'idée même d'économiser l'énergie assez mal perçue. Cette stratégie est dominante chez les jeunes (hommes et femmes de 18 à 34 ans) : elle est évidemment renforcée par le statut de locataire. Mais il en est de même pour la voiture ou l'éclairage. La contrainte budgétaire prend la forme d'une déclaration d'intention : oui, je suis prêt à faire quelque chose (mais pas pour l'isolation, toujours à cause de la prédominance du statut locatif).

Le pauvre est une personne âgée, sans diplôme, à bas revenus. Il ne voit pas comment il pourrait faire plus : il économise déjà sans doute au maximum. Réduire sa consommation d'essence ? Encore faudrait-il avoir une voiture ! Un peu moins d'énergie quand on consomme si peu, ce ne peut être qu'au prix de privations importantes. Cette stratégie est à la stratégie patrimoniale ce que l'abole de la veuve est à celle du riche marchand.

Une politique de maîtrise qui se réduirait à une simple politique de « vérité des prix » n'aurait en fait d'influence que sur les couches sociales les plus aisées, pénaliserait pourtant les plus défavorisées et n'aurait pas d'effet sur les couches en ascendance sociale. Une politique d'aide à l'investissement est indispensable. Une politique de communication, fondamentale. Le fond du problème n'est-il pas de parvenir à modifier le rapport à la consommation ? La bataille de l'énergie sera gagnée le jour où le véhicule 3-litres paraîtra, aux yeux de la population, un objet aussi désirable et porteur de réussite sociale que la BMW.

**Denis Clerc  
et Michaël Gheerbrant**

## *Habiter en cité solaire*

## Les nouveaux objets thermiques

Deux exemples — l'un près d'Angers, l'autre près de Toulouse — indiquent l'ambivalence de ces comportements. Les 27 maisons bioclimatiques du lac de Maine, en tout cas, ont été très sol-

## L'innovation à l'arrière-plan

Grisés par le choix démonstratif du « tout-solaire » en revanche, les habitants des pavillons de Blagnac, très mobilisés pourtant par la promotion sociale que signifie l'acquisition de leur maison innovante, ont dû remet-

Fin du mythe de l'abondance, la deuxième campagne de mesures en 1982 rétablit l'équilibre : 25% d'économies annoncées (loin malgré tout des 50%, voire des 70% publicitaires), abaissement des températures intérieures.

Performances ou non, bioclimatiques ou solaires, les maisons comme celles du lac de Maine ou de Blagnac tranchent de toute façon avec les normes et provoquent des effets de groupe. *« Le bioclimatique, c'est pour les néophobes »*, a le capitaine, *« c'est laid, ça défigure le paysage »*, peut-on entendre ici et là. Le Ressentiement, réaction de défense de voisins agressez par des innovations auxquelles ils n'ont pas accès ? Attachement aux valeurs idéales de la maison tant convoitée, la maison individuelle de la tradition ? Sans doute l'un et l'autre. La satisfaction des habitants de Blagnac, c'est alors de voir leur expérience se prolonger avec la construction d'un immeuble solaire *à proximité* : une image de soi rassurante, en miroir. Reste que le solaire, pour eux, c'est encore « toute une histoire... une innovation loin d'être banalisée ».

**Parcale Vetter**

**Autre bizarrerie :** les locataires pratiquent — à 40% contre 48% pour l'ensemble de la population — les réductions de chauffage. Mais ils s'imposent plus volontiers — 47%, soit autant que l'ensemble de la population — la restriction d'éclairage (et d'électroménager). Sans doute est-il plus facile d'éteindre une lumière que de boîsser un radiateur, surtout lorsque l'usager n'a pas la possibilité d'agir sur le chauffage, mais le résultat est quand même curieux : l'électricité spécifique (éclairage + électroménager) représente une fraction faible des dépenses d'énergie.

Au travers des réponses fournies aux questions concernant les économies d'énergie se dessinent quatre archétypes de consommateurs d'énergie : le propriétaire, le gestionnaire, le jouisseur et le pauvre. Le propriétaire met en œuvre une stratégie que l'on pourrait qualifier de patrimoniale. La hausse — passée ou à venir — du coût de l'énergie est une occasion d'investir dans le logement, d'en accroître la valeur (d'usage et marchande). Certes, encore convient-il d'en avoir les moyens financiers : c'est pourquoi, si 29% des personnes interrogées ont répondu positivement à la question de savoir si des travaux avaient été effectués, l'écart est nettement plus important (42%) pour les personnes déclarant un revenu élevé (plus de 120 000 F).

Cette stratégie est patrimoniale parce qu'elle ne s'accompagne pas d'une volonté plus marquée de réduire l'ensemble des dépenses énergétiques. Au contraire même : les bénéficiaires de revenus élevés, tout comme les hommes de 35 à 64 ans, sont proportionnellement nettement plus nombreux que dans l'ensemble de l'échantillon à avoir refusé les économies d'éclairage (respectivement 36 % et 29 %, contre 30 % pour l'ensemble).

Le gestionnaire applique une stratégie qui peut être qualifiée d'économique. L'objectif est de réduire la dépense d'énergie, dont le montant est assimilé à un tribut excessif, qui contribue à réduire le pouvoir d'achat. Cela passera par de l'isolation — faite ou prévue — ou non.

ALLO, METEO ?

**■ Réduire de 23 jours votre période de chauffage** se traduit par une diminution d'environ 10% de votre facture annuelle. Ainsi cette année l'AFNIE vous donne la possibilité de rattrapper, au moins en partie, le surcoût occasionné par la vague de froid exceptionnelle. Pour cela, appelez les répondants de la Météo nationale qui diffusent les conseils chauffage de l'AFNIE.

[illegible]

ملکة امة الاصل

## AGRO-ALIMENTAIRE

# Des tep en moins, des marchés en plus

Le Salon Agroprom, manifestation agro-alimentaire internationale, sera ouvert à Moscou du 12 au 21 avril. Il réunira des exposants français, confrontés à des industriels venus de tous les coins du globe.

Une occasion pour nous d'essayer d'évaluer la position de la France dans l'industrie agro-alimentaire, et surtout de voir comment les efforts accomplis pour maîtriser l'énergie — une préoccupation, on le sait, constante chez de nombreux industriels du secteur — peuvent agir comme facteur de dynamisme à l'exportation.

Il n'y a pas, a priori, de corrélation évidente entre économies d'énergie et conquête de marchés extérieurs, encore moins entre économies d'énergie et transferts de technologie. Ainsi que le précise un cadre d'une grande entreprise d'ingénierie spécialisée dans les questions agro-alimentaires : « Lorsque l'on construit une usine à l'étranger, les préoccupations en matière de maîtrise de l'énergie de nos clients sont rarement prioritaires ; trop de problèmes passent avant. »

Par ailleurs, même si les économies d'énergie sont un souci constant et ancien chez de nombreux industriels agro-alimentaires français, la part de l'énergie dans leur valeur ajoutée n'est pas toujours suffisante pour que des économies puissent leur assurer en elles-mêmes des positions dominantes à l'export.

Pourquoi alors se lancer dans des

au volume de café qui entre dans l'entreprise. L'unité de production est par ailleurs grande consommatrice d'énergie : pour torréfier et liophiliser le café, mais aussi pour sécher le marc humide au sortir de la fabrication. En effet, jusqu'en 1980, l'entreprise vendait une partie du marc à un fabricant d'aliments pour bétail ; cet entrepreneur ne pouvait cependant accepter le marc tel qu'il sort du processus de production (il est gorgé d'eau à 80%), aussi la Sopad était-elle dans l'obligation de le déshydrater à l'aide de gigantesques séchoirs rotatifs, fonctionnant au fioul.

### SECHAGE MECANIQUE ET OSMOSE INVERSE

A la Sopad, comme en d'autres lieux, les chocs pétroliers successifs ont servi de révélateur. Et l'idée a jailli,

aux liquides issus de la fabrication, sera traité par osmose inverse, un procédé physique de plus en plus utilisé par les industries agro-alimentaires qui permet de séparer les particules en suspension de l'eau qui les contient. Les particules ainsi récupérées, ou « concentrat », seront utilisées dans la chaudière et le liquide sera dirigé vers une station d'épuration. Le mélange optimum de charbon et de marc sera réalisé dans une chaudière spécifique, dite « à lit fluidisé chaud », où charbon et marc sont portés par un courant d'air, et qui permet aussi la décontamination des cendres sous forme de mâchefer. La tout étant entièrement contrôlé par des écrans grâce auxquels on peut régler le débit des éléments selon la température du foyer.

C'est donc toute une usine qui se met en place autour de la nouvelle chaudière à partir de 1982, représentant un investissement total de l'ordre de 40 millions de francs.

Il ne faut pas croire cependant que le système fonctionne dès la mise en marche de la chaudière (octobre 1983). Une longue période d'adaptation est nécessaire ; tantôt c'est le charbon qui ne répond pas aux impératifs de la chaudière — trop humide, il bouche les conduits ; tantôt ce sont les broyeur qui se révèlent incapables de réduire les mâchefers. Puis ce sont les ouvriers que l'on doit former à leurs nouvelles tâches.

Aujourd'hui, après un an et demi d'efforts, de mises au point, d'ingéniosité déployée, le système fonctionne. L'objectif de 1985 est de réaliser 7 millions de francs d'économie d'énergie. Lorsque la chaudière marchera avec tout le marc disponible, l'économie sera de l'ordre de 10 millions de francs par an.

Pour un investissement de cette ampleur, l'entreprise a perçu 3 millions de francs d'aide publique.

### UN POTENTIEL A EXPLOITER

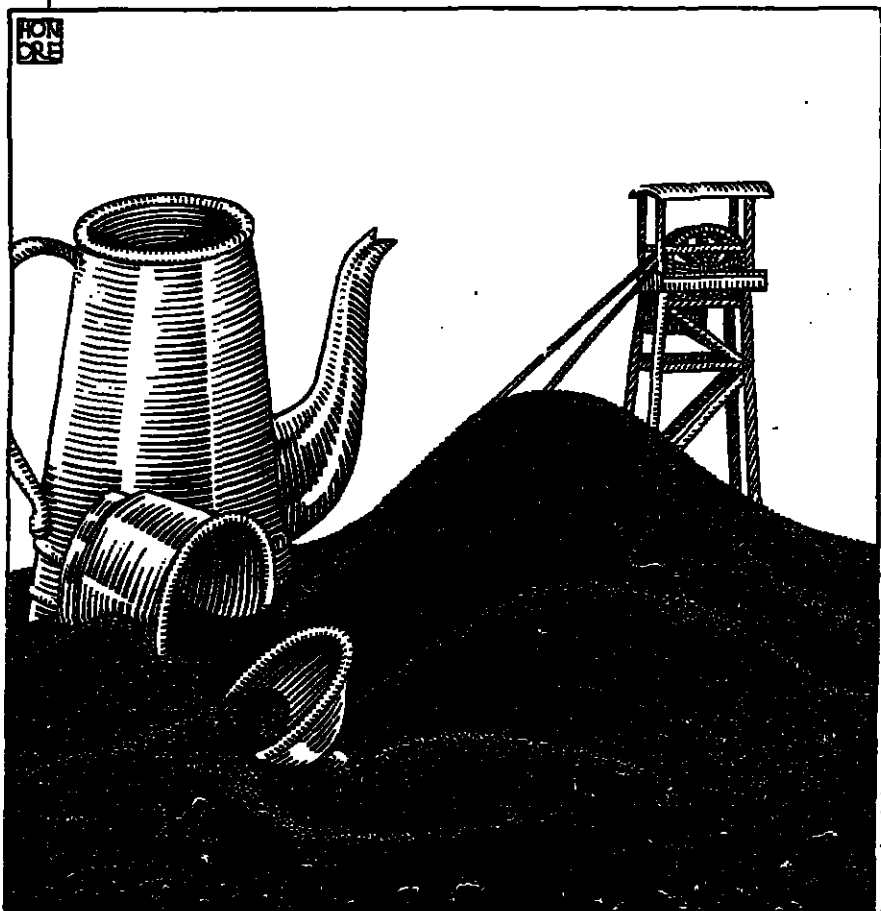
De la sorte, replacé dans son contexte micro-économique, l'investissement énergétique ne vise pas seulement à économiser sur la facture pétrolière : il est aussi l'occasion pour une entreprise de se repenser dans son acte de production, il est partie intégrante d'une volonté de rationaliser et donc d'induire des économies d'échelles qui, si elles ne sont pas immédiatement perceptibles, ont des effets à terme non négligeables sur l'ensemble de la production.

Aussi peut-on conclure sur le constat suivant : si le dynamisme exportateur des industries agro-alimentaires françaises ne s'explique pas par leur souci de maîtriser l'énergie, cette préoccupation, en revanche, est partie intégrante des politiques d'entreprises les plus volontaires.

La France jouit d'une certaine avance en matière de techniques d'économie d'énergie, particulièrement dans l'agro-alimentaire. Des procédés tels que la séparation par osmose inverse, le lit fluidisé chaud ou la recompression mécanique de vapeur sont actuellement très en pointe.

Mais si les industries agro-alimentaires dans leur ensemble ont pu réaliser des économies de 20% depuis 1974 sur leur consommation énergétique, il reste de grands progrès à accomplir. Il y a là un potentiel technique qui n'est pas suffisamment exploité. A l'exportation, certes, mais aussi sur le marché intérieur, où nombre de petites entreprises agro-alimentaires n'ont que fort peu conscience de leurs dépenses énergétiques. Les techniques existent, elles sont performantes, mais relativement peu diffusées — en dehors des grandes entreprises —, en France et à l'étranger.

Philippe Estébe



Dessin de Philippe Honoré

investissements parfois coûteux, dont le temps de retour est plus ou moins long, si, en fin de course, les économies réalisées ne sont pas de nature à modifier sensiblement la position de l'entreprise agro-alimentaire sur le marché ?

### DU CAFE DANS LA CHAUDIERE

Nous sommes allés chercher la réponse à cette question à Dieppe, où l'usine de la Sopad fabrique du café soluble.

« Lorsque vous faites du café chez vous, explique un cadre de cette entreprise, après avoir moulu, vous versez de l'eau chaude sur la poudre pour en retirer les matières solubles qui forment la base de votre boisson. Nous faisons exactement la même chose sauf que, dans un deuxième temps, le liquide est lyophilisé, afin d'obtenir le café soluble. »

Mais, de la même façon que le café domestique, une fois passé, laisse du marc, l'usine de la Sopad produit des déchets, impropres à la consommation, en quantité sensiblement égale

« Maîtrise de l'énergie » est réalisée chaque mois sous la responsabilité de l'AFME. Rédaction en chef : Roger-Pierre Bonneau, AFME, 27, rue Louis-Mazel - 75015 Paris. Rédaction et communication : Hugues Sibille et Michèle Gheerbrant. Maquette : Claudine Roy, TEN et Associés, 10 rue Mayet - 75006 Paris. Composition, montage, photographie : Italoque, 14 rue Vauvargues - 75018 Paris.

## L'INVITE DE MAÎTRISE

### Crise énergétique et décentralisation des programmes d'économies

Le défi lancé par la crise énergétique a conduit récemment les pays occidentaux à choisir des options politiques divergentes : maintenir une politique nationale volontariste de maîtrise de l'énergie ou, au contraire, réduire l'intervention de l'Etat et laisser agir les mécanismes du marché. Quelle que soit l'option choisie, on constate toutefois une tendance convergente au développement de programmes locaux pour la maîtrise de l'énergie dans l'habitat. Depuis quelques années en effet, les autorités locales et les associations prennent des initiatives plus nombreuses en réaction au désengagement des instances nationales (c'est le cas des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne) ou, au contraire, en concertation avec celles-ci. On trouve dans ces dernières la plupart des pays européens.

Le recours aux programmes locaux s'explique en partie par la nécessité d'un renouvellement des formes d'action. Le fait est que de nombreux moyens techniques qui permettent des économies d'énergie importantes dans l'habitat existant, mais que les différentes incitations nationales (campagnes d'information, augmentation des prix ou aides financières) ont une influence limitée sur les comportements des consommateurs.

Les programmes nationaux s'avèrent trop éloignés des destinataires finaux, ils sont donc mal adaptés à la diversité des conditions de vie des habitants et ne prennent pas suffisamment en compte les contraintes auxquelles doivent faire face les consommateurs dans leur vie de tous les jours. Les évaluations ont montré par exemple que les aides financières importantes accordées dans le secteur résidentiel ont surtout profité à des propriétaires de logement disposant de revenus élevés. Les ménages les plus défavorisés — personnes âgées, chômeurs, locataires — ont rarement

pu bénéficier de ces programmes locaux spécifiques d'aide aux ménages défavorisés. Dans un quartier de Zuydwyk (Hollande), un programme d'isolation thermique pour les locataires a réussi à obtenir 40% de participation et une économie d'énergie moyenne de 15% par logement isolé. Ce programme est ainsi ingénieux que simple : avec l'accord du locataire, le coût des travaux est avancé par la société immobilière, qui récupère ensuite ces sommes par une augmentation du loyer. De cette façon les locataires, et plus particulièrement ceux qui pensent déloger, peuvent bénéficier d'économies d'énergie sans avoir à faire un investissement trop important. En Grande-Bretagne, une initiative du secteur associatif a pris une grande ampleur : elle vise à stimuler l'action des organisations locales en matière d'aide à l'isolation de logements de personnes pauvres et à créer des emplois en utilisant les sources nationales de financement. En sept ans, 100 programmes ont permis la création de 1 200 emplois. Ces actions ont été particulièrement efficaces pour venir en aide aux personnes en situation personnelle ou financière difficile.

### Des résultats riches d'enseignements

Le succès de la plupart de ces programmes locaux est attribué d'une part au fait que les services offerts étaient très complets, d'autre part à l'utilisation combinée de différents canaux d'information et de sensibilisation. L'utilisation de réseaux sociaux informels (parents, voisins) et la mobilisation de structures locales bien implantées ont permis de parvenir à des résultats supérieurs, en tout état de cause, à ceux obtenus dans le cadre d'une campagne nationale, fût-elle très coûteuse.

En définitive les programmes locaux

par George Gaskell et Eric Monnier (1)

utilisé ces aides pour réduire des dépenses de chauffage qui pèsent très lourd dans leur budget.

Faut-il considérer les programmes locaux comme une alternative valable ? Qu'apportent-ils de nouveau ? Nous avons tenté de répondre à cette question dans le cadre d'une étude multinationale menée sous l'égide de la Commission des Communautés européennes (2). Les études de cas réalisées suggèrent que les programmes locaux peuvent être plus particulièrement efficaces dans trois domaines : tout d'abord en tant que relais pour la mise en œuvre d'une politique nationale ; ensuite pour permettre l'émergence, au niveau local, de nouveaux moyens d'action mieux adaptés pour la maîtrise de l'énergie dans l'habitat ; et enfin pour associer l'objectif des économies d'énergie avec d'autres buts tels que la création d'emplois ou l'assistance sociale aux personnes défavorisées. Les exemples suivants illustrent bien ces traits caractéristiques.

### Des campagnes bien ciblées

• A Tübingen, au sud de la République fédérale d'Allemagne, il existe quatre programmes différents d'aide pour les économies d'énergie, conduits par un groupe d'écologistes, la société locale de distribution d'électricité, la municipalité et enfin par une union locale de consommateurs. Chacun de ces programmes a une « clientèle » propre, tant et si bien que cette pluralité s'est avérée capable de mobiliser un large éventail de la population. L'association des économies d'énergie à la protection de l'environnement a été, par exemple, un bon moyen pour attirer les ménages les plus jeunes.

• De même les programmes de La Rochelle ou de Conflans-Sainte-Honorine, en France, montrent que la mise en œuvre d'une politique nationale au niveau local est plus pragmatique et mieux adaptée aux besoins des usagers. En conséquence les impacts sont nettement plus importants et mieux répartis dans les différentes couches sociales (à Conflans, le taux record de 51% de participation parmi les ménages éligibles a été atteint !).

• En Grande-Bretagne, et en Hol-

lande, au plus près les moyens employés à la cible visée sont plus flexibles, s'adaptent mieux aux caractéristiques du lieu, enfin réussissent à associer différents objectifs, sources de financement, et à obtenir une collaboration entre partenaires sociaux variés. Par ailleurs une des qualités probables spécifiques de ces programmes locaux est de parvenir à atteindre les ménages les plus défavorisés. Notons toutefois que la décentralisation des programmes ne suffit pas à obtenir ce résultat : ceux-ci doivent être conçus, dès l'origine, en fonction de cet objectif.

La décentralisation des programmes apparaît donc comme une réponse institutionnelle prometteuse dans le domaine de la maîtrise de l'énergie dans l'habitat, cependant quelques précautions sont indispensables. S'il existe de nombreuses réussites, on peut relever qu'il y a des échecs nombreux. Un manque d'expérience des organisations, une fragilité financière de l'opération ou des conflits politiques au sein de la collectivité locale ont parfois fortement réduit l'efficacité et menacé l'existence même de tels programmes.

Pour que les initiatives ou projets locaux puissent se développer, il convient de leur apporter une aide dans deux domaines. Premièrement ils doivent recevoir un soutien actif des autorités locales, mais aussi nationales, afin d'être légitimés aux yeux des différents partenaires et du public. Deuxièmement ils doivent pouvoir bénéficier de conseils et d'arbitrages de la part d'un organisme compétent et indépendant des intervenants locaux. Cette instance médiatrice fait office de « pompier » en cas de crise grave au cours du déroulement du programme. Qui doit jouer ce rôle ? On peut concevoir que la réponse varie suivant le pays considéré. Toutefois l'exemple britannique mérite d'être retenu : l'attention — dans ce pays, c'est une structure émanant du milieu associatif qui assure cette fonction, le Neighborhood Energy Action.

(1) Georges Gaskell, professeur à la London School of Economics ; Eric Monnier, sociologue au Centre scientifique et technique du bâtiment. (2) G. Gaskell, E. Monnier, J. Monnier et al., « Consumer energy conservation policies, a multinational study », CCE, décembre 1984.

sur pr du mi 29 na. Rf val PS del Mf. des i par sés. pro aut à u Tim M. cult vise aute cher dans

Ph sénat pour vent des j mais, comp les pa

sto l'emba

Les ambition

CL Des pour une évoluo L'Asses



# culture

## EXPOSITION

A LA KUNSTHALLE DE HAMBOURG

### Christo l'emballleur présente ses « îles entourées »

La Kunsthal, le musée des beaux-arts de Hambourg, en ce début de printemps encore glacé, est allée chercher l'air de Floride, et a livré plusieurs de ses salles à un artiste jugé jusqu'à présent avec une même dose d'irrespect en France : Christo l'emballleur.

La seule fois où Christo s'était vraiment intéressé à la France, en termes de projet et non de vie privée, c'était voici deux ans, lorsqu'il se mit en tête d'emballer le pont Neuf. Avec du papier kraft et de la ficelle. La Samaritaine ne se sentait plus d'aise, et se sentait, en revanche, pousser des ailes de météore à faire pâillir ses fondateurs. Mais emballer le pont Neuf, outre le financement de l'opération et les étonnements qu'un artiste est en droit d'attirer d'un tel travail, cela implique beaucoup d'autorisations. On imagine la réaction du responsable de la circulation parisienne, à la préfecture de police, quand on lui a expliqué qu'il faudrait détourner pendant quelques semaines les flux d'automobiles, le temps d'emballer le plus vieux pont de Paris. Et quels effets une telle idée, si l'on venait à l'accepter, pourrait faire sur l'électoral des quartiers centraux. La culture et la politique font bon ménage, mais il y a des limites.

Or Christo, Christo Javachoff, né en 1935 en Bulgarie, et qui a curieusement pris, en 1958 à Paris, la mauvaise habitude de tout emballer, a trouvé aux Etats-Unis de bien plus larges espaces à empaqueter sans rencontrer pareils obstacles. C'est ce que montre l'exposition de la Kunsthal de Hambourg, considérable exposition par sa sur-

face, et pourtant bien modeste par rapport à l'emballage en question.

Les arts ont pris des formes si étranges qu'il faut aujourd'hui des érudits allemands pour les prendre au sérieux. Et il faut une bien nouvelle conception du plaisir esthétique pour comprendre comment une « exposition-compte-rendu » peut suppléer à l'œuvre elle-même. L'œuvre était, il est vrai, difficilement transportable, mais difficilement que le pont Neuf si cela est concevable. Car il s'agit de neuf îles de la baie de Biscayne, celle de Miami, en Floride.

#### « Nymphéas » ?

Après avoir emballé des montagnes, des musées d'art contemporain, des monuments variés comme le mur Aurélien à Rome, Christo, en 1980, a eu l'idée assez peu nécessaire en apparence de s'attaquer à un chapiteau de petites îles inhabitées. La grande nouveauté du projet, qui devait voir sa réalisation puis sa disparition, en 1983, était qu'il ne s'agissait pas, à proprement parler, d'emballage mais d'un procédé plus sophistiqué et pour ainsi dire inverse : Christo, en effet, entoura ces neuf îles de larges corolles de toile plastique rose, l'ensemble de la zone maritime ainsi convertie correspondant à 650 000 mètres carrés. Au grand dam des écologistes, inquiets pour les crevettes.

650 000 mètres carrés : aucun peintre n'a jamais rêvé d'en couvrir ne serait-ce que le ciel. Les photos, prises d'avion, montrent ce

curieux paysage sous un ciel exaltant de crépuscule doré et, selon qu'on est plus ou moins réceptif à ce genre de travail, on accepte le premier titre imaginé par Christo pour son œuvre - *Nymphéas*, les fameux douze de Monet à l'état - ou bien on s'en agace et l'on préfère voir dans le paysage transfiguré une assiette de chou à la crème dans des barquettes de papier rose. Cette hypothèse nous paraît d'ailleurs plus conforme à Christo que la référence culturelle.

Le titre final, prudent, devait être *Surrounded Islands*, les îles entourées. L'opération mobilisa pendant des semaines des usines productrices de plastique, un staff conséquent d'ingénieurs et des centaines de volontaires pour aller installer ces structures complexes. L'exposition, qui montre tout cela, est passionnante, comme si elle racontait le premier dirigeable ou bien ces grandes mobilisations sur les plages en temps de marée noire... On voit les échantillons - colossaux - de plastique rose, d'immenses photos et ces innombrables dessins préparatoires de l'artiste qui sont autant de petites œuvres autonomes, et de valeur marchande.

Devant le travail de Christo, on peut, bien sûr, rester de glace. Inutile ? Il ne l'est ni plus ni moins que beaucoup d'œuvres d'art. Il a, en revanche, un effet certain d'étonnement. Il suffit de voir comment tant de gens, volontaires ou simples spectateurs, habitants de Miami ou complices de partout ailleurs aux Etats-Unis, ont pu se passionner pour une pareille entreprise culturelle, mi-intellectuelle mi-boy-scout.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

## DEUX REPRISES AU CINÉMA

« ACTE DE VIOLENCE », de Fred Zinnemann

### Un classique méconnu

*Acte de violence*, film B de quatre-vingts minutes très apprécié lors de sa sortie en 1949, naît d'une conjonction particulièrement heureuse : la vogue du film noir, qui fera, un quart de siècle plus tard, les délices des fanatiques de sémiologie par la construction rigoureuse de ses scénarios, et l'arrivée chez MGM, aux côtés de Louis B. Mayer, le patron du producteur Dore Schary dont on attend qu'il insuffise une vie nouvelle à la vénérable maison et joue un peu le rôle tenu autrefois par Irving Thalberg, mort prématurément en 1936.

Fred Zinnemann, le metteur en scène, né à Vienne, mais émigré aux Etats-Unis avant la guerre, a grandi dans le sérial et tourné des courts métrages remarquables : on lui confie cette fois un sujet très dense, mais un budget modeste. Il en tirera le meilleur parti. Hollywood exploite encore le filon des anciens GI de retour au pays qui ont de la peine à se réadapter. Mais la révérence émue à leur égard n'est plus de mise. Ils entrent en quelque sorte dans le domaine public et peuvent être mis à toutes les sauces romanesques.

Van Heflin et Robert Ryan sont deux de ces vétérans, l'un poursuivant l'autre de New-York à Los Angeles. Ils sont affublés de charmantes petites épouses aveuglément dévouées à leur mari, Janet Leigh et Phyllis Thaxter. Le film s'ouvre et se développe un bon moment dans ce climat envoltant de

cache-cache entre un jeune Américain tonique et un autre jeune Américain psychopathe, affublé d'une infirmité qui le rend plutôt sinistre. Au fil de l'intrigue, les règles du jeu vont être renversées, le bon devenir le méchant, jusqu'à ce que les perspectives se brouillent complètement et que surgisse un de ces drames de conscience chers au réalisateur du *Train sifflera trois fois*.

Prisonnier de guerre, Van Heflin a dénoncé Robert Ryan à l'ennemi, ainsi que dix autres camarades de captivité qui ont tous été tués en essayant de s'évader. Robert Ryan a seul survécu. Van Heflin croyait bien faire, leur éviter une mort certaine. Aujourd'hui il doit s'expliquer. Mais l'astuce du scénario réussit à retourner complètement ces données, le règlement de comptes final, même filmé assez gauchement, envoie un des protagonistes ad patres et permet de sauver une fois pour toutes la morale.

Allant toujours à l'essentiel, *Acte de violence* fit l'objet en son temps, aux Etats-Unis, d'un véritable culte. Connaitra-t-il chez nous, même tardivement, un pareil bonheur ? L'éloge ne serait pas complet si on ne mentionnait la présence de Mary Astor, sublime en prostituée au verbe coloré.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les grandes reprises.

## MUSIQUE

SEMAINE RELIGIEUSE A CUENCA

### Les ambitions d'une petite capitale

En quittant la route de Madrid à Valence pour se diriger vers Cuenca, on traverse une campagne austère où les villages et les collines sont farrés. La terre rouge ondule sur les collines de la vieille Castille; pas un paysan dans son champ; parfois un moulin à vent blanc indique que la Manche de Don Quichotte n'est pas loin; des maisons se serrent autour d'une énorme église fortifiée; la voie unique du chemin de fer est déserte. Seuls quelques troupeaux de moutons éveillent le paysage et les plantations d'oliviers et de pins qui luttent contre l'érosion.

Et pourtant, Cuenca, capitale de la province, avec trente-cinq mille habitants, est une ville très vivante, dont les responsables manifestent un dynamisme et un optimisme remarquables. Comme leurs prédécesseurs, M. Sangu Munoz, président de la *diputación provincial*, et M. Navarrete de Varela, alcalde de Cuenca, considèrent que, en raison même des difficultés économiques, il faut miser sur la culture pour désenclaver la cité et en faire un centre de rayonnement artistique national, voire international. La Semaine de musique religieuse, d'un rayon exceptionnel depuis vingt-quatre ans, a montré la voie, comme l'admirable Musée d'art abstrait espagnol (Zobel, Toner, Tapiés, etc.), qui reçoit, dans les fameuses *cascas colgadas*, suspendues en encorbellement au-dessus de la gorge du Huecar, des pèlerins du monde entier; il s'est enrichi de quarante tableaux d'art moderne (le Monde du 14 avril 1982).

On reste stupéfait de l'œuvre accomplie ces dernières années, en particulier sous l'impulsion d'un extraordinaire animateur, Pablo Lopez de Cuenca, avec le soutien indéfectible de la *diputación provincial* : édition de livres, en particulier une *Historie de la musique espagnole* en sept volumes (Ed. Alianza, Madrid), qui faisait jusqu'ici défaut; publication ces jours-ci du *Catalogue des archives musicales de la cathédrale d'Astorga*, vingt et unième volume de l'Institut de musique religieuse de Cuenca, qui recense méthodiquement toutes les richesses inexplorées de l'Espagne, dont se nourrit le Festival de la

semaine sainte; collection de disques, réalisée avec le ministère de la culture, qui reproduit les œuvres les plus marquantes de ce festival depuis 1982 (tels les *Magnificat* de Morales, les *Motets* de Victoria, l'*Agenda defunctorum* de Juan Vasquez ou la *Passion selon saint Marc* de Tomas Marco, créée ici même il y a deux ans).

Mais Cuenca ne se referme pas sur le passé. En avril 1983, a été inauguré, au conservatoire, un studio de musique électronique, qui est le seul de quelque importance en Espagne, où des compositeurs tels que Luis de Pablo et Horacio Vaggione (de l'IRCAM) viennent réaliser des œuvres et donner des cours qui attirent les étudiants des autres provinces; y compris de Madrid.

#### L'immense « Stabat Mater » de Scarlatti

Une nouvelle étape sans franchise d'ici à trois ans. Dans une boucle du Huecar, au creux d'une montagne rocheuse, sous les façades vertigineuses de la ville médiévale, sera édifié un élégant théâtre de mille places, dont le plan de basilique romaine (conçu par M. Garcia de Paredes, apparenté à Manuel de Falla) ne déparera pas la cité riche en églises et monastères. Il sera destiné principalement à des saisons d'opéras de chambre, dont les deux premiers spectacles pourront être la *Fillette enchaînée* et le *Barbier de Séville* de Paisiello, tandis que naîtraient en automne un festival et un concours de musique de chambre.

Cette ambition peut paraître démesurée, mais il n'est sans doute pas chimérique de vouloir attirer à Cuenca à la fois les musiciens, les compositeurs, les peintres et les musiciens de tous bords, lorsqu'on voit le succès de la Semaine religieuse et aussi de la Rencontre internationale de polyphonie classique qui va s'ouvrir le 10 avril : salles archaïques et programmes toujours d'une qualité inégalable.

L'année des Tricentnaires, brillamment inaugurée par la *Theodore de Haendel* (le Monde du 7 avril), s'est poursuivie avec deux œuvres de

Bach peu connues, la *Passion selon saint Marc* (partition perdue dont on a pu reconstituer des fragments à partir de cinq captures) et l'*Oratorio des Plagues BWV 249*, interprétés par les mêmes excellents solistes, le chœur et l'orchestre de l'English Bach Festival, sous la direction du jeune chef anglais David Roblou, dont le maniérisme baroque ne rappelle malheureusement que de très loin le naturel et l'envoie grisant de Jean-Claude Malgoire.

Mais nous remontons sur les cimes avec Domenico Scarlatti, dont on connaît fort mal les rares pages religieuses : la *Messe en sol mineur*, à quatre voix, qui figure depuis 1754 dans les archives du palais royal de Madrid, n'aurait, dit-on, jamais été chantée depuis en Espagne ! Ecrite dans le style austère de Victoria, c'est, pourtant, une œuvre d'une beauté idéale, où le don mélodique de Domenico transparaît toujours avec une fraîcheur délicate, exquise, sans le moindre fadéur pour autant.

Quant au *Stabat Mater*, à dix voix, sans doute écrit vers 1715 pour le Vatican, on n'imaginait pas l'auteur des cinq cent cinquante-cinq sonates pour clavier, si brèves, capables de réaliser cet immense monument polyphonique, véritable symphonie dont le travail thématique prodigieux, qui semble annoncer l'art lumineux de Mozart et la densité d'écriture expressive de Beethoven, à l'intérieur d'une structure archaïque rigoureuse. Et ces deux œuvres étaient interprétées avec une pureté et une délicatesse vraiment cœlestes par le chœur San-Ignacio de Saint-Sebastien, sous la direction de José Antonio Sainz.

De telles splendeurs faisaient apparaître bien vains les efforts méritoires de Mendelssohn dans son oratorio sur saint Paul, pour copier les *Passions* de Bach auxquelles il ressemble, comme la basilique Sainte-Clothilde à la cathédrale de Chartres, malgré la foi déployée par Paul Kuentz à la tête de son orchestre de chambre et de ses chœurs, puissamment renforcés pour la circonstance.

JACQUES LONCHAMPT.

## ARCHITECTURE

HANS HOLLEIN

PRIX PRITZKER 1985

L'architecte autrichien Hans Hollein a reçu à New-York, le 3 avril, le prix Pritzker d'architecture. Cette récompense - un chèque de 100 000 dollars et un bronze de Henry Moore - lui a été remise par M. Jay A. Pritzker, président de la Fondation Hyatt qui patronne le prix.

Hans Hollein est né à Vienne en 1934. Il a étudié l'architecture en Autriche, puis aux Etats-Unis, à Chicago et Berkeley. On lui doit notamment le Richard Feigen Gallery de New-York, la Roti Candelerie de la biennale de Venise, une partie de l'Office du tourisme de Vienne, une partie du musée municipal d'Abteiberg à Mönchengladbach, près de Düsseldorf, et le musée d'art moderne de Frankfurt. Il est le septième lauréat de ce prix.

■ OPÉRA DE PARIS. - M. Jean-Luc Chopin est nommé, à l'Opéra de Paris, chargé de missions auprès de Rudolph Nureyev, directeur de la danse, en vue de remplacer, le 1<sup>er</sup> septembre, M. Thierry Fouquet, administrateur de la danse. M. Fouquet deviendra à cette date conseiller à la programmation artistique, chargé de la salle Favart, à la place de M. Henri Maier, nommé directeur général du Théâtre de Montpeller.

■ MORT DU PEINTRE PORTO-CARRERO. - Le peintre catalan René Portocarrero vient de mourir à La Havane. Il était âgé de soixante-trois ans. Il avait notamment décoré le Palais de la Révolution de La Havane.

### George Dandin à Caen

Longtemps, les compagnies pour jeune public ont boudé les « classiques », comme elles avaient boudé les contes de fées. A Caen, après quelques explorations fructueuses du côté de Georges Darien, de Michel Vinaver et du Moyen Age avec *Aucassin et Nicolette*, le Théâtre du Gros-Cailhou s'est avisé que Molière restait encore, aussi, un des meilleurs auteurs pour les jeunes, à condition de le traiter autrement qu'en « marionnette classique ».

Georges Dandin peut se lire comme l'histoire classique d'un coucage ou comme l'histoire d'une transgression sociale qui porte en soi son châtiment. Il y a dans cette comédie-farce quelque chose de dur et de clair dans la démonstration qui pourrait bien conduire à la fable brechtienne. A cette différence que Molière, selon le bon sens du temps, se situe du côté de la hiérarchie, contre le grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf.

Gabriel Cinque, le metteur en scène, a voulu surtout voir, dans *Georges Dandin*, la révolte sympathique d'une mal-mariée à la fois contre son lourd d'homme marié et contre ses parents odieux d'avidité et de mauvaise foi. Angélique, jouée par Bénédicte Jacquard, froide, insolente, naturelle, proclame les droits de la jeunesse au plaisir. Autour d'elle, tous les autres personnages grimaçant sinistrement en attendant d'illustrations de l'intérêt.

Le décor, mi-fantasmagique, mi-réaliste, évoque la fête galante et la ferme de vieux terroir dans la mélancolie d'un début d'automne

où flotte l'ennui, où s'étreignent les désirs vagues. Une certaine lenteur de jeu, un climat ténébreux aident encore à donner au spectacle comme une épaisseur romanesque et aux personnages une vraie profondeur.

BERNARD RAFFALLI.

★ Théâtre du Gros-Cailhou, 5, rue de l'Arquette, 14 000 Caen, tél. : (31) 34-40-40.

### Les cinquante ans de « Jazz Hot »

*Jazz Hot* fête son cinquantenaire. C'est la plus ancienne, la première revue spécialisée du monde en son domaine. Une invention française. On la trouve en kiosque jusqu'au 30 avril. Un numéro remarquable, de quelque cent pages, décrit l'aventure d'un art fondamentalement nouveau, de la fin de la première guerre mondiale à 1935, puis de chapitre en chapitre, et de cinq en cinq ans, déroule le fil des époques successives, de 1945 à 1985. Charles Delaunay, fondateur du mensuel, laisse aller sa mémoire et apporte beaucoup à cette grande opération - comme, de son côté, Crappelli, avec son humour de grand seigneur montmartrois, sa parole superbe et assassine. Jacques Hess redonne un peu de corps à Saint-Germain-des-Prés, qui ne fut pas, contrairement à ce qu'on dit maintenant pour faire malin, une pure invention de journalistes, de confrères d'autrefois.

LUCIEN MALSON.

★ *Jazz Hot*, n° 419, 25 francs, 1, rue Lord-Byron, Paris-8.

### Fleur bleue soviétique

Les histoires d'amour soviétiques telles qu'elles nous parviennent au cinéma Cosmos, à Paris, vont pleines de malice. Les mises en scène s'effacent devant les acteurs, qui eux-mêmes servent leurs personnages avec une grande intelligence. Cela ne fait pas des chefs-d'œuvre, mais des divertissements charmants, d'une drôlerie mélancolique et toujours poétique.


Après *Amoureux volontaires*, voici *Romance du front*, de Piotr Todorovski, film envoyé aux Oscars et maintes fois primé dans les festivals. Un jeune soldat, Sacha, s'éprend en secret de Liouba, la bien-aimée du commandant; il lui fait ses adieux en lui souhaitant beaucoup de bonheur.

Sacha retrouve Liouba après la guerre. Il est marié, inscalié, il est projectionniste. Elle n'est plus la jeune fille lumineuse : elle vend, gouailleuse, des petits pâtés dans la rue. Mais l'amour de Sacha est intact.

Le film progresse sur de constants décalages. Sacha est pitoyable et superbe à la fois. Il s'occupe de Liouba, sans tromper sa femme. Le trio évolue selon la ténacité du petit bonhomme terne. Comme il ignore la mécanique et ne veut pas s'imposer, il subira les cruautés du sort. Tout le travail des comédiens, surtout Inna Tchourikova dans le rôle de l'épouse, consiste à donner leur revanche à ces individus malmenés par la vie.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Le Cosmos (6°).



**Des serveurs VIDÉOTEX pour une évolution compatible de 30 à 3000 utilisateurs simultanés.**

ICL, 16, cours Albert-1<sup>er</sup>, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 - poste 288)

مكتبة الأصل







## SPORTS

LA VICTOIRE DE KANKKUNEN (TOYOTA) DANS LE « SAFARI RALLY »

### Petits garagistes et grandes écuries

Un coup d'essai qui a été un coup de maître : nouveau venu sur les pistes kényanes, le Finlandais Juha Kankkunen, vingt-six ans, a remporté, lundi 8 avril à Nairobi, le trente-troisième Safari Rally au volant d'une Toyota Celica, avec 34 minutes d'avance sur son compagnon d'écurie, le Suédois Björn Waldegaard, vainqueur de cette épreuve l'an dernier. Le secret de sa réussite, à son avis ? « J'ai mené ma voiture et j'ai eu beaucoup de chance ».

L'Allemand de l'Ouest Erwin Weber, vingt-cinq ans, qui avait mené la course depuis le mi-parcours, aux commandes d'une Opel Manta, a été frustré de sa victoire à 360 kilomètres seulement de l'arrivée, pour de graves ennuis de culasse, tandis que son coéquipier, le Finlandais Rauno Aaltonen, engagé pour le vingt-deuxième fois dans cette compétition, terminait quatrième.

Nairobi. — L'engagement de Prem Choda dans le Safari Rally remonte à l'année même de son mariage avec Pauri, il y a tout juste un quart de siècle. Comme si une passion n'allait pas sans l'autre. Il est vrai que, pour la douzième fois, sa femme lui a servi de navigatrice sur les pistes kényanes. Une virée d'amoureux un peu particulière dans une Datsun pas tout à fait comme les autres...

Ce garagiste de Nairobi, d'origine asiatique, a terminé six fois le Safari Rally et, cette année encore, à près de dix-sept heures du vainqueur. Il lui est même arrivé de se classer dixième. Il ne court, pourtant, après aucun trophée. S'il peut tirer quelque fierté à faire un bout de route commune avec les « super-stars » du sport automobile, il participe à cette épreuve pour le plaisir.

Comme beaucoup de concurrents locaux, Prem Choda fait partie des obscurs, des sans-titres, de ceux auxquels ni les commanditaires, ni les parieurs, ni les spectateurs ne prêtent grande attention. S'ils ne créent pas le « suspense », du moins font-ils nombre : un rallye de championnat du monde doit aligner au moins cinquante voitures au départ. Et, cette année, à Nairobi, il y avait soixante et onze partants dont cinquante-deux pilotes du cru, souvent au volant de véhicules mal préparés pour ce genre d'épreuve, comme, par exemple, une camionnette de livraison Toyota... C'est, en effet, un minimum de 200 000 F qu'il faut engager pour ne pas faire trop mauvaise figure dans pareille compétition, sans compter, pour autant, rivaliser avec les « têtes d'affiche ».

Il s'agit seulement de six pilotes africains d'origine à prendre le départ. Cinq n'ont pas franchi le cap de la deuxième étape et le dernier a abandonné avant la mi-chemin. Trois couraient à bord de pick-up 504 Peugeot, sous les couleurs des Postes et télécommunications locales. Un simple baroud d'honneur car le Safari Rally semble échapper de plus en plus au contrôle du pays hôte, invité à prêter ses pistes et à profiter ainsi d'un appréciable « coup de pub ». « On doit encourager les Kényans à pratiquer le sport, comme le football », insiste M. A. Ekiapa, président de l'Automobile Association. « Mais il en faudrait davantage pour changer la face de ce rallye ».

#### Kényans blancs

La participation locale au Safari Rally est à l'image de son importance dans la vie économique. Aussi, n'est-il pas étonnant de constater que la quasi-totalité des pilotes locaux soient des Kényans blancs, pour la plupart d'origine britannique, et surtout des membres de la communauté indo-pakistanaise qui possède la plupart des garages et contrôle, avec les précédents, aussi bien les clubs de sport automobile que l'organisation elle-même du rallye. C'est dire que ce Safari a des allures de grande fête indienne, car tous ces « Asiens », ont, qui un parent, qui un ami, dans la course.

Africains au sens large du terme et « super-stars » du sport automobile descendues du Nord : deux mondes qui se côtoient et qui

Les deux Audi Quattro sport, pilotées par Stig Blomqvist, le champion du monde en titre, et Hannu Mikkola, étaient éliminées dès la première étape. Les quatre Lancia Rally étaient au cours de la deuxième. Sur les trois Peugeot 206 turbo 16, engagées pour la première fois dans le Safari Rally, une seule, aux mains du Finlandais Timo Salonen, vainqueur du Rallye du Portugal, parvenait à franchir la ligne d'arrivée en septième position, à 2 heures 51 minutes de Kankkunen. Dix-neuf concurrents ont été classés sur les soixante et onze qui avaient pris le départ. Les pluies, particulièrement abondantes cette année, ont eu pour conséquence de pénaliser les performances des pilotes. Kankkunen termine avec 318 points de pénalité alors que la vitesse moyenne imposée était de 109 kilomètres à l'heure pour les 5 200 kilomètres de secteurs chronométrés.

#### De notre correspondant en Afrique orientale

s'observent sans vraiment se fréquenter. Entre eux, l'écart va se creusant, car les seconds ont l'avantage sur les premiers d'avoir en main des voitures de plus en plus performantes et rapides et, à leur service, une assistance toujours améliorée. Cette année, la Peugeot 205 turbo 16 a fait son apparition sur les pistes kényanes. Les pilotes des écuries Peugeot et Audi avaient à leur disposition, outre des équipes au sol de plusieurs dizaines de mécaniciens, un avion pour les liaisons radio et un hélicoptère pour le transport, dans les sections difficilement accessibles, de « secouristes » et de pièces détachées. Lancia tenait en réserve 600 pneus, Nissan 800...

Malgré les progrès dans la technique et l'assistance, le Safari Rally reste le plus dur du championnat du monde. Au cours du périple, les pilotes des grandes écuries ont reçu de leurs navigateurs 25 000 informations, soit, à la vitesse moyenne de 2 kilomètres par minute, une toutes les cinq secondes pendant cinq jours...

Où sont les temps héroïques du Safari Rally, lorsque les concurrents n'avaient d'autre choix que d'utiliser

le système « D » en cas d'avarie : bourrer de bananes le radiateur pour colmater une fuite, découper une lanterne de cuir dans une chaussure pour fabriquer un joint de fortune, remplir d'herbe un pneu, faute de chambre à air. Malgré tout, « il y a encore un peu d'aventure et d'improvisation dans cette épreuve, que l'on ne trouve plus sur les circuits européens », reconnaît un responsable de la firme de Sochaux. Ce qui permet aux pilotes locaux de ne pas partir battus d'avance et interdit aux vedettes européennes de se croire invincibles. Shekhar Metha, un « Asien », a tout de même déjà inscrit à son actif cinq victoires au Safari Rally. Quant à Mike Kirkland, un Kényan blanc, il vient de se classer en troisième position dans l'édition 1985.

JACQUES DE BARRIN.

#### CLASSEMENT

1. Kankkunen-Gallacher (Fin./G-B - Toyota Celica turbo) 318 pts de pénalisation ; 2. Waldegaard-Thorszelius (Suède - Toyota Celica turbo), 352 ; 3. Kirkland-Levinson (Ken./Nissan 240 RS), 361 ; 4. Aaltonen-Dress (Fin./Ken. - Opel Manta), 372 ; 5. Weber-Wagner (RFA - Opel Manta), 424 ; 6. Ambrosio-Le Saux (C./It. - Nissan 240 RS), 478 ; 7. Salonen-Harjanne (Fin. - Peugeot 205 Turbo 16), 546.

### Formule 1 automobile et football pour le premier Loto sportif

Le Grand Prix du Portugal de formule 1 automobile (21 avril) et le trente et unième tournoi de championnat de France de deuxième division en football (20 avril) ont été choisis pour le premier tirage du Loto sportif. Les bulletins pourront être enregistrés les mercredi 17, jeudi 18 et vendredi 19, dans les points de validation du Loto, aux heures habituelles.

Dans les grilles de 1 à 6, il faudra classer les six premiers du Grand Prix du Portugal de for-

mule 1. Dans la grille 7, il faudra indiquer l'équipe qui gagnera le match de football Rennes-Rennes (ou choisir de cocher la case N qui indique le match nul) et dans la grille 8 le nombre de buts marqués, au cours de six matches de football du groupe B de deuxième division. Ces matches seront précisés dans la questionnaire que la société de la Loterie nationale et du Loto national rendra public le 12 avril en fin de journée.

## LÉGION D'HONNEUR

#### DÉFENSE NATIONALE

Grand-croix : le général de corps aérien Roland Glavany

Est élevé à la dignité de grand-croix : M. Roland Glavany, général de corps aérien.

Est élevé à la dignité de grand officier : M. Eugène Babot, capitaine de vaisseau.

Sont promus commandeurs : MM. Jean-Claude Sompalmarc, Gilbert Louis, Laurent Chevry, Louis Bérut, Paul Léger, Claude Lherbette, Roland Bieuvault, Robert Bonnevillie, Albert Jacquot, Francis Masset, Jean Pautot, Raymond Sabot, Henri Wolter, MM. Lucie Bernard, épouse Andrieu, Gabrielle Sadourny, épouse Pierre-Bloch, MM. Jean Birolleau, Eugène Claudius-Petit, Maurice Millet, Jacques Bonnemaison.

Sont promus officiers : MM. Edmond Abbate, André Dupont, Xavier Schuchler, André Villard, Henri Wagner, Pierre Besune, Georges Roux, Raoul Allieres, Pierre Delon, Pierre Grimon, Paul Androussi, Ernest Balse, Gilbert Ballez, Joseph Bernardini, Jean Boubé, Michel Breky, Yvon Chopin, Jean Com, Jean Gagnoulet, Jacques Hancjens, Jean Laverre, Alain Levrier, Emile Lützenberger, Georges Mette, Georges Monnet, François Pencreux, Jean-Paul Royer, Joseph Schilling, Marcel Tourgis, Edouard Turpin, Auguste Villeneuve, Hubert Vivienot, François Bardet, Marcel Marguier, Raphaël Roma, Jacques Barrois, Pierre Bassan, Charles Borgomano, Robert Cadieux, Pierre Cammarot, Alain Comastin de Chassigny, Robert Ducor, Jean Duprat Genezay, Joseph Farjas, Georges Fon-

bert, Jean Gautheron, Jean Gavillot, Marc Genil, René Guinard, René Jacquot, Jean Jaugy, Jacques Lefevre, Louis Martin, Alexandre Mitjaville, Georges Perrain, Marcel Pistocchi, René Rochelet, Amable Sari, Joseph Sinet, Serge Soret, Robert Trugues, André Cappelletti, Emile Leroy, M. Alice Rah, Claire Scarmaroni, MM. Nandor Szegedi, Jean Baillif, Jean-Pierre Demarche, Bernard Bachelot, Georges Bauli, André Cadoret, Edouard Cancheux, René Estland, Georges Ory, Antoine Raymond, Jacques Richard, Edouard Legaux, Raymond Sotito, Michel Seychal, Raoul Brian, Remy Cément, Egon Eisenbach, Jacques Feyens, Henry Genès, Emile Jansson, Jean Libert, Charles Luquet de Saint-Germain, Pierre Maurichere, Jacques Feyermohr, Jean Pussiot, Jacques Raa, Jean Rubel, Jean Sidiobé, Claude Bruno.

Sont nommés chevaliers : MM. Emmanuel Prenat, Christian Dupont, M. Anna Allen, MM. Paul Sanz, Jacques de Sury d'Aspremont, Gaston Durand, Georges Teillat, Raymond Trize, Robert Salata, Jacques Dorland, Albert Girard, Georges Husache, Gaston Lussac, Maurice Maille, André Seillard, Jean Saut, Jean Sol, Claude Vedrine, Marcel Doog, Henri Laporte, Pierre Agostini, Roger Arnaud, Bernard Ballard, Pierre Barber, Pierre Barès, Pierre Bas, Serge Bauguel, François Beaumont, Raymond Bernard, Jacques Bernheim, Jean Billet, Jean Blanc, Bernard Bocher, Jean Bouchard, Lionel Boucher, Maurice Bourguignon, Gérard Capdeville, Michel Caumont, Bernard Cavillier, Robert Chaigne, Marc Chappuis, Paul Chesna, Gilles Claude, Paul Coelho, Gilbert Coles, René Colliac, Denis Courrier, Roger Cressant, Jean Crombé, Jacques Cumin, Hector Dalmasso, Serge Danthier, Georges Delory, René Delouche, Jean-Louis

## LE CARNET DU Monde

#### Décès

M. Gérard Chauvallon, M. Annie Chauvallon, M. et M<sup>me</sup> Franck Chauvallon et Claude Chauvallon, M. et M<sup>me</sup> Yves Pellé et David.

M. Bruno Stewart, son fils, sa fille, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Chauvallon, Sablayrolles, Delle, Allereau, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel CHAUVALLON, survenu le 5 avril 1985, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée à l'église Saint-Antoine-de-Padoue, boulevard Lefebvre, Paris-15<sup>e</sup>, le mercredi 10 avril, à 8 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Amboise (Indre-et-Loire). Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Lacretelle, 75015 Paris, 4, rue des Chapelles, 92310 Sèvres.

Les Etablissements Allereau et Chauvallon ont la tristesse de faire part du décès de leur président-directeur général.

M. Marcel CHAUVALLON, survenu le 5 avril 1985, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 10 avril, à 8 h 30, en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, boulevard Lefebvre, Paris-15<sup>e</sup>.

35, rue Clisson, 75013 Paris.

Le Mans, Paris.

M. Raymond COATANOAN, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Georges Chalmir, M. et M<sup>me</sup> Louis Evard, ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond COATANOAN, trésorier-payeur général honoraire, officier de la Légion d'honneur.

survenu le 5 avril 1985, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mardi 9 avril, à 10 heures, en la cathédrale Saint-Julien du Mans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

95, rue Prémarin, 72000 Le Mans.

M. Charles JULLIARD, M. et M<sup>me</sup> Guy Cabanel, M. et M<sup>me</sup> Philippe Julliard, Christine, Isabelle, Bruno et Bertrand Cabanel, Laura et Stéphanie Julliard, Emmanuel Sirey, M. et M<sup>me</sup> Robert Mèlin, ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles JULLIARD, professeur retraité du lycée Henri-IV à Paris.

leur épouse, père, grand-père, arrière-grand-père et beau-frère, survenu le 21 mars 1985, dans sa

soixante-dix-huitième année, à Chalon-sur-Saône.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité en l'église Saint-Pierre de Mâcon.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Mâcon (Côte-d'Or), le 27 mars.

3, rue Amber, 92120 Montrouge.

Le docteur et M<sup>me</sup> Gabriel Blouz, M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Brunson, leurs familles et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Maurice LAINE, née Esther Messenge.

survenu à Paris, le 3 avril 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à Ville-d'Avray dans l'intimité familiale.

12, rue Bomperte, 75006 Paris.

11, rue Ernest-Renan, 92310 Sèvres.

M<sup>me</sup> Jacques LOISEAU, son épouse, Gérard et Joanne Loiseau et leurs enfants, Michel et Catherine et leurs enfants, Jean et Jacqueline Gastien et leurs enfants, Philippe et Jacqueline Loiseau-Marchand et leurs enfants, François et Marie Gilliamon et leurs enfants, François et Sylvie Loiseau et leurs enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques LOISEAU, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre des Palmes académiques, officier de l'Ordre de la Santé publique, président honoraire du conseil régional de l'Ordre des pharmaciens.

survenu le 5 avril 1985, dans sa quatre-vingt-neufième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Vincent-de-Paul, Paris-10<sup>e</sup>, le jeudi 11 avril, à 14 heures.

M. et M<sup>me</sup> André Michel, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jean-Loup Michel, M. et M<sup>me</sup> Pierre-André Michel, Antoine et Etienne Michel, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> André Dautreux, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de

M. André, Paul MICHEL, survenu le 5 avril 1985, à Paris.

Une messe sera célébrée le vendredi 12 avril, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame de la Gare, Paris-13<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 15 heures, au cimetière de Châtineuf-sur-Cher.

Ni fleurs ni couronnes. Nous suggérons à l'Association pour la recherche sur le cancer, BP 300, 94803 Villejuif Cedex.

Cet avis tient lieu de faire-part.

56, rue Jeanne-d'Arc, 75013 Paris.

Chambéry, Grenoble, Bourg-en-Bresse, Paris, Toulouse.

Ce dimanche 7 avril, dans la nuit de mercredi à jeudi, à 9 h 30, en l'église de Saint-Pierre de Lannion à Chambéry.

Edmond PROCOUD.

La messe d'action de grâce de ses funérailles sera célébrée, le mercredi 10 avril, à 9 h 30, en l'église de Saint-Pierre de Lannion à Chambéry.

De la part de M<sup>me</sup> le docteur Procond, Collin, M. et M<sup>me</sup> François Procond et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Yves Clavier, M. et M<sup>me</sup> Alain Defeur et leurs enfants.

Le Père Dominique Procond, de la Compagnie de Jésus, ses enfants et petits-enfants, Les familles Rodier, Procond, de Clémis, Collin, Bernard, Gail, Azouga, Miquel, ses frères, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Tous ses parents et alliés.

Vos pensées et vos prières seront acceptées de bon cœur.

490, chemin des Monts, Bessans, 73000 Chambéry.

Nous avons le chagrin de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Roger PRUDHOMME, avocat honoraire à la cour,

survenu le 2 avril 1985, à l'âge de soixante-dix-sept ans, à son domicile.

Une messe de Requiem sera célébrée le mercredi 10 avril, à 9 h 30, en l'église Saint-Vincent de Mennil-le-Roi (Vosges).

Ni fleurs ni couronnes. Nous suggérons à l'Association pour la recherche sur le cancer, BP 300, 94803 Villejuif Cedex.

De la part de Son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Sa famille, Et ses nombreux amis.

3, rue Jules-Roin, 76600 Le Mesnil-le-Roi.

M. et M<sup>me</sup> Claire KRONEN-SPINA, M. et M<sup>me</sup> Julie Spina, M. et M<sup>me</sup> Elie Spina, M. et M<sup>me</sup> Wilhem Spina, M. et M<sup>me</sup> Simone KRONEN, M. et M<sup>me</sup> Camille KRONEN, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-François SPINA, survenu le 3 avril 1985, dans sa quarante-troisième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, le mercredi 10 avril, à 14 heures.

Réunion entre principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

82, rue du Rocher, 75008 Paris.

Anniversaires

Pour le 10 avril 1985, cinquante ans de mariage de M. et M<sup>me</sup> Georges REVILLON, née Marcelle Chabard.

une pensée est transmise à celui qui l'est comblé par son amour.

Nos abonnés bénéficieront d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sous réserve de joindre à leur envoi de carte postale d'identité pour justification de cette qualité.

STERN

GRAVEUR depuis 1940 Cartes de vœux Invitations Papiers à lettres de prestige pour Sociétés Adresses et Services 47, Passage des Panoramas 75002 PARIS Tél. : 236.94.00 - 236.94.05

27 mars - 4 mai 1985

Klapheck

Galerie Maeght Lelong 13, rue de Téhéran, 75008 Paris

emploi

Ingenieur

Ingenieur

Ingenieur

JEUNE INC

INFORMA

JEUNE

DE ZONE



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS	Le jour	Le jour TTC
DEMANDES D'EMPLOI	104,00	123,34
REMOISELIER	31,00	36,76
AUTOMOBILES	88,00	81,83
AGENDA	88,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le jour	Le jour TTC
OFFRES D'EMPLOI	59,00	69,57
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
REMOISELIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

\* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



L'Espace entre dans une nouvelle ère avec les plateformes automatiques, les stations spatiales, le lanceur ARIANE 5 et HERMES, et nous souhaitons engager des ingénieurs créatifs et entreprenants, motivés par un travail concerté en équipe. La division « Systèmes Avancés et Ingénierie Satellite » crée des postes : **HF**

### Ingénieur Conception Système

Au sein du service Avant-Projet, il participe aux études de faisabilité et de définition de nouveaux systèmes spatiaux pour des clients nationaux ou européens (CNES, ESA, ...). Doté d'un bon esprit de synthèse, il sera capable de terme d'animer et de coordonner des activités multidisciplinaires menées dans les différents services de la société et chez nos coopérateurs. **Réf. NK 1219**

### Ingénieur Contrôle de Satellites

Sa responsabilité s'exerce dans la conception et la définition des procédures de mise en orbite et d'exploitation de véhicules spatiaux. Il participe également à la conception de l'infrastructure sol (Centre de Contrôle et de Mission) nécessaire à la conduite des opérations. Une connaissance de systèmes informatiques temps réel serait appréciée. **Réf. NK 1220**

### Ingénieur Mécanicien

Au sein du Département Ingénierie Satellite, il participe à la conception de l'architecture mécanique de véhicules spatiaux (satellites, plateformes, lanceurs) et élabore les spécifications techniques d'éléments structuraux. Il apporte une première expérience de la modélisation par éléments finis et des dimensionnements de structures mécaniques. Connaissance du NASTRAN appréciée. **Réf. NK 1221**

### Ingénieur Electronicien

Au sein du Département Ingénierie Satellite, il participe à la conception de l'architecture électrique de satellites, spécifie les interfaces électriques des équipements et vérifie par simulation et par essais réels la compatibilité électromagnétique du satellite. Une expérience de 2 à 4 ans de la simulation de réseaux électriques et/ou de l'intégration de systèmes serait appréciée. **Réf. NK 1222**

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés (X - MINES - ECP - ESE - SUP'AERO - ENST - ENSTA ...), confirmés par quelques années d'expérience dans le milieu aéronautique, spatial, ou nucléaire, ou sur des projets ingénierie système. Anglais indispensable.

Adresser C.V. rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi à MATRA - Chef du Personnel - Rue des Cosmonautes - ZI du Palays - 31400 TOULOUSE.

**MATRA**



### Ingénieurs Informaticiens Expérimentés

Leader en Europe dans le domaine de l'informatique spatiale, le centre de TOULOUSE (environ 580 P.) est orienté sur des activités de maîtrise d'œuvre de projets spatiaux, et crée des postes pour prendre la responsabilité de nouveaux projets.

Dans le cadre de programmes nationaux ou internationaux, ils participent à la conception, au développement et à la validation de systèmes complexes de communication, de gestion et de traitement des données, embarqués à bord de véhicules spatiaux ou implantés au sol pour l'intégration et l'exploitation de ces véhicules.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs Grandes Ecoles (X, ENSI, ESE ou équivalent) ayant au moins 5 ans d'expérience de développement de systèmes informatiques acquis soit dans un milieu industriel aéronautique ou chez un constructeur, soit sur des projets de télécommunication-conduite de processus.

Anglais courant.

Ecrire avec C.V., rémunération actuelle et photo en indiquant la référence NK 1213/M à : MATRA - Chef du Personnel - Rue des Cosmonautes - ZI du Palays - 31400 TOULOUSE

**MATRA**

### JEUNE INGENIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL ASSISTANT DU DIRECTEUR DES VENTES

ENI - ENSA - INSA (électronique) ou similaire +18 ans expérience BE ou Services techniques

Une industrie de renom international en expansion, fabricant des équipements électromécaniques spécialisés pour industries diverses (chimie, mécanique, alimentaire, appareils scientifiques, etc.), recherche ce jeune cadre pour sa filiale française proche de Saint-Louis (BS).

Missions: traitement des consultations des clients, offres techniques et commerciales, conseils techniques aux clients, gestion de l'après-vente, actions publicitaires, expositions.

Alimenté ou anglais d'entretien peut être apprécié.

Poste d'astreinte, échelle.

Ad. CV del. ss tél. 1177 à SELEVE Conseil 6700 STRASBOURG CEDEX

### ASSOCIATION CENTRE SOCIO-CULTUREL ET SPORTIF JEAN VILAR-ANGERS

VILAR-ANGERS. 1.500 adhérents. 7 permanents. 40 bénévoles. Activités multiples, salles de spectacle et cinéma, recherche: Directeur pour prendre en charge la responsabilité animation et gestion de l'équipement. Expérience exigée. Dossier candidature (C.V., expériences, références) à retourner au Centre avant le 20 avril 1985. C.S.C.S. Jean-Vilar. Place Jean-Vilar. 49000 ANGERS.

### Fédération du Crédit Mutuel de Loire Atlantique et du Centre Ouest CREDIT-MUTUEL "au service de l'homme" ouvre à Nantes, trois nouveaux postes et accueille dans cet esprit:

#### DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT (H/F 30 ans minimum)

en créant la fonction il ou elle sera le moteur et l'animateur d'une petite équipe, son action fonctionnelle comporte trois aspects: - Recruter du matériel. Il doit susciter la créativité de tous pour faire réaliser de nouveaux produits, les commercialiser - assister et dynamiser le réseau. - Communication et publicité - relations publiques. Il met en valeur l'image de marque du Crédit Mutuel à l'intérieur comme à l'extérieur. - Promotion des actions sociétales. Il est l'acteur du développement de la vie du mouvement.

Cette fonction rattachée à la Direction Générale nécessite une formation supérieure "Ecole de Commerce" complétée par l'expérience du Marketing en entreprises. **(Réf. 517 M)**

#### RESPONSABLE DES ACTIVITES FINANCIERES

attentif à la vie des marchés monétaires et financiers, il ou elle en saisit les nouvelles subtilités. Entièrement maître de son produit, de la création à la mise en œuvre, avec son équipe (une quarantaine de personnes), il est responsable de la gestion des comptes financiers, des produits d'épargne et des services.

Formation type ESSEC/HEC... plus expérience de la fonction chez un courtier en banque, un agent de change ou un organisme bancaire. **(Réf. 518 M)**

#### CHARGE(E) DES CREDITS PROFESSIONNELS

Issu de "Bachelier". La formation aura été acquise sur le terrain ou de niveau supérieur mais enrichie par l'expérience bancaire et permettra au candidat de conduire une équipe d'Analystes et d'Assistants aux prêts professionnels d'Assurer le Conseil Technique auprès des Banques - de superviser l'ensemble des études dans ce domaine.

Maturité professionnelle - Rigueur - Goût prononcé pour les contacts - Souci commercial. **(Réf. 519 M)**

Pour chacun de ses postes, écrire, en précisant la référence, lettre manuscrite. CV détaillé, photo - rémunération actuelle à **CEIP 29 - Conseil d'Entreprise - 5, avenue du Lycée 85210 Mortais - Tél. (09) 88.16.67** Discretion et réponse assurées.

### De l'informatique à la monétique JEUNE INGENIEUR INFORMATICIEN Val de Loire

Cette entreprise de 2000 personnes, filiale d'un important groupe nationalisé, connaît, avec un chiffre d'affaires de 750 millions de francs, un taux de croissance annuel de l'ordre de 30 %. Face à son développement, elle recherche, au sein de sa division Moyens de Paiement (monétique), un jeune ingénieur Méthodes Exploitation. Rattaché au Responsable du Service Production, il devra s'intégrer à l'équipe Assistance Exploitation, et être rapidement à même de mener à leur terme les différentes missions qui lui seront confiées dans la mise en place d'outils d'aide à l'exploitation (choix de logiciels et réalisations d'applications). Il interviendra par ailleurs dans la gestion et le développement des ressources de production.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur en informatique, diplômé de l'enseignement supérieur (MAGE ou équivalent), débutant ou possédant une première expérience professionnelle, et motivé par la fonction système et les méthodes de production informatiques. La connaissance des matériels IBM/MVS constituerait un atout. La lecture de l'anglais technique est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M.1/1034/K à:

**EGOR OUEST-ATLANTIQUE**

15 rue Charles Monselet - 44000 Nantes

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUBIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

### JEUNE CHEF DE ZONE EXPORT Nantes

Cette jeune société, leader sur son marché, est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'équipements industriels. Son chiffre d'affaires, en constante progression (20 % par an), est réalisé pour moitié à l'exportation, dans une trentaine de pays. Face à son développement, elle recherche aujourd'hui, au sein de sa force de vente, un jeune responsable de zone export.

Rendant compte au Président, il devra s'intégrer à l'équipe déjà en place et assurer le développement commercial de son secteur géographique (quatre continents, hormis l'Europe) avec pour tâches principales: les études de marché, les animations promotionnelles, l'administration commerciale, le suivi de la distribution, l'accroissement des ventes, etc... Il entretiendra pour ce faire des relations commerciales directes et suivies (plus ou moins de son activité) auprès des agents et importateurs qu'il devra sélectionner et animer.

Ce poste, basé en région nantaise, doit motiver un commercial de terrain, âgé de 26 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce, ou équivalent), et posséder justifier d'au moins trois années d'expérience professionnelle commerciale. La pratique courante de l'anglais et de l'espagnol est exigée. La réussite dans la fonction implique un tempérament de battant, une grande disponibilité, liés à un bon esprit d'équipe, et un sens aigu des négociations.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M.1/1599 A à:

**EGOR OUEST-ATLANTIQUE**

15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUBIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

Ville de ROANNE (Loire)  
50.000 habitants  
recrute d'urgence  
1 ATTACHE DE 2<sup>e</sup> CLASSE  
pour service administratif  
Architecture  
Conditions: Inscription liste  
d'aptitude C.F.P.C.  
ou mutation.  
Adresser C.V. et photo en C.V.  
à: M. le Maire, Hôtel de Ville,  
42328 ROANNE CEDEX.  
Pour le 18 avril 1985  
dernier délai.

ANNONCES CLASSEES  
TÉLÉPHONES  
555-91-82



CONSEILS DE DIRECTION  
Groupe d'une centaine de Consultants  
recherche

### consultants de haut niveau REGION RHONE-ALPES

pour les associer à ses missions en:  
- PRODUCTION: planification, G.P.A.O., informatique industrielle, ingénierie d'acier, méthodes industrielles, maintenance  
- LOGISTIQUE: stratégies de développement, transports, conception de système de manutention et de stockage, systèmes d'information.  
Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation GRANDE ECOLE ayant une personnalité de tout premier plan:  
• profil d'organisateur,  
• grande rigueur intellectuelle et forte capacité de travail,  
• excellente aptitude à communiquer, convaincre et animer les hommes,  
• motivés par la mise en œuvre du changement et la transmission du savoir-faire.  
• disponibilité pour de fréquents déplacements en FRANCE et en EUROPE.  
La qualité des missions qui leur seront confiées et le développement rapide des différentes composantes du Groupe O.A. ouvrent de larges possibilités d'évolution pour des candidats de valeur.

#### senior consultants

Environ 10 ans d'expérience concrète sur des projets importants

#### consultants

Débutants ou première expérience.  
Nous vous remercions d'adresser votre candidature à:  
**O.A. OROUMOFF & ASSOCIES, 24 rue Jeanne-Massat, 69009 LYON**

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ LYON 9<sup>e</sup> RECHERCHE

#### TECHNICIEN

BTS en DUT CHIMIE

Pour analyse structurale organique (L.R./E.M.N.).

Pour poste dans Centre de Recherches LYON.

• Rémunération X 13.

• Restaurant d'entreprise.

• Avantages sociaux + indemnité de transport.

Envoyer C.V. + photo s/n° 5213

M.P.A. - B.P. 2355 - 69216 LYON CEDEX 02.



recrute pour NANCY

#### BIOLOGISTE H/F

(Pharmacien, vétérinaire, médecin, docteur 3<sup>e</sup> cycle).

Il lui sera confié les études de dysmorphogenèse et factio-embryotoxité. L'anglais scientifique et des aptitudes rédactionnelles sont exigées pour ce poste.

Envoyer lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions à C.A. LEMAITRE, I.N.R.S., Avenue de Bourgogne, 54500 VANDOEUVRE.

مكتبة الامم المتحدة







مكتبة الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



### Contrôleur <sup>HF</sup> de Projet

Pour la Division Systèmes électro-optiques  
du Centre du Val-de-Reuil situé près de  
ROUEN

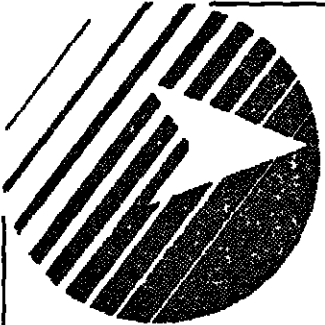
Sa responsabilité s'exerce d'une part dans les prévisions et le suivi des réalisations budgétaires, d'autre part dans l'élaboration et le contrôle du planning des projets en étroite collaboration avec le chef de projet et toutes les équipes impliquées dans la vie des affaires.

Pour tenir cette fonction, il est nécessaire d'apporter une expérience industrielle de 3 à 10 ans selon le niveau d'études supérieures, d'avoir des compétences en gestion et comptabilité et d'être familiarisé avec la gestion informatisée sur des gros contrats.

Des qualités de rigueur, le sens des contacts et des capacités d'autonomie faciliteront la réussite dans la fonction. Anglais courant.

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo en précisant la référence NK 1218/M au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres-Centre de MONTIGNY 3, avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

## MATRA



### Ingénieur Expérimenté <sup>HF</sup>

AERODYNAMIQUE THEORIQUE.

Pour prendre la responsabilité d'un groupe d'études scientifiques, au sein de la Direction Recherche et Développement.

Cette responsabilité sera confiée à un ingénieur G.E. ayant acquis par une expérience d'environ 6 - 8 ans, des compétences en aérodynamique, analyse numérique et en informatique notamment en FORTRAN.

Le poste est situé à VELIZY.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1214 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre 78182 SAINT QUENTIN YVELINES CEDEX

## MATRA

Importante Institution Financière  
recherche  
pour son département Marché Financier Titres

### un Responsable de la Division Bourse

Cette division de 22 personnes a pour missions principales :

- le traitement des ordres de Bourse sur les marchés français et étrangers
- le suivi des positions titres et espèces chez ses dépositaires.
- Diplôme d'Etudes Supérieures souhaitable.
- Expérience d'au moins trois ans dans une fonction similaire.
- Gout de l'organisation et grande qualité relationnelle.

Envoyer CV, photo, salaire et prétentions sous réf. RC 0427 à Lévi Tournay / Ascom 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

### Ingénieur électrotechnicien débutant

FORMATION GRANDE ECOLE (ESE, IEG...)

Importante société de construction électrique recherche un Ingénieur Electrotechnicien. Mission : participation aux travaux de recherches développement dans le domaine de la très haute tension où la Société est leader. Connaissance de l'anglais indispensable. Lieu de travail région FONTAINEBLEAU. Ce poste constitue une excellente base de départ pour la valorisation des connaissances d'un jeune ingénieur.

Adresser C.V. et lettre manuscrite, sous référence 5929 à :

(Organisation et Publicité)

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

UN DES PREMIERS GROUPES EUROPEENS DE B.T.P. recherche

### jeune responsable financier export de zone géographique

POSTE : il sera le représentant de la Direction Administrative et Financière auprès d'une ou de plusieurs directions opérationnelles de zone, auprès de chantiers ou d'établissements à l'étranger, auprès des organismes exportateurs français (COFACE, DREE...) et des banques pour les problèmes concernant sa zone.

A ce titre, il participe activement à la préparation des soumissions et actions commerciales, met en place et gère les moyens financiers nécessaires aux chantiers.

PROFIL : 26 à 30 ans - diplôme de Grande Ecole de Commerce ou équivalent - Anglais très courant - Première expérience obligatoire, connaissance des mécanismes financiers export et internationaux - Ouverture d'esprit, dynamisme, grande motivation, disponibilité, mobilité.

Merci d'adresser CV, photo et prêt, sous réf. 7878 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



### Trésoriers <sup>HF</sup> d'Entreprise

Pour des filiales du Groupe MATRA

Pour réussir dans cette fonction, il est indispensable d'avoir une bonne maîtrise de la gestion de trésorerie notamment en devises, acquise par une expérience financière en milieu industriel, de l'ordre de cinq ans. Les postes sont situés à PARIS et Banlieue proche.

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1217/M au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

## GROUPE MATRA

Sté secteur AERONAUTIQUE  
recrute de suite

### INGÉNIEUR

ELECTRONIQUE  
Connaissances informatiques,  
anglais indispensable.  
Env. C.V. n° 1176 à RAYONNE,  
10, rue de Louvois, 75002 PARIS  
qui transmettra.

### Juriste <sup>HF</sup> droit international

Société internationale, nous  
recherchons actuellement un  
juriste.

A 28 ans minimum, outre une  
bonne connaissance du droit  
international, vous êtes parfaite-  
ment bilingue anglais et possédez  
le sens des contacts.

Nous vous proposons d'étudier et  
de rédiger les contrats, ainsi que  
d'assister la direction générale  
dans les problèmes juridiques.

De bonnes perspectives de  
carrière sont envisageables à  
court terme, pour un candidat de  
valeur.

Lieu de travail : Boulogne.

Merci d'adresser votre dossier de  
candidature : lettre manuscrite, C.V.,  
photo et prêt, en précisant  
sur l'enveloppe la réf. 3485/M, à

MEDIA 81  
8, Bd des Italiens, 75002 Paris  
qui transmettra

### propositions diverses

L'Etat offre des emplois sta-  
bles, bien rémunérés, à toutes  
et à tous avec ou sans diplôme.  
Demandez une documentation (grat.)  
sur notre nouveau site de  
FRANCE CARRIERES (C 18)  
B.P. 402, 75008 PARIS.

Les possibilités d'emploi à  
l'étranger sont nombreuses et  
variées. Demandez une docu-  
mentation sur la région  
MONTIGNY L.M.  
3, rue Montigny  
75429 PARIS CEDEX 08.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo et  
prétentions sous n° 7124, le  
Mondie Pub., service Annonces  
Classées, 5, rue des Italiens,  
75009 Paris.

La filiale française d'une grande  
Banque européenne  
recherche  
dans le cadre du dévelop-  
pement de son activité  
commerciale

EMPLOYE / GRADE (M.F.)  
de son service étranger.

Expérience de trois à cinq ans  
dans un service étranger.

Avec connaissance des opé-  
rations import/export :

- des avances de devises,
- de la trésorerie dérivée,
- des crédits documentaires
- et lettres de crédit,
- du portefeuille étranger.

Des connaissances de la réglementa-  
tion des changes et des dé-  
clarations en douane (formalités  
douanes) ainsi que de la langue  
anglaise.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo et  
prétentions sous n° 7124, le  
Mondie Pub., service Annonces  
Classées, 5, rue des Italiens,  
75009 Paris.

## INSEAD

INSTITUT EUROPEEN  
D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES - FONTAINEBLEAU  
recherche le

### CHEF DE SON SERVICE COMPTABLE <sup>HF</sup>

35 ans environ, titulaire d'un DECS complet ou équivalent.

Il devra posséder une expérience de plusieurs années dans un  
poste similaire.

Une réelle expérience d'outils informatiques de comptabilité et  
de gestion est nécessaire.

Il devra faire preuve de qualités de contact et de rigueur et  
montrer une aptitude à travailler en contexte multiculturel.

L'anglais est indispensable.

Envoyer C.V., photo, prétentions au Service du Personnel  
bd de Constance - 77305 FONTAINEBLEAU Cedex.

## THOMSON-LGT

Leader mondial de l'émission Télévision et Radio FM (70% de son  
C.A. à l'export - présent dans plus de 100 pays), recherche des

### INGÉNIEURS COMMERCIAUX A L'EXPORTATION

De formation technique supérieure, ingénieur en électronique ou  
en électricité, vous avez au minimum 27 ans et maîtrisez parfaite-  
ment l'anglais et/ou une autre langue : l'espagnol ou l'allemand, par  
exemple.

Une expérience commerciale de quelques années dans l'électro-  
nique professionnelle serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), sous réf.  
78483/M, à THOMSON-LGT, M. MILLER, 51, boulevard de la  
République, 78400 CHATOU.

## THOMSON

### C.C.E. AIR FRANCE

Recherche pour siège (94 Crty)

### 1 CADRE DE GESTION

Adjoint au resp. du service.

DES MOYENS GÉNÉRAUX :

- 35-40 ans.
- Formation supérieure (BESSEC, SUP. de CO, EDCI, etc.)
- très bonne expérience, maîtrise de l'anglais et du français.
- Connaissances techniques et outils informatiques.
- Disponible très rapidement.

Envoyer avec curriculum vitae :  
C.C.E. AIR FRANCE  
ONLY SUD 218  
94642 ORLY ASSOCIATE  
CEDEX

### DEMANDES D'EMPLOIS

Ing. CHAM Economique  
35 ans, titulaire bacc. T-2 ch.  
situation de libé. étud. Rég.  
Paris. Responsabilité souv.  
Sud, n° 7.118 à Montie Pub.  
service ANNONCES CLASSÉES,  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE SUPÉRIEUR Importeur  
groupe S.A. de. Filiale US/ de  
gla propa - 20 ans exp. import  
acquiescence rech. pour moyen  
technique responsable. Paris Fr.  
Env. C.V. n° 2.241 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSÉES,  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Femme expérimentée, polyva-  
lente, de bonne renommée  
cadre administratif et commer-  
cial, gestion commandes, suivi  
relations fournisseurs et clients.  
Dynamique, sans des contacts,  
bonnes notions comptables,  
gestion flux de info. Tél. à  
parler 19 h., 361-95-51.

Artisan rech. et travail dacty-  
lographie et traitement de  
texte. Tél. : 461-14-22.

Graphologue expérimenté tri-  
lingue, psychotechnicien, mor-  
phopsychologue souhaiterait  
indication cabinet de recou-  
pement dynamique.  
- Tél. : 57-99-98, de 9 h à 12 h.

## L'immobilier

### appartements ventes

5<sup>e</sup> arrdt

Boul. Saint-Michel  
URGENT Gd rénov. 2 ch.  
IMPECCABLE 1 400 000 F.  
IMMOCOOP 727-84-78

6<sup>e</sup> arrdt

Prox. Odéon 80 m² 703-32-44.  
TRAVAUX.

8<sup>e</sup> arrdt

ALMA 50 m²  
Grand studio, grand standing  
GAREL 567-22-58

15<sup>e</sup> arrdt

F-Fours, 4 p. 85 m²  
bain-douche, 5. dé. bal. part.  
1 000 000 F. Tél. : 296-00-46

17<sup>e</sup> arrdt

GUY-MOQUET  
petit imm. neuf pavé vend  
GRAND LIVING  
bain, douche, chambre, bureau.  
Prix : 580 000 F. 267-82-84.

18<sup>e</sup> arrdt

MARIE DU 18<sup>e</sup>  
Dens imm. neuf standing  
(qualité de nuit)

2 PIÈCES avec Park.

Prox. PRÉTS CONVENT.  
5 pièces, 1 mar. 100 m², venud  
(14-18 h), 53, r. du Temple.  
Tél. : 289-44-64 ou  
CECOPI S.A. (1) 875-52-78.

appartements  
achats

Recherche 2 à 4 pièces PARIS.  
15<sup>e</sup> arrdt, 5 p., 70 m², 14-18  
h, 10<sup>e</sup> av. du sans travail.  
PAS CONSTANT chez notaire.  
572-00-47 réfère le gel.

Particulier recherche  
40 m² minimum dans Paris  
(14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> arrdt)  
env. ou sans travail.  
Env. C.V. n° 6742 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSÉES,  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

AGENCE LITTRE  
Recherche pour clientèle fran-  
çaise et étrang. appas et hôte-  
lisme dans quartier résidentiel.  
Palmarès, compt. chez notaire.  
Tél. : 1344-44-44.

JEAN FÉLLEAU, 54, av. la  
Motte-Piquet 15<sup>e</sup>, 598-00-70.  
Recherche pour clients  
d'hab. APP'T 4 p. env. de  
100 m² dans 15<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> arrds.

locations  
non meublées  
offres

Paris

LOCATION  
DISPONIBLE  
entre particuliers  
Paris-banlieue  
707-22-05

CENTRALE DES PROPRIÉ-  
TAIRES ET LOCATAIRES.  
43, r. Claude-Bernard, PARIS-6<sup>e</sup>.  
Mère CENIER.

HOTEL PARTICULIER

15<sup>e</sup> arrdt, 3 pièces  
28 000 F. 267-17-10.

### locations non meublées demandes

Paris

Fonctionnaire cherche urgent  
location 60 m² env. 1500 F.  
IMPECCABLE 1 400 000 F.  
IMMOCOOP 727-84-78

6<sup>e</sup> arrdt

Prox. Odéon 80 m² 703-32-44.  
TRAVAUX.

8<sup>e</sup> arrdt

ALMA 50 m²  
Grand studio, grand standing  
GAREL 567-22-58

15<sup>e</sup> arrdt

F-Fours, 4 p. 85 m²  
bain-douche, 5. dé. bal. part.  
1 000 000 F. Tél. : 296-00-46

17<sup>e</sup> arrdt

GUY-MOQUET  
petit imm. neuf pavé vend  
GRAND LIVING  
bain, douche, chambre, bureau.  
Prix : 580 000 F. 267-82-84.

18<sup>e</sup> arrdt

MARIE DU 18<sup>e</sup>  
Dens imm. neuf standing  
(qualité de nuit)

2 PIÈCES avec Park.

Prox. PRÉTS CONVENT.  
5 pièces, 1 mar. 100 m², venud  
(14-18 h), 53, r. du Temple.  
Tél. : 289-44-64 ou  
CECOPI S.A. (1) 875-52-78.

appartements  
occupés

2 PIÈCES, CURS. WC.  
SAINT-DENIS, 48  
SEC BLUM 265-64-11

bureaux

Locations

DOMICILIATION 8<sup>e</sup> 2<sup>e</sup>  
Securité, tél. tél. Location  
bureau. Toutes démarches  
pour constitution de société.  
ACTE - 359-77-55.

VOTRE SIEGE SOCIAL

DOMICILIATIONS  
SARL - RC RH  
Constitution de Sociétés.  
Déclarations et tous services.  
Formalités, téléphoniques.  
355-17-58.

Votre adresse commerciale  
au SIEGE SOCIAL  
loc. bureau, secr. tél.  
CONST. SOCIÉTÉS  
ou créat. toutes entreprises.  
ASPAK 293-60-50 +.

C.I.A. 256-35-29

Domiciliation  
Une adresse de prestige :  
31, Champ-Elysées, Paris 8<sup>e</sup>.

propriétés

20 km de CANNES, vd mas  
268 m² hab. 2 rlv., 3 ver., vue  
imprenable, mme. loc. moy.  
tar. 3.108 m². Ps 1.650.000 F.  
Tél. : (83) 66-10-08.

villages

ETUDE LODEL  
Villages, 35<sup>e</sup> bd Voltaire  
75011 PARIS - 385-61-58.

Prix rue Leprieux 2 pièces 60 m²  
65.000 + 850 F occupé  
70175, app. 1<sup>er</sup> ét. sde clim  
S. L. La Brie. 266-19-00.



# économie

## REPÈRES

### Dollar : 9,6345 F après un léger accès de faiblesse

En très vil repli, au début de la matinée du mardi 9 avril, sur toutes les grandes places financières internationales, le dollar s'est assez nettement raffermi ensuite au fil des échanges, assez nourris dans l'ensemble. Tombé aux alentours de 9,53 F à Paris, le « billet vert » retrouvait pratiquement, avec 9,6345 F en séance officielle, son cours du jeudi 4 avril (9,6350 F). De même à Francfort, remontant de 3,1150 DM à 3,17 DM (contre 3,1560 DM). Quelques heures auparavant, l'annonce de la faillite de la Bevil-Brester and Schulman, firme spécialisée dans les transactions sur bons du Trésor, avait provoqué, à New-York, une chute du dollar. Les marchés européens ont, de l'avis des cambistes, jugé l'événement causé sans rapport avec la petite taille de l'établissement.

### Chômage : 17 % en Algérie pour 1984

Le taux de chômage en Algérie s'élevait à 16,9 % en 1984, selon la première statistique jamais publiée dans ce domaine. Le dernier numéro de *Révolution africaine*, qui consacre un dossier à l'inflation (9,5 % en 1984, selon le ministère algérien de la planification, contre 4,6 % en 1983), donne plusieurs chiffres sur la population algérienne en 1984 : 21,582 millions d'habitants, dont 43 % étaient des citadins. La population active atteignait 4 489 000 personnes. L'hebdomadaire signale aussi que le revenu moyen par habitant était de 5 493 dinars (9 158 F), contre 3 598 dinars (6 580 F) en 1979. — (AFP).

## De nouvelles mesures sont en préparation pour les contrats à durée déterminée

Après le décret allongeant les contrats à durée déterminée pour les chômeurs de longue durée, publié le jeudi 4 avril, le ministère du travail prépare plusieurs projets destinés à assouplir les conditions d'embauche et à faciliter ainsi l'emploi, du moins l'espère-t-il.

Le premier texte en préparation est un projet de loi permettant de porter à vingt-quatre mois, dans tous les cas, les contrats à durée déterminée conclus pour des commandes à l'exportation ; dans ce cas, il faut, en effet, modifier le code du travail, ce qui n'était pas nécessaire pour allonger la durée des contrats temporaires destinés aux chômeurs de longue durée. Ce texte serait présenté au Parlement dès la session de printemps.

D'autres textes en préparation permettraient d'assouplir les conditions de renouvellement et de fin de contrat à durée déterminée. Pour renouveler un contrat, il ne serait pas nécessaire d'en avoir prévu la possibilité dans le contrat initial. A l'inverse, l'employeur n'aurait plus besoin d'observer un préavis lorsqu'il déciderait de ne pas renouveler un contrat.

D'autre part, un projet de loi permettrait à des entreprises de se grouper pour employer un salarié ; le groupement ainsi formé paierait le salarié, verserait ses charges sociales et le mettrait gratuitement à la disposition des employeurs qu'il réunit, ceux-ci demeurant cependant soli-

dairement responsables. Cette possibilité serait réservée aux entreprises de moins de dix salariés, notamment aux artisans et aux petits commerçants. Certaines toutes petites entreprises hésitent, estime-t-on, à embaucher un salarié à temps partiel, par crainte des difficultés administratives que cela implique.

Ces dispositions pourraient s'appliquer aussi à l'agriculture pour les emplois saisonniers, des agriculteurs se réunissant en groupement pour employer successivement un même salarié au cours de l'année.

Un projet de convention-cadre nationale avec l'Agence nationale pour l'emploi soumis ce mardi 9 avril à la consultation permanente du Conseil supérieur de l'emploi constitue une première étape pour faciliter l'embauche de main-d'œuvre saisonnière. Cette convention permettrait à des associations réunissant des employeurs, ou des employeurs et des syndicats de salariés, voire des représentants des pouvoirs publics, de collaborer avec l'ANPE pour évaluer les besoins de main-d'œuvre saisonnière, informer à la fois les employeurs potentiels et les demandeurs d'emploi, organiser des formations de mise à niveau des demandeurs d'emploi et même aider à « rapprocher offres et demandes d'emploi » (le placement étant la prérogative de l'ANPE).

Cette convention nationale serait complétée par des conventions locales spécifiques.

## SOCIAL

### LA MODERNISATION DE L'USINE TALBOT A POISSY

## Un effort de formation pour les nouveaux métiers de l'automobile

L'évolution de la construction automobile, son automatisation croissante, rendent nécessaire une réforme des métiers dans ce secteur et donc un effort de formation. Le lancement d'un nouveau modèle — la C28 à Poissy dans le contrat de l'année — est l'occasion d'un processus accéléré de modernisation. Mais le passé des ouvriers de Talbot, qui compte de nombreux travailleurs immigrés dont la forma-

tion primaire fut sommaire, rend cette modernisation difficile.

A Poissy « pour assurer la compétitivité de l'entreprise », selon M. Daniel Eymery, directeur du personnel et des relations sociales, 1,2 milliard de francs ont été investis pour réformer la chaîne et 507 500 heures de formation sont prévues. Formation aux automa-

tismes pour les ouvriers qui travailleront directement avec des robots, formation aux nouveaux métiers de l'automobile pour les agents de fabrication, information enfin pour permettre aux 13 500 salariés d'être au fait des transformations dans l'usine. 50 millions de francs, soit 5 % de la masse salariale, y seront consacrés en 1985.

C'est l'atelier de tôlerie polyvalente qui sera le plus modernisé (630 millions de francs), au point d'être une des unités les plus modernes en Europe. Il sera équipé de cent trente-quatre robots et de quatre cents treize automates programmables. Les salariés qui y travailleront sont actuellement au centre de formation aux automatismes créés il y a deux ans. Mais ces stages, qui exigent un minimum de connaissances au départ (un CAP), ne s'adressent pas aux travailleurs immigrés (52 % du personnel de Talbot-Poissy).

Les salariés reconnaissent la nécessité d'une formation : « On est obligé de se mettre au courant des nouvelles techniques, c'est normal », affirme l'un d'eux. Mais leur moyenne d'âge (quarante et un ans) leur crée parfois des difficultés.

« J'ai travaillé neuf ans, j'ai quitté l'école en 1964, affirme un stagiaire, il ne m'a pas été facile au départ de suivre les cours. » « Certains stages de jeunes sont terminés en trois jours, pour les autres, je dois prévoir des cours d'initiation, d'algèbre, logique, etc. », remarque un

animateur. Cela n'empêche pas les salariés d'être inquiets pour leur avenir. Ils ne savent pas « quelles seront leurs qualifications » ni « leurs salaires ». Ils ignorent ce qu'on attend d'eux. « Nous serons affectés à la maintenance mais si nous n'avons pas de travail, nous demanderons de prendre un balai ? »

Un second programme de formation s'adresse aux agents de fabrication, donc aussi aux travailleurs immigrés. « Ces stages doivent leur permettre d'acquiescer un véritable métier », affirme M. Michel Bolus, responsable de la formation. Mais M. Bolus reconnaît que, compte tenu des difficultés rencontrées par les travailleurs étrangers lors des cours d'alphabétisation des années passées, la formation des immigrés doit faire l'objet de « cycles spécifiques de remise à niveau ». Les stages commencent par des cours pratiques puis deviennent théoriques... pour ceux qui peuvent suivre.

« Je suis chez Talbot depuis 1969, explique par exemple Lab-

rach. On m'a envoyé trois lettres pour me demander si je voulais rentrer chez moi, mais je ne veux pas. Mes enfants sont élevés ici. J'ai quitté l'école à quatorze ans, je suis lire et écrire. Pour moi le stage de tôlerie n'est pas difficile à suivre. » La situation est différente pour Ouazziz qui comprend à peine le français. « La maîtrise m'a dit d'aller en formation, alors j'y suis allé. » Pour certains immigrés, le retour au pays apparaît comme la seule solution. Sept cents travailleurs étrangers ont jusqu'à présent déposé un dossier d'aide au retour.

Mais lorsque les travailleurs immigrés se verront proposer des formations plus poussées que la plupart d'entre eux ne pourront pas suivre, de nouveaux départs pourraient intervenir. Une nouvelle convention avec l'Office national d'immigration (ONI) est donc envisagée. En outre, la mise en place des nouvelles technologies, même si elle est progressive, entraînera « des sureffectifs » pour lesquels M. Eymery espère trouver « des solutions douces : départs FNE, mutations à l'intérieur du groupe, etc. ». Pour la

direction, « tout dépendra du succès de la C28 ».

« Le programme de formation de la direction est intéressant, reconnaît pour sa part M. Yves Bongiorno (CGT), mais il ne va pas assez loin. Si les salariés qui travailleront en tôlerie (sept cent cinquante personnes) bénéficient d'une bonne formation, les agents de fabrication seront finalement moins nombreux qu'on ne le croit à suivre un stage [trois cent vingt mille heures pour neuf mille ouvriers]. De plus, la direction intègre dans la formation l'adaptation classique aux postes que nécessite la construction de la C28 : bref, elle se contente d'une « formation immédiatement rentable, alors que nous demandons la mise en place d'une formation de masse ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

### LES « FAISANT FONCTION D'INTERNES » SE METTENT EN GRÈVE

Après les internes des centres hospitalo-universitaires (CHU) et les internes en pharmacie, les « faisant fonction d'interne » (FFI), c'est-à-dire les jeunes médecins qui, parvenus au terme de leurs études, avaient décidé avant la mise en place de la réforme des études médicales de ne pas passer le concours de l'interne, se mettent en grève à partir du mardi 9 avril. Une grève « illimitée » pour obtenir une réévaluation de leur salaire, qui est actuellement de 3 400 F par mois.

Les FFI sont plusieurs milliers, essentiellement dans les hôpitaux généraux de province. Ils réclament l'alignement de leur salaire sur celui des internes de médecine générale nommés, du fait de la réforme, à l'issue de la sixième année d'études sans avoir passé de concours.

● Fermeture prochaine d'une usine de jouets à Calais (quatre cent sept salariés). — L'usine Micro-Meccano de Calais, spécialisée dans la fabrication de jouets, et qui emploie actuellement quatre cent sept personnes, devrait cesser son activité à la fin du mois d'avril, apprend-on auprès de la CGT. La direction de cette entreprise, filiale du groupe américain General Mills, a annoncé aux représentants du personnel la fermeture de l'usine et la réunion d'un comité central d'entreprise le 15 avril, afin d'informer le personnel. Micro-Meccano était installée à Calais depuis 1961 et employait encore en 1983 environ six cents salariés. Depuis plusieurs mois, l'usine était, en partie, en chômage technique, et General Mills souhaitait la céder à d'éventuels repreneurs, parmi lesquels une société britannique avec laquelle les pourparlers n'ont pas abouti. A l'appel de la CGT, les salariés de l'usine de Calais devaient se réunir le 9 avril en assemblée générale.

## LES CADRES FO ET LES MUTATIONS TECHNOLOGIQUES

### « Il faut faire le bilan de santé des techniques utilisées dans les entreprises »

déclare M. Hubert Bouchet

Comment faire face aux mutations technologiques et au formidable effort de formation qu'elles nécessitent ? Sur ce thème, M. Hubert Bouchet, secrétaire général de l'Union des cadres et ingénieurs UCI-FO, a répondu à nos questions.

« L'augmentation du pouvoir d'achat est-elle aujourd'hui une motivation déterminante pour les cadres ?

« Les cadres et ingénieurs sont naturellement attentifs à leur pouvoir d'achat mais aussi préoccupés par la situation générale de l'économie et de leurs entreprises. Ils savent comment on produit les richesses à partager ensuite. Les cadres et ingénieurs veulent, avant tout, faire de la « belle ouvrage », donc faire leur métier dans une entreprise qui marche, c'est-à-dire celle qui, d'abord, fait de bons produits, des produits nouveaux et des produits bien vendus. Sur ces trois dernières exigences, les entreprises françaises ont encore beaucoup de chemin à faire.

« Je pense que les cadres et ingénieurs sont contre la fatalité du déclin et accusateurs envers tous ceux qui, aux commandes, n'ont pas vu venir les branchements technologiques qui mettent tout l'édifice économique et social à mal.

« Face à ces branchements technologiques, quelles propositions nouvelles allez-vous formuler à votre prochain congrès fin mai à Strasbourg ?

« Du côté des cadres et ingénieurs, deux constatations reviennent de plus en plus souvent. Les uns ont assisté à la désqualification de leur entreprise à cause du vieillissement des machines. Ils ont crié gare sans être écoutés. Il ne leur importe pas d'avoir raison trop tard... L'entreprise qui agonise, c'est l'emploi qui meurt. Les autres assistent au gaspillage technique qu'occasionne la modernisation. Ils ont de l'expérience et donneraient

leur avis si on le leur demandait. Ne pas avoir son mot à dire revient à être empêché de faire son métier... »

« Voir arriver le syndicat avant que le syndicat n'ait été mis au courant d'une situation qui aboutit au licenciement est inadmissible. De la même manière, constater de mauvais choix parce que la consultation naturelle, qui est éclairée le débat, n'a pas eu lieu est une insulte à tous ceux qui savent que gaspiller équivaut, à terme, à ce que meure l'emploi.

« C'est notamment pour cela que notre congrès étudiera la proposition d'un « bilan technique », complémentaire du bilan comptable et du bilan social de l'entreprise. Ce bilan donnerait un diagnostic sur l'état de santé des techniques utilisées par l'entreprise et ses conséquences sur l'emploi et les conditions de travail du personnel. Tout ce qui existe à ce jour est partiel car seulement axé sur la situation de changement technologique. Alors que c'est la situation de croissance pour ne pas s'endormir. Le bilan technique obligera périodiquement à faire le point. C'est un instrument de bord qui manque trop souvent. Celui-là permettra aux cadres et ingénieurs d'être naturellement informés d'un élément central de leur avenir et au syndicat de jouer son rôle de

contrepoids, sans volonté aucune de participer aux décisions.

« Votre proposition d'un droit individuel à l'innovation et à la recherche n'est-elle pas en contradiction avec le caractère collectif des revendications syndicales ?

« Un syndicat est fait pour garder l'essentiel et guetter le futur. C'est dans cette perspective qu'il faut saisir toutes les revendications, qu'il s'agisse de la justice fiscale, de l'emploi et de la formation, de la sauvegarde de la protection sociale, du pouvoir d'achat... Quand on parle du droit individuel à l'innovation et à la recherche (DIIR), il n'y a aucune contradiction entre la nature du droit, qui est individuel, et les conditions de son exercice, qui sont presque nécessairement collectives.

« Pour nous, l'affirmation du caractère individuel du droit réaffirme la prééminence de la souveraineté individuelle, de laquelle, en définitive, tout procède. De la même manière que la meilleure équipe de football est celle qui regroupe les meilleures individualités, la meilleure équipe d'innovation et de recherche nécessite que chacun de ses constituants soit dans la meilleure forme. Dans l'un et l'autre cas, si rien n'est possible dans l'équipe, rien ne l'est non plus sans des individus aguerris. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

## Le Monde

dossiers et documents

## LE PÉTROLE DÉTRONÉ

## L'ESPAGNE DE FELIPE GONZALEZ

DOSSIERS ET DOCUMENTS : LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

AVRIL 1985 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 5,80 F

# ICL

INFORMATIQUE ET COMMUNICATION  
Un grand de la BUREAUTIQUE mondiale  
avec 5 000 réseaux locaux installés

ICL, 16, cours Albert 1<sup>er</sup>, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 - poste 288)

## ETATS GENERAUX DES ETUDIANTS DE L'EUROPE

EGEE  
EUROPE

16-22 Avril 1985

Le Monde

participera aux conférences et assurera la couverture rédactionnelle de l'événement étudiant de l'année, et vous donne rendez-vous :

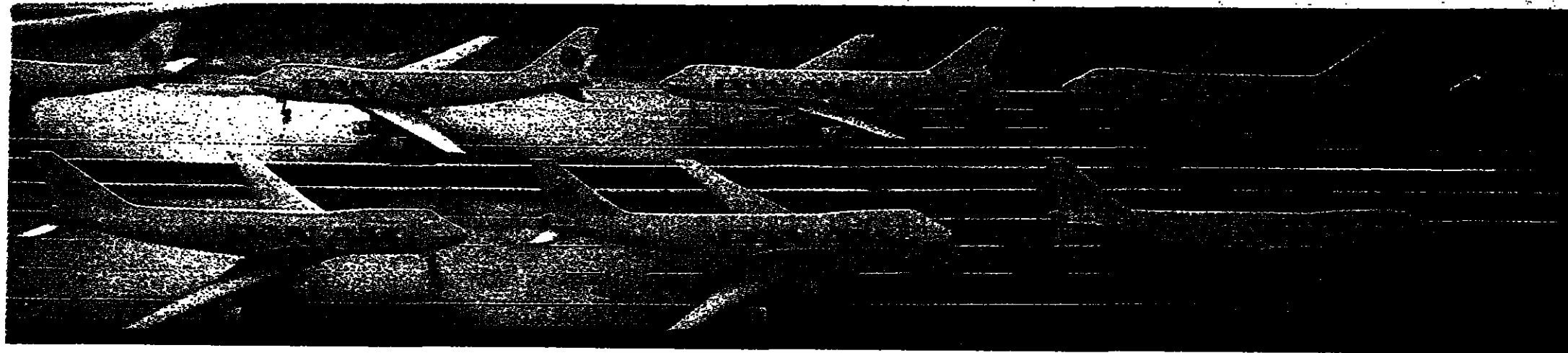
MARDI 16 AVRIL 1985

pour une

OPÉRATION SPÉCIALE OFFRES D'EMPLOI  
JEUNES DIPLÔMÉS

مكتبة جامعة القاهرة

# Pan Am ouvre l'autoroute céleste France/USA.



Printemps 1985, la nouvelle flotte Pan Am décolle sous le ciel de France.

Pas moins de 28 nouveaux vols par semaine vous ouvriront la route des USA de la côte Est à la côte Ouest. C'est un événement.

Au départ de Roissy-Charles de Gaulle, New York 2 fois par jour, San Francisco via Londres 1 fois par jour, Los Angeles via Londres 4 fois par semaine.

Pour la première fois un vol direct Roissy-Miami 3 fois par semaine et enfin un vol direct Nice-New York quotidien.

Jamais les hommes d'affaires n'avaient eu tant d'occasions de goûter aux services de Pan Am.

Le Worldport<sup>®</sup>, terminal privatif de Pan Am à Kennedy airport, qui vous assure directement les liaisons internationales et intérieures vers 35 villes américaines.

Le Worldexpress qui vous simplifie les opérations de transit grâce à la remise dès le départ de toutes les cartes d'embarquement et un seul enregistrement des bagages.

L'hélicoptère privé de Pan Am qui vous déposera gracieusement, que vous soyez en première classe ou en Clipper Class, dans le centre de Manhattan ou à Wall Street.

Le confort Pan Am : avec nos sièges Sleeperette<sup>®</sup> en première classe, nos six fauteuils de front en Clipper Class, la conception d'un habitacle spacieux mille fois repensé, un service chaleureux et attentif, nous pensons avoir mis toutes les chances de notre côté pour vous accueillir prochainement sur Pan Am.

Pour en savoir plus sur l'autoroute céleste France/USA, appelez votre Agent de Voyages ou Pan Am au 266.45.45.



## Pan Am

Rien ne remplacera jamais l'expérience.

ur  
pr  
de  
du  
mi  
29  
na  
RI  
val  
PS  
dél  
M.  
des  
I  
par  
sén.  
pro  
aut  
à r  
l'im  
M.  
cult  
vise  
aute  
cher  
dans

Pr  
séant  
pour  
venti  
des j  
mais,  
comp  
les pa

Jean & Montmain

Aux Etats-Unis  
Longerles bo  
de M. Pick

BOCHE INTERBANCAR

DATE	TAUX	TAUX	TAUX	TAUX	TAUX
10/04/85	100	100	100	100	100
11/04/85	100	100	100	100	100
12/04/85	100	100	100	100	100
13/04/85	100	100	100	100	100
14/04/85	100	100	100	100	100
15/04/85	100	100	100	100	100
16/04/85	100	100	100	100	100
17/04/85	100	100	100	100	100
18/04/85	100	100	100	100	100
19/04/85	100	100	100	100	100
20/04/85	100	100	100	100	100
21/04/85	100	100	100	100	100
22/04/85	100	100	100	100	100
23/04/85	100	100	100	100	100
24/04/85	100	100	100	100	100
25/04/85	100	100	100	100	100
26/04/85	100	100	100	100	100
27/04/85	100	100	100	100	100
28/04/85	100	100	100	100	100
29/04/85	100	100	100	100	100
30/04/85	100	100	100	100	100

TAUX DES EUROMON

DATE	TAUX	TAUX	TAUX	TAUX	TAUX
10/04/85	100	100	100	100	100
11/04/85	100	100	100	100	100
12/04/85	100	100	100	100	100
13/04/85	100	100	100	100	100
14/04/85	100	100	100	100	100
15/04/85	100	100	100	100	100
16/04/85	100	100	100	100	100
17/04/85	100	100	100	100	100
18/04/85	100	100	100	100	100
19/04/85	100	100	100	100	100
20/04/85	100	100	100	100	100
21/04/85	100	100	100	100	100
22/04/85	100	100	100	100	100
23/04/85	100	100	100	100	100
24/04/85	100	100	100	100	100
25/04/85	100	100	100	100	100
26/04/85	100	100	100	100	100
27/04/85	100	100	100	100	100
28/04/85	100	100	100	100	100
29/04/85	100	100	100	100	100
30/04/85	100	100	100	100	100

ICIERS MINIS  
NES PAR ADJOU

PROPRIETE dte CHATEAU  
PROVENVALOIS, FEIGNEUL, N

MA PRIN : 3.850.000

CL

POUR TOUT SYSTEME  
DE TERMINAL  
AVEC 1000

CL

POUR TOUT SYSTEME  
DE TERMINAL  
AVEC 1000

CL

POUR TOUT SYSTEME  
DE TERMINAL  
AVEC 1000

CL

POUR TOUT SYSTEME  
DE TERMINAL  
AVEC 1000

CL

POUR TOUT SYSTEME  
DE TERMINAL  
AVEC 1000



# AFFAIRES

## Aux États-Unis

### Les jongleries boursières de M. Pickens

M. T. Boone Pickens récidive. Après avoir depuis deux ans multiplié les coups de bourse contre successivement General American, Cities Services, Gulf Oil et Phillips Petroleum, lançant des offres publiques d'achat (OPA) vite retirées et réalisant au passage de coûteuses plus-values, le groupe de M. Pickens s'attaque officiellement à la douzième compagnie pétrolière américaine Unocal.

Lundi 8 avril, deux sociétés du groupe de M. Pickens, Mesa Partners, ont lancé une offre publique d'achat sur 37,4 % du capital d'Unocal, offrant 54 dollars par action, à comparer au cours actuel de 49,8 dollars. Cette initiative n'a surpris personne, le groupe Mesa ayant déjà acquis petit à petit depuis le début de l'année 13,6 % du capital d'Unocal, officiellement « à titre de placement ».

En dépit des assurances données par M. Pickens sur ses intentions, nul ne doute que celui qui est devenu à Wall Street le chef de file d'une « nouvelle race » de financiers naufrageurs d'entreprises, n'allait pas en rester là.

Pour prévenir l'opération, Unocal avait augmenté de 20 % son dividende trimestriel et porté plainte en justice contre le groupe Pickens l'accusant d'avoir « frauduleusement » prétendu pendant des semaines qu'il ramassait des actions uniquement à titre d'investissement. Le président d'Unocal, M. Fred Hartley, s'était également opposé la semaine passée à M. Pickens, au cours d'une audition publique devant le Congrès, l'accusant de créer une « fièvre spéculative » en cherchant des profits faciles sans se soucier de l'avenir des entreprises auxquelles il s'attaque.

Reste qu'Unocal va devoir, pour éviter la prise de contrôle, proposer à ses actionnaires — dont fait déjà partie M. Pickens — une offre concurrente, cela avant la fin de l'offre publique d'achat prévue le 3 mai prochain. La direction de la société s'est donnée dix jours de réflexion, demandant à ses actionnaires « d'agir sans précipitation ».

V. M.

## Des Airbus vendus à l'Inde et à la Corée du Sud

La vente de trois avions européens gros-porteurs Airbus A-300-600 à la Corée du Sud est une affaire réglée, a-t-on annoncé, lundi 8 avril, de source officielle française. Cette négociation entre la Corée du Sud et Airbus Industrie n'avait pu aboutir à la fin de 1984 en raison de la décision française de donner le statut de délégation générale à la mission commerciale nord-coréenne à Paris. La visite en Corée du Sud du premier ministre, M. Laurent Fabius, semble avoir débarrassé la situation, et le contrat — qui devrait rapporter quelque 165 millions de dollars au consortium européen — pourrait être signé prochainement. (Lire page 5 l'article de Jacques Amalric.)

Le même jour, Airbus Industrie a signé avec la compagnie indienne Air India un contrat de 440 millions de dollars pour la vente de six avions A-310-300 (version « allongée » des A-310). Les premiers exemplaires de ces appareils seront utilisés sur les lignes en direction de l'Afrique, de l'Extrême-Orient et de l'Europe. Ils entreront en service en juin 1986.

## UN « GUIDE » DU CNPF

### L'art et la manière de satisfaire le consommateur

C'est un véritable événement dans le domaine de la consommation. Le CNPF vient d'éditionner, à l'intention des chefs d'entreprise, un *Guide pratique* sur l'art et la manière de satisfaire vraiment le consommateur.

Comment ? En l'écoutant d'abord, et en tenant compte de ses lettres, de ses suggestions, de ses critiques aussi. En lui donnant toutes les informations dont il a besoin, de façon claire. En accordant davantage d'attention à la conception même des produits que l'on fabrique ou des services que l'on offre, pour que ceux-ci soient pratiques et facilement utilisables. En remplaçant ou en réparant très vite le produit défectueux, objet d'une réclamation. En allant, qu'il s'agisse d'étiquetage, de prix, de publicité, de promotions, naturellement et de soi-même au-delà de ce que la réglementation exige. Tout cela pour que le consommateur individuel soit d'abord et toujours satisfait.

Vis-à-vis des associations, la leçon est encore plus exemplaire : « Toutes les associations ont droit à l'attention des entreprises », car « elles reflètent des préoccupations qui deviendront celles de l'entreprise » et « elles sont à la fois miroir et modèle ».

On trouve aussi dans ce petit ouvrage tout un chapitre sur les conflits — inévitables malgré la meilleure bonne volonté — avec un consommateur individuel, avec un organisme de consommation ou avec la presse. Dans tous les cas, explique le guide du CNPF, il s'agit de respecter d'abord l'interlocuteur, de savoir reconnaître une erreur, d'expliquer, prouver à l'appui, ce qui

## Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations, cochez la case correspondante à la filière qui vous intéresse et adressez ce bon à Orientations Service, 57 Avenue Montaigne 75008 Paris.

M. Mme \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

Niveau d'études actuel de l'étudiant \_\_\_\_\_ Âge \_\_\_\_\_

<input type="checkbox"/> Les Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Accueil
<input type="checkbox"/> Les Grandes Ecoles de Commerce et de Gestion	<input type="checkbox"/> Hôtellerie
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce et Distribution	<input type="checkbox"/> Les Professions Para-Médicales
<input type="checkbox"/> Les Ecoles à Vocation internationale	<input type="checkbox"/> Assurances
<input type="checkbox"/> Les Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Bâtiment, Travaux Publics
<input type="checkbox"/> Informatique	<input type="checkbox"/> Concours Administratifs, Fonction Publique
<input type="checkbox"/> Électronique	<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle
<input type="checkbox"/> Secrétariat, Bureautique	<input type="checkbox"/> Publicité
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques
<input type="checkbox"/> Langues	<input type="checkbox"/> Les 3 <sup>es</sup> Cycles de Gestion
<input type="checkbox"/> Tourisme	<input type="checkbox"/> Réussir le Baccalauréat

## DECISION informatique

Au sommaire du N° 73

- Documentation informatique : halte au charabia.
- A l'essai : INTEGRAL PC de HEWLETT PACKARD, le premier portable sous UNIX.
- Ressource : un logiciel pour une approche qualitative de la fonction personnel.

Chez votre marchand de journaux

**EX.CO.SUP**

MÉDECINE - PHARMACIE

De la Terminale à la 2<sup>e</sup> année

10 centres de préparation

CLASSES PRÉPARATOIRES

Recyclage - Encadrement - Révisions

12, rue Hautefeuille, 75008 PARIS - Tél. : 634-06-33

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ les - les	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
S.E.I.L.	9,528	+ 145	+ 168	+ 496
Ses.	6,912	+ 9	+ 35	+ 76
Yen (100)	3,718	+ 143	+ 153	+ 771
DM	3,456	+ 124	+ 134	+ 653
Mark	2,781	+ 84	+ 91	+ 467
F.L. (100)	15,813	+ 49	+ 37	+ 127
S.S.	3,688	+ 149	+ 174	+ 314
L. (1 000)	4,785	+ 171	+ 153	+ 381
S. franc.	11,625	+ 295	+ 298	+ 1 188

## TAUX DES EUROMONNAIES

	1/2	3/4	8 1/2	1/6	8 1/2	1/6	8 1/2	1/6	8 1/2	1/6	8 1/2	1/6
S.E.I.L.	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
DM	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
Mark	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
F.L. (100)	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
S.S.	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
L. (1 000)	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2
S. franc.	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

Vente sur saisie immobilière, aux enchères publiques, au Palais de Justice de Nanterre, Merc. 24 avril 1985, à 14 h.

**UN IMMEUBLE à PETIT-QUEVILLY (76)**

30 à 50, rue Paul-Doumer - SUP. 15 A. 22 CA

M. à P. : 120 000 F

S'ad. S.C.P. M<sup>rs</sup> BARON-BONNET, BOUCHERY-OSANNE, REYNAUD-DUPORT, avocats, 47 bis, rue de Stalingrad, 92000 Nanterre. Tél. : 721-49-95 et 725-21-13. Au greffe du T.G.I. de Nanterre. - Sur les lieux pour visiter.

Cabinet de M<sup>re</sup> Jean-Yves TOULLEC, avocat au Barreau de Nanterre, 8, rue du Rattrait à SURESNES (92150). VENTE sur saisie immobilière du domaine, après liquidation de biens au Palais de Justice de NANTERRE, Merc. 24 avril 1985, à 14 h.

**UNE PROPRIÉTÉ dite CHATEAU de MONTIGNY**

sise commune de CRÉPY-EN-VALOIS, FEIGNEUX, RUSSY-BEMONT

(Oise)

Comp. : MAISON DE MAÎTRE, servie sur s/col. office, cuisine et cave. Rez-de-cha. : hall, bureau, salon, salle à manger, office.

1<sup>er</sup> étage : 5 chambres, 2<sup>es</sup> ét. : 4 chambres, lingerie, grenier au-dessus.

COMMUNS comp. : MAISON DE GARDE, de JARDINIER, garage et abri.

Atelier, grange et bouverie. 2 potagers à part. des communs.

TROIS BUNGALOWS, terrain de volley-ball, piscine. Terres, bois et friches.

Emplacement idéal pour crèches.

Chemin particulier traversant la propriété du sud au nord-ouest.

**CONTENANCE TOTALE de 103 HA 22 A 38 CA**

**MISE A PRIX : 3.850.000 FRANCS**

S'ad. M<sup>re</sup> Michel MAAREK, avocat, 5, rue Marguerite à Paris (17<sup>e</sup>). Tél. : 227-11-36

M<sup>re</sup> Alain JAUNEAU, avocat, 42, rue de la Porte-de-Tyran, CLAMART (92)

M<sup>re</sup> Monique GUILBERT, avocat à NANTERRE (92).

« Le Vallon », 35, square de la Brèche-sur-Loup

Au greffe des Crises du TGI de NANTERRE, où le cahier des charges est déposé. Sur les lieux pour visiter.

**ICL**

Pour tous systèmes d'ENCAISSEMENT et de TERMINAUX POINTS-DE-VENTE avec 15% du marché européen.

ICL, 16, cours Albert 1<sup>er</sup>, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 - poste 288)

## ÉTRANGER

### TAIWAN VA INVESTIR 20,7 MILLIARDS DE DOLLARS DANS DIX ENTREPRISES D'ÉTAT

Le gouvernement de Taiwan va investir 20,7 milliards de dollars dans dix des douze entreprises d'Etat durant les six prochains exercices budgétaires commençant le 1<sup>er</sup> juillet prochain. Le but est de doubler d'ici 1991 le revenu moyen par habitant (actuellement de 3 000 dollars par an), par stimulation à l'investissement.

Ces dépenses seront surtout consacrées à la construction d'une quatrième centrale nucléaire, à l'extension de plusieurs ports, à la construction d'un nouveau port pour l'importation de gaz naturel, à l'augmentation de la production d'acier et à la construction de plusieurs chantiers navals.

Aucun projet n'est prévu au cours de cette période pour la Taiwan Metal Mining Corp. et la Taiwan Aluminium Corp., qui ont enregistré de lourdes pertes ces dernières années. - (AFP.)

### En Papouasie - Nouvelle-Guinée

#### LA MINE D'OR ET DE CUIVRE D'OK TEDI A RECOMMENCÉ A FONCTIONNER

Le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée a autorisé la réouverture de la mine d'or et de cuivre du consortium Ok Tedi auquel il a accordé une licence d'exploitation provisoire de quatre mois (le *Monde* daté 17-18 mars).

Le premier ministre M. Michael Somare a annoncé qu'un premier accord avait été conclu entre les autorités et la compagnie multinationale Ok Tedi Mining Ltd., portant sur l'extraction du cuivre.

Le gouvernement avait dû fermer la mine en février dernier, les responsables n'ayant pas respecté les délais concernant le projet ni leur engagement d'exploiter le cuivre — en même temps que l'or — et de construire les équipements nécessaires.

Le ministre de l'énergie et des mines, Francis Pusal, a déclaré que la mine serait à nouveau fermée si un accord définitif n'intervenait pas dans les quatre mois. Les autorités tiennent, en effet, à s'assurer que la mine d'or n'aura pas été épuisée, après l'an 2000, avant que la production de cuivre n'ait pris le relais.

Ok Tedi Mining Ltd., qui avait commencé à produire à la mi-84, regroupe les sociétés australiennes Broken Hill Proprietary, américaine Amoco (filiale de la Standard Oil), un consortium ouest-allemand, et le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée. - (AFP.)

### JAPON

« Production industrielle en hausse. — La production industrielle du Japon a progressé en février de 0,7 % par rapport à janvier, et de 5,8 % par rapport à la même période de l'année dernière. L'indice de février pour l'industrie minière et manufacturière s'est établi à 120,8 (sur la base 100 en 1980).

**LE MONDE diplomatique**

AVRIL 1985

**BRÉSIL**

UNE DÉLICATE TRANSITION VERS LA DÉMOCRATIE

Comment les militaires cherchent à préserver leur influence depuis le retour au pouvoir des civils. Pourquoi la famine persiste quand l'agriculture connaît un boom sans précédent. Témoignages et analyses de Julia Juruna (universitaire du Brésil) et de Jean-Pierre Bertrand (expert agricole à l'INRA).

**ÉTATS-UNIS**

DÉFICITS ET BANQUEROUTES AU PAYS DU ROI-DOLLAR

Le président Reagan chante les vertus toniques du rêve américain, celui des défricheurs, des investisseurs et des gagnants. Pourtant la Silicon Valley, le paradis des industries de pointe, est aujourd'hui en crise et l'agriculture américaine supporte difficilement la potion libérale de l'administration américaine.

**STRATÉGIE**

LE TRIPLE « NIET » DE WASHINGTON

Marie Lavigne, Jean Thébaud et Georges-Albert Astre expliquent comment la diplomatie américaine s'oppose aux ventes de technologies avancées à l'Est, à l'exploitation commune des fonds marins et à la coopération internationale dans le cadre des Nations unies.

Littérature

**LA PIERRE QU'ÉTAIT LE CHRIST**

Extrait du dernier roman, inédit en France, de l'écrivain vénézuélien Miguel Otero Silva

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

Surarmement nucléaire et guerre économique (Gérard Klein). Pérou : Entre les urnes et les armes (Alain Labrousse). Grèce : Elections, socialisme et austerité (Stelios Kouloglou). Indonésie : Vague d'attentats et difficultés économiques (Alain Bouc). Israël : Les droits de l'homme à l'université palestinienne de Bir-Zeit (Paul Kessler et Joseph Parisi). Chili : État de siège et tremblement de terre (Cecilia Echeverría).

En vente chez tous les marchands de journaux.

مكتبة الأستاذ

# TRANSPORTS

DIX ANS APRÈS SA MISE EN SERVICE

## L'aéroport de Lyon-Satolas équilibre ses comptes

De notre correspondant régional

Lyon. - L'aéroport international de Lyon-Satolas fête ses dix ans d'existence. C'est en effet le 20 avril 1975 que M. Valéry Giscard d'Estaing avait inauguré un équipement qui fait d'ores et déjà partie du patrimoine économique de la région Rhône-Alpes. La sévère concurrence du TGV sur le trafic intérieur, et notamment sur la ligne vedette Paris-Lyon, a toutefois freiné la croissance du trafic depuis trois ans.

La réussite de Satolas se résume en quelques chiffres : depuis dix ans, le trafic voyageurs a connu une progression de 65 %, passant de 4 500 à 7 400 voyageurs par jour ; en terme de mouvements d'avions, la progression de plus de 36 % doit être évaluée en fonction de l'augmentation

de capacité des appareils ; pour le fret, la hausse est significative, avec plus de 62 % en dix ans.

Ces évolutions globales masquent une redistribution sensible du trafic en fonction des destinations de départ ou d'arrivée. Satolas s'est internationalisé.

La part du trafic international est passée d'un tiers des mouvements à la moitié aujourd'hui. Deux raisons expliquent ce « décollage » : la baisse de la ligne Paris-Lyon, qu'Air Inter tente de minimiser en lançant une offensive commerciale et en portant à dix le nombre de ses fréquences quotidiennes ; la naissance de nombreuses liaisons directes entre Lyon et d'importants centres européens ou nord-africains. Symbole de cette volonté d'ouverture mondiale : le succès des vols spéciaux « charters ski », qui devraient voir cette saison le transit de près de 60 000 passagers, pour la plupart canadiens et américains.

Sur le plan financier, l'aéroport lyonnais parvient à équilibrer ses comptes et même à dégager, sur un chiffre d'affaires annuel de 113 millions de francs, un fonds de réserve (de l'ordre de 30 millions de francs). La mécanique de Satolas - qui emploie deux mille salariés sur le site - est bien huilée. Le quatrième aéroport français (après Paris, Marseille et Nice) présente donc un bilan de fonctionnement très positif. Mais les prochaines étapes de son développement devront comporter une importante amélioration des dessertes routières - notamment à partir du Nord - et régler l'épineuse question du péage autoroutier : Satolas a le douteux privilège d'être le seul aéroport français relié à sa ville par une autoroute à péage. 6 francs, c'est peu pour un passager supposé plutôt à l'aide financière. C'est trop pour l'image de marque de la ville.

CLAUDE REGENT

### En Grèce

## LES RESPONSABLES DU SABORDAGE DU PÉTROLIER «SALEM» SONT CONDAMNÉS À DE LOURDES PEINES DE PRISON

La justice du Pirée a condamné, le 8 avril, cinq Grecs, l'armateur et quatre membres d'équipage dont le commandant - à de lourdes peines de prison (deux à onze années de réclusion) pour leur responsabilité dans le détournement d'une cargaison de brut et le sabotage du pétrolier libérien Salem, le 17 janvier 1980, au large du Sénégal.

Le navire, d'une capacité de 215 000 tonnes, transportait 193 000 tonnes de brut appartenant à Shell.

L'affaire à l'époque avait fait grand bruit et non seulement la compagnie londonienne d'assurances Lloyd's mais Scotland Yard avaient été saisis.

Le pétrole chargé au Koweït avait été débarqué en Afrique du Sud, à Durban, en violation de l'embargo décidé par les pays arabes sur les ventes à l'Afrique du Sud. Ensuite, le capitaine du tanker avait simulé un accident pour que l'armateur puisse toucher les indemnités d'assurance.

Sept autres personnes jugées par contumace ont été condamnées chacune à sept ans de prison, dont deux hommes d'affaires, l'un de Houston, l'autre de Rotterdam. - (Reuters, AP.)

## ÉNERGIE

SELON L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE

## La consommation pétrolière mondiale devrait stagner en 1985

La demande de pétrole adressée à l'OPEP devrait rester faible jusqu'à la fin de 1985, contraignant l'Organisation à maintenir un contrôle strict de sa production, afin d'éviter une nouvelle baisse des prix. C'est la conclusion qui ressort des chiffres publiés simultanément par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son bulletin mensuel de conjoncture et par la société française Enerfinance dans son Market Monitoring Bulletin.

Selon l'AIE, la consommation mondiale de brut, qui a diminué de 2 % au cours du premier trimestre, par rapport à l'an passé, devrait globalement stagner en 1985 à un niveau de 46,3 millions de barils/jour (contre 46,1 millions en 1984), tandis que la production des pays non-membres de l'OPEP devrait progresser, passant de 27,7 millions de barils par jour au premier trimestre à 28,3 millions au second et à 28,2 millions sur l'ensemble de l'année, du fait notamment de la reprise des exportations soviétiques, interrompues depuis janvier. La part de l'OPEP, limitée à 16 millions de barils par jour au premier trimestre, ne devrait donc guère augmenter d'ici à la fin de l'année, sauf reconstitution des stocks par les compagnies. Ces stocks devraient se reconstituer quelque peu au cours des six prochains mois.

Selon Enerfinance, qui prévoit également une consommation faible au cours des prochains mois et une hausse de la production non-OPEP, la reconstitution nécessaire des stocks devrait soutenir un peu la demande adressée à l'OPEP, au cours du troisième trimestre notamment. Mais les perspectives de production de l'OPEP pour 1985 restent « faibles », aux alentours de 17 millions de barils/jour, soit 0,3 million de moins que l'an passé, estime la société. L'OPEP, qui a réussi au cours du 1<sup>er</sup> trimestre à respecter le plafond de 16 millions de barils/jour qu'elle s'est fixé, grâce aux efforts de l'Arabie saoudite qui a produit 3,9 millions de barils/jour et aux difficultés d'écoulement rencontrées par l'Iran. Elle devrait donc

continuer à observer une grande discipline pour éviter au cours de l'été une nouvelle baisse des cours du brut, extrêmement fermes depuis deux mois.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**bhe**

**Augmentation de Capital**

de 2.400.000 F à 2.415.000 F par l'émission de 546.066 actions nouvelles de 2.000 F nominal.

**BANQUE HYPOTHECAIRE EUROPEENNE**

Prix d'émission : F 275, incluant une prime d'émission de F 175.

Journées : 1<sup>er</sup> janvier 1985.

Droits préférentiels des actionnaires :

- à titre antérieur à la date de 9 actions nouvelles pour 10 actions anciennes
- à titre réductible

Délai de souscription : 9 avril au 9 mai 1985 inclus.

Généralité de bonne foi : les actionnaires majoritaires de la BHE (institutions financières, banques et compagnies d'assurance) sont convenus d'apporter leur garantie à cette opération.

BALD du 1/4/1985 - Une note d'information (voir COB n° 85-73 du 29 mars 1985) peut être obtenue sans frais au siège social et auprès des établissements chargés du placement.

Lieux de souscription :

- Banque Louis Dreyfus - Banque Worms
- Caisse Centrale des Banques Populaires
- Crédit Commercial de France
- Banque Générale du Commerce Extérieur
- Banque Générale du Pénin
- l'Européenne de Banque.

**Le Monde**

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**

Renseignements : 246-72-23, poste 2412

**Lisez**

**Le Monde des PHILATÉLISTES**

REVUE DE LA PHILATÉLIE

## BANQUE ODIER BUNGENER COURVOISIER

L'Assemblée générale ordinaire de la Banque Odier Bungenier Courvoisier a été tenue le 25 mars 1985 et a approuvé le bilan et le compte de résultats arrêtés au 31 décembre 1984.

Le total du bilan se monte à F. 2 233 672 936 contre F. 2 101 229 976 et les dépôts progressent de F. 1 010 128 638 à F. 1 269 105 269.

Avant provisions, les produits d'exploitation sont en hausse de 66 %. Après constitution de provisions diverses pour F. 22 836 053 contre F. 7 665 548, le bénéfice net de l'exercice s'établit finalement à F. 7 182 288 contre F. 8 460 771 en 1983.

Il a été décidé d'affecter F. 3 000 000 à la réserve générale et de verser aux actionnaires à titre de dividende F. 4 400 000 contre F. 5 000 000 l'année précédente.

**CBC**

Le directeur de CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION (CBC) a arrêté le 29 mars 1985 les comptes de l'exercice 1984 qui seront examinés le 2 mai prochain par le conseil de surveillance, présidé par Gilbert Simonet.

CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION (CBC) a été créé en juillet 1982 par regroupement des activités Bâtiment du groupe CAMPENON BERNARD. Son activité couvre à ce jour l'ensemble du territoire français, l'Afrique, le Maghreb et l'Extrême-Orient.

Le résultat de l'exercice 1984 pour CBC, société mère, est de 3,6 millions de francs. Le résultat consolidé est de 13,1 millions de francs pour une activité de 1,7 milliard hors taxes, contre 1,1 milliard en 1983.

Le carnet de commandes était de 1,456 milliard de francs hors taxes au 1<sup>er</sup> janvier 1985 contre 1,252 milliard au 1<sup>er</sup> janvier 1984.

Il est d'ores et déjà acquis que le chiffre d'affaires consolidé connaîtra une progression significative en 1985 et sera supérieur à 2 milliards de francs hors taxes.

L'ensemble de ces chiffres ne tient pas compte des sociétés GCL et UDEC, filiales Bâtiment de CAMPENON BERNARD, qui ne sont pas encore juridiquement rattachées à CBC et dont l'activité en 1984 a été de 340 millions de francs.

**CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION**

20-24, RUE DE L'UNIVERSITÉ - BP 12 - 92011 BOULOGNE CEDEX

TELEPHONE (1) 8048 87 - TELEFAX (1) 8048 88

**BTP BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS**

EXERCICE 1984 DE LA B.T.P. : PROGRESSION DE 22 % DES BÉNÉFICES

Le conseil d'administration de la Banque du Bâtiment et des Travaux Publics (la B.T.P.) s'est réuni le 4 avril 1985 sous la présidence d'Alain Teyssie.

Il a arrêté les comptes de l'exercice 1984, dont les principales valeurs se présentent comme suit :

- Le total du bilan s'élève à 4 559 MF contre 4 307 MF au 31 décembre 1983, soit une progression de 5,8 % qui se caractérise par :
  - une augmentation sensible des fonds propres : 195 MF contre 116 MF, grâce à une émission de titres participatifs de 75 MF réalisée en mars 1984 et à l'affectation en réserves de 50 % des résultats 1983 ;
  - une forte augmentation des dépôts clientèle : 2 923 MF contre 2 350 MF, soit une progression de 24,4 % ;
  - un accroissement sensible des crédits à la clientèle : 1 443 MF contre 1 260 MF, soit une progression de 14,6 %, pour l'essentiel due au développement de la banque et de l'immobilier, et, d'autre part, de constituer des provisions (31 MF contre 24 MF en 1983) justifiées par la situation difficile du B.T.P.
- Le bénéfice net de l'exercice ressort à 10,9 MF contre 9,9 MF en 1983, soit une progression de 22,5 % (contre 20 % en 1983).

L'amélioration de la rentabilité de la B.T.P. se poursuit donc, malgré le poids élevé des provisions, grâce au développement des activités financières et aux gains de productivité dus à une forte mobilisation du personnel sur les objectifs du plan de développement.

**SICAV**

société d'investissement à capital variable

gérées par la Caisse des dépôts

**LE LIVRET PORTFEUILLE** **S.N. FRANCE OBLIGATIONS** **Livret BOURSE INVESTISSEMENTS** **horizon**

les assemblées générales des actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice 1984 et décidé la mise en distribution des dividendes suivants mis en paiement le 1<sup>er</sup> avril 1985 aux guichets des établissements placeurs,

- chez l'ECUREUIL et à LA POSTE : LLP - SNFO - LBI - HORIZON

- au TRÉSOR PUBLIC et chez les Agents de Change : LBI

LE LIVRET PORTFEUILLE	* S.N. FRANCE OBLIGATIONS	Livret BOURSE INVESTISSEMENTS	horizon
n° 30	n° 28	n° 18	n° 2
22,46 F	35,00 F	19,15 F	34,17 F
2,37 F	2,32 F	2,33 F	2,37 F
24,83 F	37,32 F	21,48 F	36,54 F
461,68 F	393,53 F	303,32 F	773,75 F

Réinvestissement sans frais en actions nouvelles jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1985

\* ATTENTION ! Si vous détenez des actions de S.N. FRANCE OBLIGATIONS, vous devez savoir :

- que, depuis le 1/1/85, l'objectif de distribution de cette SICAV a été modifié : accumulation de plus-values en capital et moindre distribution ;
- que, pour matérialiser ce changement, S.N. FRANCE OBLIGATIONS s'appelle depuis le 26 mars 1985 FRANCE OBLIGATIONS.

Union de Banques à Paris  
Émission d'un emprunt obligataire  
F 500.000.000 à taux révisable annuellement

## Participez au développement des entreprises de l'Ile-de-France

Valeur nominale de l'obligation : F 5.000

Nombre d'obligations : 100.000.

Prix d'émission : 98,50 % soit F 4.925 par obligation.

Intérêt annuel : Le premier coupon (29 avril 1986) sera de 12,40 %.

Pour les échéances ultérieures, le taux d'intérêt sera fixé un an avant chaque échéance et il sera égal à 95 % du TMO établi pour le mois de février précédant la révision.

Le Taux d'intérêt annuel ne sera cependant jamais inférieur à 6,5 %.

Marge actuarielle : Sur la base du TMO au 21 février 1985 (12,31 %), les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle brute de - 0,18 %.

Durée : 8 ans.

Amortissement : En totalité le 29 avril 1993.

Souscription : A partir du 8 avril 1985.

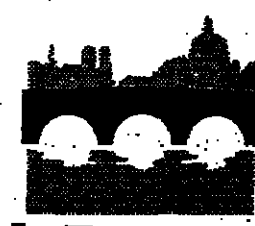
Date de jouissance et de règlement des souscriptions : 29 avril 1985.

BALD du 8 avril 1985 - Cotation demandée à la Bourse de Paris.

Souscription à tous les guichets de l'Union de Banques à Paris, de la Banque de Picardie, de la Banque de Rhône et Loire et de la Compagnie Commerciale de Banque.

L'émission de cet emprunt obligataire a pour but de mettre à la disposition de l'Union de Banques à Paris une ressource complémentaire pour le financement du développement prévu dans les prochaines années, notamment en ce qui concerne les crédits à l'économie.

La note d'information qui a reçu le visa de la C.O.B. n° 85-77 du 2 avril 1985 est tenue à la disposition du public, sans frais, aux guichets et au siège social de l'Union de Banques à Paris, 22 place de la Madeleine 75008 PARIS.



**Union de Banques à Paris**





هنا من العمل

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### DÉBATS

2. L'EFFERVESCENCE POLITIQUE : « L'éternel retour », par Maurice Duverger ; « Pourquoi les jeux sont ouverts », par Jacques Robert ; « Les crises après les magiciens », par Pierre-André Pérois.

— Un gaulliste de la IV<sup>e</sup>, de Raymond Triboulet.

### ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT  
4. EUROPE  
5. AFRIQUE  
6. ASIE  
— La fin du voyage de M. Fabius à Séoul.  
7. DIPLOMATIE  
— Après le « gel » des SS-20 soviétiques.

### POLITIQUE

7. POINT DE VUE : « Dérive institutionnelle », par Hugues Portelli.  
8. La situation dans les DOM-TOM.

### SOCIÉTÉ

9. Découverte d'un arsenal terroriste à Paris.  
22. SPORTS : la victoire du Finlandais Kankkonen dans le Safari Rallye ; le premier tirage du Loto sportif.

### 89 FM

#### à Paris

AMÉ « le Monde »

232-14-14

Mardi 9 avril, 18 h 45

Faut-il interdire

les sectes ?

ALAIN WOODROW

répond aux questions

des auditeurs et des lecteurs

Débat animé

par CHRISTIAN VILAIN

### CHRONOLOGIE

10. Mars 1985 dans le monde.

### LE MONDE MÉDECINE

11. L'arrivée des « mères porteuses ».  
12. Le corps médical croit et se féminise.

### CULTURE

19. EXPOSITION : Christo à la Kunst-halle de Hambourg.  
— DEUX REPRISES AU CINÉMA : la Ronde de l'aube, de Douglas Sirk et Acte de violence, de Fred Zinnemann.  
21. COMMUNICATION : A voir : de solliciter en bétail.

### ÉCONOMIE

27. SOCIAL.  
— AFFAIRES : un guide du CNPF sur la consommation.  
— ÉTRANGER.  
30. TRANSPORTS : les dix ans de l'aéroport de Lyon-Satolas.

### RADIO-TÉLÉVISION (21)

#### INFORMATIONS

#### SERVICES (14) :

Automobile ; Météorologie ; Mots croisés.

Annouces classées (23 à 26) ; Légion d'honneur (22) ; Carnet (22) ; Programmes des spectacles (20-21) ; Marchés financiers (31).

### DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

#### PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

Pour vous permettre de juger la qualité de notre travail

#### COSTUMES

MESURE

A partir de 1 750 F

PANTALONS à partir de 590 F

3 000 tissus

Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

JUPES et TAILLEURS

SUR MESURE

UNIFORMES et INSGES MILITAIRES

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-51.

De lundi au samedi de 10 h à 18 h.

A B C D F G H

## SELON UN DOCUMENT DE TRAVAIL DE L'ONU

### 74 millions de fillettes et de femmes ont subi des mutilations sexuelles

De notre correspondante

Genève. — L'appel lancé il y a déjà huit ans à l'ONU par M. Edoard Kaiser, fondateur de l'« Terre des hommes », pour qu'elle pèse de tout son poids afin que ne soient plus pratiquées les mutilations sexuelles dont sont victimes des millions de fillettes aura enfin été entendu, malgré résistances et pressions. A la suite d'une série de réunions qui ont débuté en août 1981 et à l'issue d'une recommandation de la commission des droits de l'homme de l'ONU en février 1984, un groupe de travail « sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants » a été créé. Ce groupe, dont la première session vient de se tenir au Palais des Nations, a été chargé d'entreprendre une étude approfondie sur diverses pratiques telles que l'infibulation et l'excision, des formes de mutilations, recensant les méthodes utilisées, l'âge des victimes, le taux de morbidité et de mortalité qui s'ensuit et la nécessité d'évaluer l'ampleur du phénomène.

Selon un document de travail de l'ONU, actuellement soixante-quatorze millions de fillettes et de femmes auraient subi des mutilations sexuelles, lesquelles sont pratiquées de façon courante sur la presque totalité de la population féminine — principalement sur des fillettes — en Somalie, à Djibouti, dans les zones musulmanes du Soudan, dans le sud de l'Égypte, sur la côte de la mer Rouge en Éthiopie, à l'est du Kenya, dans le nord du Nigeria ainsi que dans plusieurs régions du Mali, de l'Indonésie et de la Malaisie. Ce document précise que « les opérations sont habituellement faites par les vieilles femmes d'un village ou par les sages-femmes traditionnelles. Aucune anesthésie n'est utilisée, et les enfants sont immobilisés pendant l'intervention par d'autres femmes du village ou par celles qui se livrent à l'opération. Des mélanges d'herbe, de terre, de bouse de vache ou de cendres sont frottés sur la plaie pour arrêter l'hémorragie. Les instruments utilisés pour de telles interventions va-

rient du couteau de cuisine aux lames de rasoir en passant par les morceaux de verre ».

Le groupe de travail a décidé, étant données les conséquences néfastes, tant physiques que psychiques, de ces pratiques, de sensibiliser au maximum l'opinion publique sur ce problème. Une éducation tenant compte des mentalités et des coutumes devrait être entreprise, notamment au niveau des villages avec pour objectif leur abolition progressive.

Au cours de la réunion du groupe de travail présidé par M<sup>me</sup> Halima Embarek-Warazui (Maroc), et à laquelle ont participé des représentants de l'UNICEF, de l'OMS et de l'UNESCO, il a été également question des « mariages précoces » (en d'autres termes, des mariages forcés de fillettes), du gavage des femmes (destiné à rendre les maris fiers de l'opulence de leurs compagnes), des « crimes d'honneur » qui coûtent la vie à des adolescentes et à des femmes reconnues ou soupçonnées de s'être « compromises » avec un homme, ainsi que des conséquences sur les nouveaux nés du sexe féminin du « traitement préférentiel accordé à l'enfant mâle ».

Bien que conscient de la force des préjugés et de la nécessité de tenir compte des traditions séculaires, le groupe de travail de l'ONU admet que, « étant donné que ces pratiques sont infligées de force à des enfants, il s'agit d'une violation flagrante de leurs droits tels qu'ils sont reconnus par la Déclaration universelle des droits de l'homme ».

ISABELLE VICHNIAC.

### M. GÉRARD DEUL DÉMISSIONNE DE LA PRÉSIDENTIE DU SNPMI

M. Gérard Deul, président du Syndicat national du patronat moderne et indépendant (SNPMI), a abandonné ses fonctions, annonce cette organisation, mardi 9 avril, dans un communiqué.

M. Deul, qui affichait des convictions politiques proches de l'extrême droite et usait fréquemment d'un langage « vigoureux », avait été contesté dans sa propre organisation. En février dernier, ses pouvoirs avaient été limités par une mission de « restauration du syndicat », notamment sur le plan financier, confiée à M. Gérard Delval. D'autre part, M. Deul s'était opposé à une invitation lancée à M. Pierre Bérégovoy par la fédération d'Île-de-France du SNPMI.

### NOUVELLES BRÈVES

● M. Mauroy ne comprend pas M. Rocard. — M. Pierre Mauroy, qui présentait mardi 9 avril à Lille son livre *A gauche*, a rappelé son attachement à la proportionnelle, « scrutin de la modernité, de la justice et de la liberté ». A propos de la décision de M. Rocard de quitter le gouvernement, M. Mauroy a affirmé que, dans le passé, même quand il était en désaccord avec lui, il avait toujours « compris » M. Rocard. « Mais là, et il souligne, je n'arrive pas à comprendre. Pourquoi quitter le gouvernement sur un tel sujet ? Je ne comprends pas cette dramatisation ».

● M. Proriot (UDF) n'a pas signé de proposition pour le rétablissement de la peine de mort. — M. Jean Proriot, député (UDF) de la Haute-Loire, nous prie de préciser qu'il n'a pas signé la proposition de loi réclamant le rétablissement de la peine de mort dont M. Roland Nungesser (RPR, Val-de-Marne) a pris l'initiative au début de cette année (le Monde du 7 février). Cinquante-huit députés, selon M. Nungesser, avaient signé cette proposition. Deux d'entre eux, jusqu'à présent, nous ont fait savoir que c'était à tort.

● Dette : aggravation au Mexique. — L'endettement extérieur mexicain, qui représentait 99,4 milliards de dollars à la fin de 1983, progressera de 3 à 4 milliards de dollars par an jusqu'en 1988, selon les estimations du ministère mexicain des finances. Il atteindra alors 110 milliards de dollars, en augmentation de 31 % par rapport à 1982. — (AFP.)

● L'assassinat d'un vagabond à Toulon. — Parce qu'il le jugeait « inutile pour la société », un jeune engagé volontaire de vingt-neuf ans, Alexandre Alvies, a tué un vagabond de quarante ans, Franco Zorzi, ressortissant italien, lundi 3 heures du matin sur un parking de Sanary (Var). La victime portait une dizaine de plaies dans la région du cou, provoquées par des coups de poignard. Les policiers ont découvert chez Alvies une collection d'ouvrages, de casquettes et autres objets nazis. — (Corresp.)

### CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et rédaction du courrier

Permanence téléphonique/permanence télé

Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/55 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

## Après les propositions de M. Gorbatchev

### NOMBREUSES MANIFESTATIONS PACIFISTES EN RFA

Quelques deux cents manifestations contre les armes nucléaires et spatiales ont eu lieu en République fédérale pendant le week-end pascal. Selon les organisateurs, cinq cent mille personnes au total auraient participé à ces manifestations. La police juge ce chiffre « beaucoup trop élevé », mais elle n'a pas fourni d'estimation en raison du caractère très décentralisé des manifestations, dont les points forts ont été Hambourg, Hanovre, Dortmund, Cologne, Francfort, Berlin-Ouest et Heidelberg. Une des bases américaines où sont stationnés des Pershing-2.

Ces rassemblements étaient dirigés tout particulièrement cette année contre le projet de « guerre des étoiles » du président Reagan. Au cours d'un discours prononcé à Duisbourg (Rhur), M. Jo Leinen, l'un des dirigeants du Mouvement pour la paix et futur ministre social-démocrate de l'environnement dans le gouvernement de Sarre, a appelé le mouvement à s'engager « à fond » contre ce projet, comme il l'avait fait de 1980 à 1983 contre les euro-missiles. « Quand le président Reagan viendra en RFA au mois de mai, le mouvement pacifiste devra lui montrer clairement ce qu'il pense de sa politique de course aux armements », a-t-il notamment déclaré.

(Lire nos informations page 5.)

● Deux attentats en RFA. — Deux attentats à l'explosif ont été commis en République fédérale le lundi 8 avril. Le premier était dirigé contre le pipeline Tübingen-Aalen, élément du réseau Centre-Europe qui alimente en carburant les unités de l'OTAN ; le second a endommagé un bureau d'études maritimes de Hambourg, l'ISS, chargé en particulier de l'étude de faisabilité pour le projet de construction d'une frégate de l'OTAN dans les années 90. L'attentat de Hambourg a été revendiqué par une « unité combattante Johannes Thimme », du nom d'un membre de la Fraction armée rouge tué dans un attentat près de Stuttgart. — (AFP.)

### Au Cambodge LES NATIONALISTES AURAIENT REPRIS LE CAMP DE PREAY-CHAN

Bangkok (AFP). — Les guérilleros du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK) ont réussi, lundi 8 avril, à reprendre le camp de Preay-Chan (ex-Nong-Chan), près de la frontière thaïlandaise, qui était tombé dimanche aux mains des forces vietnamiennes (le Monde du 9 avril). Selon un appui de source militaire thaïlandaise, les combats de dimanche pour le contrôle du camp de Preay-Chan ont fait dix-huit morts et cinquante blessés dans les rangs du FNLPK, a affirmé le général Pichit Kulkavajaya, commandant de la 1<sup>re</sup> armée thaïlandaise.

### NOMINATION D'AMBASSADEURS

Le Journal officiel du 6 avril et celui du 9 avril ont annoncé la nomination de deux ambassadeurs :

M. HONNORAT en Somalie. — M. Jean Honorat est nommé ambassadeur à Mogadiscio en remplacement de M. Claude Epervier. [Né en 1924, M. Honorat est breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer. Il a été notamment en poste à Khartoum (1960), Léopoldville (1961), Amara (1962-1964), Casco (1968-1973) et Montréal (1978-1981), avant d'être nommé, en décembre 1981, ambassadeur à Abou-Dhabi.]

M. JESSEL à la conférence de désarmement de Genève. — M. Jacques Jessel est nommé ambassadeur auprès de la conférence de désarmement de l'ONU à Genève, en remplacement de M. François de la Gorce. [Né en 1926, ancien engagé volontaire en 1944, M. Jessel a terminé l'École nationale de l'administration en 1960. Il a été notamment en poste à Bonn (1961-1965), à Washington (1968-1973), Berlin (1973-1977), enfin premier conseiller à la délégation française auprès de l'OTAN à Bruxelles. Depuis 1982, il était secrétaire général adjoint de la défense nationale.]

● Prochaine rencontre Moubarak-Weizman. — M. Ezer Weizman, ministre israélien sans portefeuille qui avait contribué aux négociations du traité de paix israélo-égyptien de 1979, rencontrera le président Moubarak au Caire la semaine prochaine, a annoncé, ce mardi 9 avril, le ministre israélien des affaires étrangères.

## Sur le vif

### Vous faites pas de bile !

Ce vous a pas frappé, la réaction des Américains aux avances de Gorbatchev : vos SS-20, vous les étalez, vous les étalez pas, vos SS-23, vous les remettez pour six mois, vous faites ce que vous voulez, nous on s'en fout. Ce vous a pas paru bizarre, cette désinvolture ? Oui, je sais ce qu'ils disent : dans la course aux têtes chercheuses, les Sov ont une telle avance que, de toute façon, proposer d'en mettre quelques-unes au frigo, c'est un énorme strapé-rigide.

En réalité, s'ils prennent des grande airs au Pentagone, c'est pas à cause de ça. Rien à voir. Ils ont appris un truc incroyable, un truc à se demander si ça vaut le coup de se lancer dans la guerre des étoiles. L'URSS n'a plus de troupes. Elles sont décimées par les maladies, ravagées par les épidémies.

Le New York Times vient de consacrer un énorme article aux conclusions d'une étude menée par un prof à l'université de Georgetown. C'est effrayant ! La typhoïde, l'hépatite virale, le choléra, l'infection intestinale, ils attrapent, toutes les solapies

qui passent à portée de leur gomme, à bas. Une simple grippe et un tiers de l'armée rouge s'effrite.

En plus, leurs toubibs sont complètement nuls. Ils se trompent de diagnostic une fois sur deux. Ils prennent une syphilis pour un eczéma. Un mec s'arrête avec une diphtérie, ils l'enquiquient, ils l'accusent d'avoir choppé une indigestion. Et leurs médicaments ne valent rien. Résultat, dans une unité décimée par les oracles, 89 % des hommes s'en vont mourir avant d'être vaccinés. Et, étrange, c'est pas fini : leurs consignes sont toutes pourries, leur viande quand il y en a — c'est pas tous les jours — grouille d'asticots.

Bref, entre deux séjours à l'hôpital, anéantis par la chloa, épuisés par la jaunisse, brûlés par la fièvre, officiers et soldats sont trop faibles pour lever le petit doigt. Même celui qui sert à appuyer sur le bouton lance-missile. Alors pourquoi se faire de la bile ?

CLAUDE SARRAUTE.

### TV or not TV ?

**SUSPENSE AUTOUR DE LA RETRANSMISSION DU MATCH DE TURIN**

Fidèle à l'image de marque qu'il veut se donner, M. Claude Bez, le fongueur président des Girondins de Bordeaux, entretient le suspense autour de la retransmission, mercredi soir 10 avril, du match de demi-finale de la Coupe d'Europe de football des clubs champions que son équipe dispute contre la Juventus de Turin. Il réclame 1 500 000 F à TF1 pour diffuser les images de la rencontre disputée à Turin, ce qui est en contradiction avec les règles de l'Union européenne de radiodiffusion (UER), établies en accord avec les autorités européennes du football : aucune indemnité « télévisuelle » n'est prévue lorsqu'une équipe joue à l'étranger. Pour la retransmission du match retour, le 24 avril, M. Bez était résolu à exiger d'Antenne 2 près de 3,5 millions de francs. La somme pourrait, finalement, être négociée aux alentours de 2 millions.

Devant le refus de TF1 de lui payer les images du match aller à Turin, mercredi 10, M. Bez menace d'en faire cadeau à Canal Plus, mais en « codé ». Pour tenter de mettre fin à cette surenchère permanente (le président des Girondins n'a-t-il pas créé des précédents, le dernier en date étant le match contre Paris-Saint-Germain, au Parc des Princes ?), M. Michèle Cotta a pris l'initiative de réunir au siège de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, mardi 9 avril en fin de matinée, les responsables de TF1, A2 et Canal Plus, dans l'espoir de leur faire adopter une position commune. A 12 h 30, aucune décision n'avait pu encore être prise et une nouvelle réunion était convoquée pour mardi soir, à 18 h 30.

Le numéro de « Monde » daté 9 avril 1985 a été tiré à 357 292 exemplaires.

### POUR BIEN S'ASSEoir ET BIEN DORMIR

Sans s'éloigner du mur, la banquette-lit STEINER se transforme en vrai lit pour 2 personnes par un simple basculement.

**CAPÉLOU** 37, Av. DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS - M<sup>re</sup> Parmentier

DISTRIBUTEUR TEL. 357.46.35

### ICL

Des langages de quatrième génération pour mettre l'informatique à la portée de l'UTILISATEUR. Des outils pour diviser par 10 les temps de PROGRAMMATION.

ICL, 16, cours Albert 1<sup>er</sup>, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 - poste 288)